UN PORTRAIT DU CANADA

*

Ministre de l'Industrie, 1999

En vente au Canada par l'entremise de nos agents libraires agrées es autres fibraires ou de :

Statistique Canada

Gestion de la circulation Division de la diffusion 120, avenue Parkdale Ottawa (Ontario)

K1A 0T6

Numéro sans frais pour commander : 1 800 267-6677

Télécopieur : 1 877 287 4369

Courrier electronique : order@statcan.ca

Tout droits reserves. Il est interdit de reproduite ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit — enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction — sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession de droits de licence. Division du marketing. Statistique Canaria. Ottava (Ontario), Canaria. Esta 176.

La Bibdorhéque nationale du Canada a catalogué certe publication de la façon sulvante -

Vedette principale au titre

Un portrait du Canada

365 ed.

« L'ouvrage officiel des conditions actuelles et des progrès

récentie

Également publie en anglais sous le mre :

Canada: A Portrait.

Fait suite à : Canada la teyue annuelle des conditions

actuelles et des progrès récents

Produit in 11-403-XPF au catalogue

ISBN 0-660-96160-1

1. Canada - Conditions economiques - Periodicules:

2. Canada – Conditions sociales – Périodiques.

3. Canada – Politique et gouvernement – Périculous.

4. Canada - Description et voyages - Périodiques

5. Canada - Guides, manuels, esc. 1. Statistique Cunada.

Ohristen des communications.

This publication is also available in English.

Conception graphique : Neville Emith Aviva Furman Composition : Division de la diffusion

Imprimé par Friesenz Corporation. Altona (Manitoba) imorime au Canada

56º ÉDITION

D'UN PORTRAIT DU CANADA,

L'EDITION OFFICIELLE DU

MILLENAIRE PUBLIÉE

AVEC L'AUTORISATION DU

MINISTRE DE L'INDUSTRIE

AVANT-PROPOS

À LA VEILLE D'ABGRDER LE XXII SIÈCLE ET UN NOUVEAU MILLÈNAIRE, LE CANADA OCCUPE UNE PLACE EXCEPTIONNELLE DANS L'HISTOIRE. POUR SOULIGNER CE TOURNANT IMPORTANT, JE SUIS FIER DE PRÉSENTER, AU NOM DE STATISTIQUE CANADA, CETTE ÉDITION DISTINCTIVE D'UN PORTRAIT DU CANADA COMME NOTRE CONTRIBUTION AUX CÉLÉBRATIONS NATIONALES.

DEPUIS SA PREMIÈRE PARUTION EN 1927, UN PORTRAIT DU CANADA SE VEUT UN TÉMOIN ET UN CHRONIQUEUR DE LA VIE SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET INTELLECTUELLE DU PAYS. CETTE 561 ÉDITION PERPÉTUE LA TRADITION EN OFFRANT AUX LECTEURS UN RICHE RECUEIL DE COURTS TEXTES ET DE PHOTOS QUI METTENT EN PERSPECTIVE ET EN VALEUR NOTRE TRAVAIL STATISTIQUE.

J'AI NOTAMMENT L'HONNEUR DE SIGNALER L'APPORT DE SIX ÉMINEURS CANADIENS QUI ONT BROSSÉ LEUR PROPRE « FORTRAIT » DU CANADA. MERCI À SUSAN AGLUKARK, PIERRE BERTON, RICHARD LIPSEY, MONIQUE MERCURE, OSCAR PETERSON ET DAVID SUZUKI.

UN PORTRAIT DU CANADA CONTINUE D'INNOVER DANS LA FAÇON DONT NOUS PRÉSENTONS NOS STATISTIQUES AU PUBLIC. J'ESPÈRE SINCÈREMENT QU'IL BROSSERA UN TABLEAU FIDÈLE DU CANADA D'AUJOURD'HUI ET QU'IL RENSEIGNERA LES GÉNÉRATIONS FUTURES SUR LA RÉALITÉ DE NOTRE PAYS AU SEUIL D'UN NOUVEAU SIÈCLE ET D'UN NOUVEAU MILLÉNAIRE. JE SUIS HEUREUX DE LE RECOMMANDER À TOUS NOS LECTEURS.

Ivan P. Feliegi

Statisticien en chef du Camada



Au nom de Statistique Canada, l'aimerais remercier toutes les personnes ayant TRAWAILLÉ À CETTE ÉDITION DU MILLÉNAIRE D'UN PORTRAIT DU CANADA, QUI PERPÉTUE LA TRADITION DE COMBINER LE CRÉATIF À L'ANALYTIQUE POUR RACONTER L'HISTOIRE DES Canadiennes et des Canadiens. Cette dynamique a permis à tous ceux et à toutes CELLES QUI ONT TRAVAILLÉ À CETTE PUBLICATION DE L'ENRICHIR ET DE LA RENFORCER. EN MON NOM ET EN CELUI DE JANET HAGEY, DIRECTRICE DES COMMUNICATIONS, J'AI L'INSIGNE HONNEUR DE VOUS PRÉSENTER LES CONTRIBUTIONS DE L'ÉQUIPE DU PORTRAIT. Très habilement guidée par Laurel Hyatt, gestionnaire de la production et RÉVISEURE PRINCIPALE, UNE ÉQUIPE DE RÉDACTEURS ET DE RÉVISEURS ONT UNI LEURS EFFORTS POUR SIGNER UN TEXTE À LA FOIS PLEIN DE FRAÎCHEUR ET DE VITALITÉ. NOUS REMERCIONS JULIE BÉLANGER, PAT BUCHANAN, ALAN BULLEY, KEVIN BURNS, VALÉRIE CATRICE, GILBERT CÔTÉ, JUDITH CÔTÉ, MÉLANIE DESJARDINS, CHRISTINE DUCHESNE, Francine Dumas, Monique Dumont, Mark Foss, Sherry Galey, Alain Garneau, JOCELYN HARVEY, SUSAN HICKMAN, ELIZABETH IRVING, BRUCE NESBITT, GEOFF POAPST, GORDON PRIEST, PENNY STUART, MARIE-PIERRE TARTE, NATHALIE TURCOTTE ET NATHALIE VILLEMURE. NOUS REMERCIONS AUSSI TRÈS CHALEUREUSEMENT JANIS CAMELON POUR AVOIR DIRIGÉ L'ÉQUIPE DE RÉVISION ANGLAISE ET ANNIE LEBEAU POUR AVOIR GUIDÉ L'ÉQUIPE DE RÉVISION FRANÇAISE. NOUS ADRESSONS AUSSI NOS REMERCIEMENTS À JEANNOT TRUDEL POUR LA FINESSE DE SES TRADUCTIONS DE MÊME OU'À MARIE-ANNE BRADFORD, À SYLVETTE CADIEUX ET À MARTIN BLAIS POUR LEUR CÉLÉRITÉ ET LEURS CONSEILS RELATIVEMENT À TOUTES NOS DEMANDES DE TRADUCTION.

Nous tenons à remercier spécialement Maxine Davidson, qui, en sa qualité de coordonnatrice de la production, a mis de l'ordre dans notre vie éditoriale, et Brigitte Angrignon, son adjointe. Mille fois merci à Nick Thorp pour sa vérification assidue des faits, à Caroline Tremblay, son adjointe, et à Andrew Neish pour son soutien amical.

Pour leur travail d'analyse, nous devons une fière chandelle aux experts SUIVANTS DE STATISTIQUE CANADA: PAUL BLOUIN, MARY CROMIE, TIM DAVIS, CHRIS Jackson, Andrew Kohut, Rebecca Kong, Lucie Laliberté, Janice McMechan, Paul McPhie, Hans Messinger, Steven Mozes, François Nault, Shaila NIJHOWNE, HENRY PUDERER, PAUL REED, ART RIDGEWAY, KRISHNA SAHAY, JIM SEIDLE, PIERRE TURCOTTE, JOHN TURNER, STU WELLS, KAREN WILSON ET PAULA Woollam. Nous exprimons également notre gratitude envers le professeur JOHN WARKENTIN DE L'UNIVERSITÉ YORK ET ENVERS JACQUES LEFEBURE POUR AVOIR été un mentor auprès des rédacteurs et du personnel du *Portrait*. Un merci très spécial à Johanne Beauseigle pour sa gestion technique TALENTUEUSE ET PERSPICACE ET À LOUISE DEMERS, CHEF DE LA COMPOSITION, ET SON équipe, formée de Suzanne Beauchamp et de Lynne Durocher, qui ont travaillé Sans répit à la réalisation du *Portrait*. Nous sommes également reconnaissantes À Danielle Baum pour son brio technique. Nous exprimons également nos REMERCIEMENTS ET NOTRE APPRÉCIATION À JACQUES TESSIER, QUI A GUIDÉ AVEC SUCCÈS LE PROJET SUR LE SENTIER DE L'IMPRESSION.

Notre reconnaissance va aussi à Wayne Baxter, Mary Rigby et Gabrielle Beaudoin pour leurs stratégies de commercialisation de même qu'à Iain McKellar ET JOHN WHITTON POUR LEURS TECHNIQUES DE VENTE INVENTIVES.

Nous tenons à remercier chaleureusement les employés de la bibliothèque de STATISTIQUE CANADA POUR LEUR COLLABORATION SOUTENUE ET LEURS CONSEILS JUDICIEUX. Nous sommes honorées d'avoir travaillé avec Neville Smith et Aviva Furman À LA CONCEPTION DU PORTRAIT. LEUR TRAVAIL A CONFÉRÉ ÉLÉGANCE ET DIGNITÉ À LA Présente édition et nous rend tous très fiers du nôtre. Nous sommes également RECONNAISSANTES ENVERS JOHN MACCRAKEN POUR SA DIRECTION ARTISTIQUE ET SON MENTORAT AVISÉS.

Nous souhaitons également dire à Beth Greenhorn, qui a fait un travail de RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE, QUE NOUS ADMIRONS TOUT AUTANT QUE NOUS APPRÉCIONS SA COLLABORATION.

Enfin, je tiens à remercier tout spécialement Laurel Hyatt pour l'excellence DE SON TRAVAIL DE MÉME QUE MAXINE DAVIDSON POUR SA DÉTERMINATION, SA GRÂCE ET SON HUMOUR. J'AI EU LE PRIVILÈGE ET L'HONNEUR DE TRAVAILLER AVEC TOUTES CES PERSONNES.

Rédactrice en chef. Un portrait du Canada

Le territoire 6

Le Nord 7
La Colombie-Britannique et le Yukon 9
Les Prairies 10
Le Canada central 10
La région de l'Atlantique 12
Le climat canadien 24

La population 36

À la mi-siècle 36

Aujourd'hui 37

Immigration 42

Vie familiale 44

Le mur du son de la démographie 56

Une population vieillissante 59

La société 66

La loi 67 L'éducation 72 La santé 83 Le gouvernement 86

Les arts et les loisirs 98

Les arts du spectacle 99
Les livres, les revues et les journaux 102
Le cinéma 105
La télé, la radio et la musique 106
Les ondes 107
Les arts visuels 114
Le patrimoine canadien 114
Les sports et les loisirs 117

L'économie 126

La propriété et le contrôle 127
Le libre-échange 129
La dépression et la guerre 130
Les origines de la prospérité 130
Un âge d'or 133
La fin d'une époque 133
Le Canada du millénaire 143

Le Canada dans le monde 154

Records mondiaux 154
Une nation commerçante 157
Investissements à l'étranger 159
Le Canada dans le monde 161
Environnement et tourisme 171
Défense 172
Aide à l'étranger 174

Bibliographie 180

Centres de consultation régionaux 182

Index 184

Carte du Canada 191



95CJJ2J2J2J2C J6DG

Le lègendaire Grey Owl, cet Anglais qui a vécu a la manière des Ojibways et a sensibilisé les gens de par le monde à la nature, a écrit un jour à propos du Canada: « l'aimerais vous montrer ce pays avec ses grandes étendues d'eau, ses forêts noires et ses petits lacs isolés encerclés d'arbres, tranquilles et immobiles, le regard perdu dans l'infini. Vous savez en les longeant que les arbres étaient là bien avant vous et qu'ils y seront encore lorsque vous n'y serez plus. » [traduction]

sur 4 634 kilomètres du nord au sud. St. John's officielle, le décrivait : « Le Canada est un pays en Nouvelle-Écosse. Notre littoral, le plus long est plus près de Casablanca, au Maroc, que de merveilleux, un pays de grands espaces - de Victoria, en Colombie-Britannique, Vancouver est moins éloignée de Mexico que de Halifax, Le Canada, plus large que l'océan Atlantique, s'étire sur 5 514 kilomètres d'est en ouest et parcourir, en ligne droite, les deux tiers de la ce majestucux pays. C'est en ces termes que grands espaces pour moi, de grands espaces Robert Stanfield, ancien chef de l'opposition du monde, longe trois océans et nous ferait personnalités ont dépeint avec spontanéité constituait en elle-même un défi à relever. pour nous tous. » La grandeur du Canada Depuis des générations, de nombreuses distance jusqu'à la lune.

La topographie du Canada influe sur nos climats locaux et souvent, même, sur notre humeur. Notre littérature témoigne du caractère mystérieux et solitaire du territoire : à peine 10 % du pays n'a jamais été habité en permanence. Deuxième région géographique à l'échelle mondiale par sa superficie, le Canada ne compte pourtant que 30 millions d'habitants sur près de 10 millions de kilomètres carrés.

Dans l'ensemble du pays, la densité de la population est d'à peine trois habitants au

kilomètre carré. Cependant, plus de 85 % des Canadiens vivent à moins de 500 kilomètres de la frontière canado-américaine. Dans cette bande frontalière, leur densité est de 25 habitants au kilomètre carré — une concentration équivalente à celle des États-Unis.

Selon certaines théories, ce qui s'appelle maintenant le Canada a pris naissance il y a environ 18 000 ans. Pendant au moins 400 000 ans. la quasi-totalité du pays avait jusqu'alors reposé sous d'immenses glaciers ayant parfois jusqu'à quatre kilomètres d'épaisseur. Les quelques régions échappant aux glaciers — l'extrême Nord-Ouest et de petites parcelles des plaines du Centre-Ouest devinrent le chez-soi des pionniers autochtones du Canada. les premiers êtres humains à habiter le tiers septentrional du continent nord-américain.

La fonte des glaces révéla lentement ce qui allait devenir le Canada. Puis, au fil des ans. ses terres furent graduellement occupées par des vagues d'immigrants: les Indiens, les Inuits et les Européens, suivis de peuples de presque toutes les nations de la Terre. En se retirant, les glaciers laissèrent dernère eux le matériau d'origine des terres fertiles. Les forêts s'étendaient à l'infini, deux millions de lacs grouillaient de poissons et la roche des cinq grandes régions géologiques du pays regorgeait elle-même de minéraux.

Les cinq grandes régions géologiques du Canada sont le Nord (la Règion Innuitienne, l'Arctique et les Basses-terres de la Baie d'Hudson du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest), la Colombie-Britannique et le Yukon (la Cordillère canadienne), les Prairies (les Plaines intérieures de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba), la région du Centre (le Bouclier canadien ainsi que les Grands Lacs et la vallée du Saint-Laurent de l'Ontario et du Quèbec) et les quatre provinces





Le légendaire Grey Owl, cet Anglais qui a vécu à la manière des Ojibways et a sensibilisé les gens de par le monde à la nature, a écrit un jour à propos du Canada : « J'aimerais vous montrer ce pays avec ses grandes étendues d'eau, ses forêts noires et ses petits lacs isolés encerclés d'arbres, tranquilles et immobiles, le regard perdu dans l'infini. Vous savez en les longeant que les arbres étaient là bien avant vous et qu'ils y seront encore lorsque vous n'y serez plus. » [traduction]

Depuis des générations, de nombreuses personnalités ont dépeint avec spontanéité ce majestueux pays. C'est en ces termes que Robert Stanfield, ancien chef de l'opposition officielle. le décrivait : « Le Canada est un pays merveilleux, un pays de grands espaces — de grands espaces pour moi, de grands espaces pour nous tous. » La grandeur du Canada constituait en elle-même un défi à relever.

Le Canada, plus large que l'océan Atlantique, s'étire sur 5 514 kilomètres d'est en ouest et sur 4 634 kilomètres du nord au sud. St. John's est plus près de Casablanca, au Maroc, que de Victoria, en Colombie-Britannique. Vancouver est moins éloignée de Mexico que de Halifax, en Nouvelle-Écosse. Notre littoral, le plus long du monde, longe trois océans et nous ferait parcourir, en ligne droite, les deux tiers de la distance jusqu'à la lune.

La topographie du Canada influe sur nos climats locaux et souvent, même, sur notre humeur. Notre littérature témoigne du caractère mystérieux et solitaire du territoire : à peine 10 % du pays n'a jamais été habité en permanence. Deuxième région géographique à l'échelle mondiale par sa superficie, le Canada ne compte pourtant que 30 millions d'habitants sur près de 10 millions de kilomètres carrès.

Dans l'ensemble du pays, la densité de la population est d'à peine trois habitants au

kilomètre carré. Cependant, plus de 85 % des Canadiens vivent à moins de 300 kilomètres de la frontière canado-américaine. Dans cette bande frontalière, leur densité est de 25 habitants au kilomètre carré — une concentration équivalente à celle des États-Unis.

Selon certaines théories, ce qui s'appelle maintenant le Canada a pris naissance il y a environ 18 000 ans. Pendant au moins 400 000 ans, la quasi-totalité du pays avait jusqu'alors reposé sous d'immenses glaciers ayant parfois jusqu'à quatre kilomètres d'épaisseur. Les quelques régions échappant aux glaciers — l'extrême Nord-Ouest et de petites parcelles des plaines du Centre-Ouest — devinrent le chez-soi des pionniers autochtones du Canada, les premiers êtres humains à habiter le tiers septentrional du continent nord-américain.

La fonte des glaces révéla lentement ce qui allait devenir le Canada. Puis, au fil des ans, ses terres furent graduellement occupées par des vagues d'immigrants : les Indiens, les Inuits et les Européens, suivis de peuples de presque toutes les nations de la Terre. En se retirant, les glaciers laissèrent derrière eux le matériau d'origine des terres fertiles. Les forêts s'étendaient à l'infini, deux millions de lacs grouillaient de poissons et la roche des cinq grandes régions géologiques du pays regorgeait elle-même de minéraux.

Les cinq grandes régions géologiques du Canada sont le Nord (la Région Innuitienne, l'Arctique et les Basses-terres de la Baie d'Hudson du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest), la Colombie-Britannique et le Yukon (la Cordillère canadienne), les Prairies (les Plaines intérieures de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba), la région du Centre (le Bouclier canadien ainsi que les Grands Lacs et la vallée du Saint-Laurent de l'Ontario et du Québec) et les quatre provinces

de la région de l'Atlantique (des Appalaches). à savoir le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve et le Labrador.

Le « plus grand bouclier du monde », comme disait l'auteure Agnès Whitfield, occupe à lui seul près de la moitié de la superficie totale du Canada. Les régions sédimentaires de l'Arctique, les plaines et les basses terres en occupent un autre quart, tout comme les Appalaches et les chaînes escarpées de la Cordillère canadienne. C'est dans leur rapport intime avec ces étendues que se racontent les Canadiens à travers les âges.

Le Nord

Depuis des générations, l'idée du Nord canadien — l'aimant naturel que montrent du doigt tous les compas du monde — nous captive. Nous avons même inventé un indice de la nordicité pour mesurer le caractère nordique de la « terre de nos aïeux ». La latitude, le climat et l'activité humaine sont quelques-unes des composantes de cet indice.

Le dernier-né des territoires canadiens, le Nunavut (qui signifie notre terre en Inuktitut), accorde désormais une nouvelle forme d'autonomie gouvernementale aux Inuits de l'Arctique de l'Est. Le Nunavut est le fruit du plus important règlement jamais intervenu au Canada en matière de revendications territoriales autochtones. Ce règlement confie l'administration de près de deux millions de kilomètres carrés aux 25 000 personnes qui l'habitent. Créé le 1er avril 1999 par le fractionnement des anciens Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut est plus vaste que le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Espagne réunis.

Jadis, des segments de sept provinces et territoires canadiens faisaient partie des Territoires du Nord-Ouest. Cédés au Canada en 1870 (le Nord continental) et en 1880 (les îles de l'Arctique), les Territoires ont donné naissance à la majeure partie du Manitoba ainsi que de la Saskatchewan, de l'Alberta et du Yukon au grand complet. Des parties ont ensuite été ajoutées au Manitoba, à l'Ontario et au Québec. Même après la création du Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest demeurent une contrée gigantesque de près de 1.4 million de kilomètres carrés.

Le grand archipel des îles de l'Arctique est la région du Canada la moins connue des habitants du Sud. surtout parce qu'il est tellement difficile de s'y rendre. L'île de Baffin a beau faire deux fois la Grande-Bretagne, on n'y trouve que 28 peuplements, dont Iqaluit, la capitale du Nunavut. La plupart des îles du Grand Nord sont prisonnières à longueur d'année de glaces recouvrant de grands pans de terres et de mer et sont le théâtre d'hivers féroces. Les plus grands champs de glace se trouvent sur l'île d'Ellesmere, où îls peuvent atteindre au-delà d'un kilomètre d'épaisseur et s'étendre sur plus de 20 000 kilomètres carrés.

Mais le Nord ne rime pas qu'avec neige et glace, pas plus qu'il n'est le même partout. Le sud-est de l'archipel Arctique est tempéré par l'Atlantique Nord et il y neige plus que partout ailleurs dans l'Arctique. Avec une température moyenne d'à peine 4 °C en juillet dans le Nord, le soleil de minuit est à peine assez chaud pour faire surgir un soudain tapis de fleurs sur la toundra. En fait, la végétation pousse tellement lentement que les traces de chariots laissées par l'expédition de Sir Edward Parry, en 1820, étaient encore visibles en 1978. L'hiver, les neiges infinies et les montagnes les plus au nord

baignent en permanence dans l'obscurité ou la pénombre.

La partie continentale de l'Arctique, surtout les terres du Bouclier canadien, est plus froide que les îles en hiver, mais plus chaude qu'elles en été, le mercure pouvant y dépasser 11 °C en juillet.

Même si la majeure partie de l'Arctique est exceptionnellement sèche — le peu de précipitations rendant certaines zones semi-arides l'été, les terres v sont souvent marécageuses et mouillées par-dessus le sol gelé en permanence appelé « pergélisol ». Malgré les centaines de rivières et de lacs qui constellent le relief faiblement ondulé de roche et de gravier, à peine quelques buissons rabougris arrivent à survivre au nord de la limite forestière. La vallée du Mackenzie, toutefois, est une extension des grandes plaines du Sud. De grands pans de la vallée échappent à la zone de pergélisol, ce qui permet aux épinettes, aux mélèzes, aux bouleaux blancs et aux pins gris de pousser dans les régions boisées boréales.

Les 67 500 habitants du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest, dont plus de 60 % sont des Autochtones, vivent dans 62 collectivités. Lorsqu'elles ont vu le jour, les plus grandes agglomérations étaient des centres miniers. Depuis, le tourisme, l'administration publique et l'exploration pétrolière et gazière ont accru l'importance de villes telles qu'Iqualuit, Yellow-knife, Hay River, Inuvik et Fort Smith.

De toutes les villes canadiennes, Yellowknife est celle où il fait le plus soleil l'été, le plus froid l'hiver et aussi le plus froid mois après mois, la température maximum y étant d'en moyenne -0.8 °C durant l'année. Les vents les plus puissants au Canada soufflent dans le Nord : l'île Résolution est balayée par les vents moyens les plus rapides (35,5 km/h) du Canada.



(En haut)

Ours polaits, Charchill

Manitoba

Photo de Daniel J. Cox.

Tony Stone.

(Au milino)
Photo de Tom Wallim
Tony Siana

Chassear that, tabrader
Photo de Peter Sibbald, lous
droits réservés, 1999





La Colombie-Britannique et le Yukon

« Ce qui domine par-dessus tout en Colombie-Britannique, disait le naturaliste Rod Haig-Brown, ce sont les montagnes. » [traduction] Les montagnes de la Cordillère canadienne — qui traversent la Colombie-Britannique et le Yukon jusqu'à proximité de l'Océan Arctique — sont indissociables de l'histoire de la région. On avait l'habitude d'appeler la région « l'Ouest derrière l'Ouest » parce que ses chaînes montagneuses imposantes arrêtaient net les voyageurs qui se rendaient dans l'Ouest. Le développement de la province et du territoire a été marqué par le thème du transport, dont l'importance n'a eu d'égale que la quête des ressources et, plus tard, la concentration de la richesse de la région dans le petit coin sud-ouest de la province.

Le Yukon est essentiellement un plateau subarctique ponctué de montagnes intermittentes. Les peuples d'expression na-déné vivaient bien dans cette contrée glaciale, le poisson et l'abondante harde de caribous de la Porcupine les laissant rarement tomber. Ils n'étaient dérangés par aucun colon convoitant leurs terres ou subtilisant leurs ressources jusqu'à ce que, le 17 août 1896, Skookum Jim, Tagish Charley et George Carmack découvrent de l'or dans le Bonanza, un petit ruisseau tributaire de la rivière Klondike. En deux années à peine, Dawson — la collectivité au cœur de la ruée vers l'or était devenue la plus grande ville canadienne à l'ouest de Winnipeg.

Mais si la plupart devaient quitter le Yukon aussi pauvres qu'à leur arrivée, la ruée vers l'or avait à tout jamais changé le Yukon. Bien que le déclin des champs aurifères ait fait échouer les plans d'un si grand nombre de personnes, de petites collectivités virent tout de même le jour pour soutenir d'autres efforts de prospection

minière. Le territoire fut doté d'un service de police, cartographié, puis relié au reste du Canada en 1942 par une route de gravier. Aujourd'hui, 86 % de ses 31 000 résidents sont des non-Autochtones et beaucoup travaillent directement ou indirectement dans les mines d'or, de zinc, de plomb et d'argent qui ouvrent et ferment au gré des cycles de l'économie internationale.

Les montagnes de la Colombie-Britannique étaient un formidable obstacle aux vovages estouest jusqu'à ce qu'elles connaissent leur propre ruée vers l'or, en 1858. Les Rocheuses, la chaîne Columbia et la chaîne Côtière furent éventuellement apprivoisées par le chemin de fer du Canadien Pacifique, en 1885. Telle était la condition posée par la province pour se joindre à la Confédération. Avec l'ouverture des mines et l'exploitation des forêts, les hauts plateaux désolés et les vallées plus chaudes de l'intérieur de la province furent lentement peuplés. Ce sont cependant les minces parcelles de bonnes terres de la vallée du bas Fraser et de la partie est de l'île de Vancouver — moins de 3 % de la superficie de la province — qui attirérent le plus de gens.

Dans la même veine, les compagnies pratiquant la pêche et l'exploitation forestière mirent le cap sur Vancouver au fur et à mesure que celle-ci se transformait en capitale culturelle, éducative et financière de la province. George Bernard Shaw l'appelait le « fleuron du Canada ». Bien que Victoria soit demeurée le siège du gouvernement de la Colombie-Britannique, Vancouver est devenue la troisième région métropolitaine en importance au Canada. On y trouve 1,9 million d'habitants.

Plus de 80 % des quatre millions de résidents de la Colombie-Britannique sont des citadins et pas moins de 80 % d'entre eux habitent dans le sudouest de la province. Cette urbanisation a réduit « Vancouver est un printemps de la Renaissance italienne, comme Montréal est un hiver du Moyen Âge flamand . . . »

Philippe Metaver

la superficie des terres agricoles, ce qui représente l'un des grands problèmes de la géographie économique de la province. La Colombie-Britannique est la province qui a le moins de terres cultivables mis à part le Nord et les provinces de l'Atlantique. D'autre part, environ le quart du bois marchand du Canada pousse dans cette province, qui possède 20 % des terres forestières productives du pays.

L'exploitation forestière intensive a transformé le relief, quoique, à l'heure actuelle, la superficie de reboisement dépasse la superficie d'abattage. Le mouvement grandissant pour l'aquiculture ne contrebalancera sans doute pas les pertes causées par le déclin rapide des stocks de saumon et de la jadis prospère industrie de la pêche. L'exploitation minière et la production de gaz naturel représentent 20 % de l'économie de la province.

Les Prairies

Le premier ministre Charles Tupper appelait les Prairies « le jardin du monde ». Dans sa publicité pour recruter des colons, le gouvernement fédéral les surnommait « le grenier du monde ». Les grandes plaines de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba n'ont fait mentir ni l'une ni l'autre étiquette, produisant des quantités phénoménales de céréales et d'oléagineux. En 1876, le Manitoba exportait ses premières cargaisons de blé Red Fife, une souche résistante à la rouille développée au Canada, mais la production de blé n'a rapidement pris de l'expansion qu'après la construction du chemin de fer du Canadien Pacifique.

Les nappes et les mers glaciaires qui recouvraient autrefois une bonne partie des provinces ne nous ont pas légué que de bons sols humides. Les gisements de pétrole, de gaz naturel et de potasse rivalisent de richesse avec l'agriculture. En 1996, la production minérale de l'Ouest (y compris les combustibles minéraux) a rapporté 32,6 milliards de dollars, tandis que l'ensemble des fermes canadiennes ont permis d'engranger des recettes de 28,6 milliards de dollars.

Les Prairies ne sont toutefois pas uniformément généreuses. La large ceinture semi-aride du triangle de Palliser de l'Alberta et de la Saskatchewan a ruiné plus d'un fermier. C'est dans ce triangle que les pluies ont si souvent fait défaut, le plus notoirement sans doute durant les années 1930, alors qu'aucune goutte n'est tombée pendant sept ans.

Comme l'a écrit Henry Kreisel, un écrivain des Prairies, « la seule présence des prairies » a engendré deux états d'esprit opposés : « l'homme, le géant conquérant, et l'homme, le nain dérisoire sans cesse menacé par la défaite ». [traduction] La mentalité conquérante s'exprime dans l'histoire politique de l'Ouest. Le Manitoba et la Saskatchewan ont été le théâtre de deux rébellions infructueuses en 1869-1870 et en 1885, des soulèvements qui avaient pour but d'affirmer les droits des habitants autochtones nomades sur un territoire de plus en plus envahi par les colons agriculteurs venus de l'Est. Elle se voit également dans la répartition de la population. Chacune des trois provinces des Prairies n'a qu'une ou deux très grandes villes, dont la puissance économique domine l'arrière-pays des petites villes, des fermes et

Le Canada central

L'Ontario et le Québec — la grande région centrale du Canada — partagent certains des reliefs les plus variés au Canada. Pourtant, deux



d'un champ en Alberta.
Photo de Richard Hartmier.
First Light

« Rouler, rouler, rouler — ah! oui
je me souviens de ça — : sur
l'autoroute longeant la rivière
Saskatchewan . . . Pas de maisons,
pas d'églises, pas de tables de
pique-nique, rien que du rien à perte
de vue. L'unique signe de civilisation,
c'est la route elle-même. L'unique
habitant de cette région, c'est Dien. »

Nancy Huston

entités géologiques simples les dominent : le Bouclier canadien, dont le relief accidenté et rocheux règne presque partout, et la mince bande fertile des Grands Lacs inférieurs et de la vallée du Saint-Laurent. Plus de 50 % de la population et près de 66 % du revenu national du Canada sont concentrés dans le couloir urbain Windsor–Québec, qui représente à peine 2 % du territoire canadien.

Plus de la moitié des meilleures terres agricoles au pays se trouvent en Ontario. Grâce aux fruits et aux raisins qu'elle cultive le long de l'Escarpement du Niagara, aux fermes laitières qu'on v exploite dans la région de London-Woodstock et dans la péninsule Bruce et aux exploitations de blé, d'orge et de bovins qui s'y trouvent, la province encaisse les recettes agricoles les plus élevées du pays depuis au moins 1981. Chaque année, le quart de million de kilomètres carrés de terres forestières productives de la province produit pour plus d'un milliard de dollars de bois d'œuvre, de pâtes et de papiers. Dans le nord de l'Ontario, la région du Bouclier est riche en nickel, en or, en cuivre et en zinc. En 1995, la province y a extrait pour plus de 5,8 milliards de dollars en minéraux.

L'Ontario est le chez-soi de la plus grande proportion de citadins au Canada — environ 82 % des Ontariens vivent en milieu urbain. Près de la moitié des 11 millions d'habitants de la province habitent à Toronto, à Hamilton. à St. Catharines et à Oshawa ou à proximité, dans des banlieues qui, au demeurant, grandissent au détriment des plus grandes villes. Leur noyau étant peuplé de résidents permanents, les villes retiennent leur vitalité et leur caractère civilisé.

Le Québec est le « cœur original » du Canada, affirme la romancière Anne Hébert, « son grain le plus dur et le plus profond, le noyau originel ».

La plus grande des provinces du pays en vertu de son million et demi de kilomètres carrés, le Québec occupe plus de 15 % du territoire canadien, une superficie plus grande que celles du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France réunies. Dès la fin du XIX° siècle, les fermes du Québec étaient bien connues pour leur porc et leurs produits laitiers; plus du quart des fabricants de produits laitiers du Canada y ont aujourd'hui pignon sur rue. Le Québec signe environ 13 % de toute la production agricole au pays. En 1996, ses recettes agricoles ont dépassé les 4,6 milliards de dollars.

Les immenses forêts du Bouclier sont une autre ressource importante pour le Québec, qui possède la plus grande étendue de terres forestières au pays après les Territoires du Nord-Ouest. Quelque 540 000 kilomètres carrés de forêts y sont productives et la province remplace les arbres abattus à raison de quelque 32 millions de semis par année. Le Québec produit plus de 40 % du papier au Canada et fait partie des 10 premiers producteurs de pâtes et papiers au monde. Sur le Bouclier coulent également les grandes rivières qui ont fait du Québec le plus grand producteur d'hydroélectricité au Canada. Le Québec produit en effet quelque 30 % de toute l'électricité au pays.

La région de l'Atlantique

L'endroit le plus boisé au Canada (toutes proportions gardées) est le Nouveau-Brunswick. Plus de 80 % de la province est couverte de forêts, alors qu'à peine 5 % de ses terres sont cultivables. Depuis le XIX^e siècle, l'économie y est dominée par le bois d'œuvre. L'exploitation forestière est la plus importante industrie primaire de la province, suivie par l'exploitation

minière. l'agriculture (surtout la culture de la pomme de terre et des plants de pomme de terre) et la pêche. Le tourisme rapporte maintenant plus que l'agriculture.

Nulle part en Nouvelle-Écosse n'est-on à plus de 65 kilomètres de l'océan. La province a au-delà de 3 000 lacs, de 3 800 îles côtières et de 100 pares provinciaux; elle possède plus de sites historiques que toute autre province à l'exception du Québec. Environ 10 % de ses terres sont cultivables et l'exploitation forestière v occupe encore une place importante : 70 % de la province est sous couvert forestier et la majorité de ces terres appartiennent à des intérêts privés. Des gisements marins de pétrole et de gaz naturel y sont exploités et le secteur minier (charbon, sel et gypse) injecte près de 400 millions de dollars par année dans l'économie de la province. L'industrie de la pêche de la Nouvelle-Écosse, surtout au pétoncle et au homard, n'est surpassée en valeur que par celle de la Colombie-Britannique.

En 1534, l'explorateur Jacques Cartier décrivit l'Île-du-Prince-Édouard comme « la plus belle contrée qu'il puisse être donné de voir ». Près de la moitié des terres aux sols rouges fertiles de la province sont à haut rendement et jusqu'à 90 % pourraient servir de terres agricoles. L'agriculture, notamment la culture de la pomme de terre, génère des recettes d'environ 500 millions de dollars par année.

Terre-Neuve et le Labrador se composent de deux reliefs très distincts : l'ancienne roche précambrienne du Bouclier canadien de la partie continentale du Labrador et le relief typiquement appalachien de l'île de Terre-Neuve. La province est fortement urbanisée : en 1991, quelque 76 % des Terre-Neuviens vivaient dans des

villes constituées. À une certaine époque, l'économic terre-neuvienne était pratiquement à la merci des pêches, mais l'exploitation minière (surtout de minerai de fer) et le forage pétrolier en mer sont maintenant les principales industries primaires de la province. Et l'on n'a pas encore commencé à exploiter le gisement minéral d'une richesse extraordinaire de la baie Voisey. À Terre-Neuve, la pauvreté des sols et la rigueur du climat font de l'agriculture une industrie marginale. La forêt y est tout aussi bien source de carburant que de papier journal.

Exception faite des régions subarctiques du nord du Labrador, la région de l'Atlantique jouit d'un climat tempéré marqué d'hivers longs mais pas trop froids et d'étés frais. Le climat davantage continental du Nouveau-Brunswick est plus froid l'hiver à l'intérieur des terres que sur la côte. L'Île-du-Prince-Édouard, contrairement à ses voisines, est relativement libre de brouillard toute l'année. Mais l'hiver, des brise-glace doivent y sillonner le détroit et le golfe pour dégager les routes maritimes. En Nouvelle-Écosse, l'été est frais et souvent brumeux tandis que l'automne est habituellement clair et long. À Terre-Neuve, les étés sont frais et les hivers sont tempérés à l'intérieur des terres.

L'hiver, il peut être périlleux de s'aventurer en mer, en particulier au large de la côte de Terre-Neuve, où d'innombrables navires et vies ont été perdus au fil des siècles. St. John's a plus de journées de pluie verglaçante que toute autre ville au pays. C'est aussi la plus brumeuse et la plus venteuse des villes canadiennes. Goose Bay, au Labrador, est l'endroit où il neige le plus au Canada, suivi de St. John's. Chaque année, il y tombe respectivement 409 et 364 centimètres de neige.



Le grand hibov asmo.

Peace River Alberta.

Photo de dirian Wolinko.

Venyporta West



A george

Wirming a ma catte de la 2º brigade d'infantisse canadienne. 1914 Harry Colebourn est le des vienne à parche access a rangeme de milite.

SI J'ÉTAIS UN OURS Winnie l'Ourson, connu de par le monde comme un « ours pas très futé », est le sobriquet qui fut donné à une petite ourse qu'un soldat canadien avait emmenée en Angleterre en 1914.

Harry Colebourn, un vétérinaire de l'armée, avait quitté sa ville natale de Winnipeg à bord d'un train rempli de soldats partis joindre l'effort de guerre en Angleterre.

Chemin faisant, ils arrêtèrent à White River, en Ontario. Là, sur la plate-forme, une petite ourse était à vendre. Colebourn l'acheta et la baptisa promptement Winnie, d'après sa ville natale, Winnipeg. Il comptait l'emmener en Angleterre pour en faire la mascotte du groupe.

Toutefois, les exigences de la guerre prirent rapidement le dessus et une fois rendu en Angleterre, Colebourn dut confier l'ourson au zoo de Londres pour le protéger. Lorsqu'il revint, quatre ans plus tard, Winnie était devenue une véritable vedette auprès des foules d'adultes et d'enfants se pressant au zoo. Le jeune fils de l'auteur anglais Alan Alexander Milne était du nombre.

Le fils de Milne fut à ce point fasciné par la jeune ourse que son père écrivit la fameuse histoire pour enfants Winnie-the-Pooh et de nombreuses autres histoires et poèmes à propos de l'ourse noire. Si les ours ne vivent en général pas tellement plus de 10 ans à l'état sauvage, les ours en captivité vivent souvent trois fois plus long-temps. Winnie est morte au zoo de Londres en 1934 de simple vieillesse.

On estime qu'il y aurait aujourd'hui environ 300 000 ours noirs au Canada. Créatures insaisissables, les ours résistent bien à l'hiver grâce à leur formidable manteau de fourrure. Le remarquant, Milne écrivit un poème intitulé Furry Bear. « Si j'étais un ours, y lit-on, et un gros ours je serais, je me moquerais bien qu'il gèle ou neige, je ne m'en ferais pas s'il neigeait ou gelait; je serais bien emmitouflé dans ma fourrure, bien au chaud sous ma doublure. » [traduction]



Chasseur Nathant un phagos. 1900

Oeuvre de Parr, avec la permission de West Baffin Eskima Caraperative Ltd.





LE « FIORD DES COCHONS » En 1930, le Canada achetait 259 000 kilomètres carres de ses îles du Grand Nord de l'explorateur norvégien Otto Sverdrup pour 67 000 \$, le coût exact de l'expédition de Sverdrup dans le Nord. Cet achat assurait finalement au Canada sa souveraineté sur l'Arctique. Même si le Canada avait acquis les îles de l'Arctique de la Grande-Bretagne en 1880, il n'y avait établi aucune présence permanente. Les baleiniers de l'Écosse et des États-Unis pêchaient toujours au large des îles, tandis que les explorateurs britanniques, américains et norvégiens baptisaient nombre d'îles en leur honneur et en celui de leurs concitoyens.

Selon le Recensement de 1931, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon comptaient 13 500 habitants, ce qui ne correspondait qu'à environ 1 Canadien sur 1 000.

Depuis, la densité de la population y est demeurée très faible : en 1999, ces territoires ne comptaient que quelque 99 000 habitants, ce qui signifie qu'environ 3 Canadiens sur 1 000 proviennent de cette région.

En vendant les îles du Grand Nord au Canada, Sverdrup lui a légué un autre héritage : Grise Fiord (« fiord des cochons » en norvégien). Cette collectivité, la plus au nord du Canada, fait partie du nouveau territoire du Nunavut. Ce hameau de 150 kilomètres carrés et de 148 habitants, surtout des Inuits (Recensement de 1996), a ainsi été nommé il y a une centaine d'années par Sverdrup parce que le grognement des morses lui rappelait celui des cochons. L'établissement s'appelle Ausuittuq en inuktitut, ce qui signifie « l'endroit qui ne dégèle jamais ».



(A gauche)
Chenille Influence de

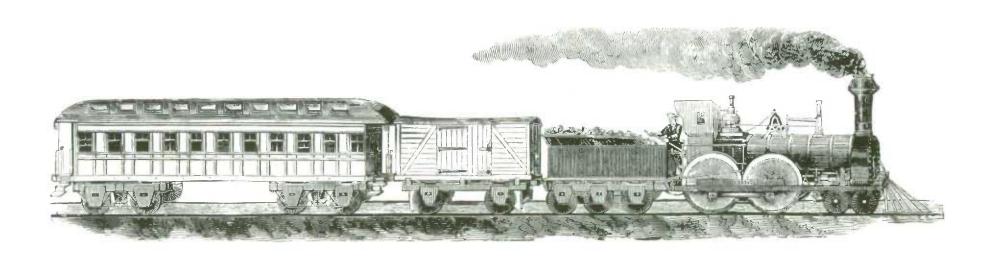
i Archane
Illustration de Naville Satin

21

DOUX COCON DE GLACE Une petite créature appelée chenille laineuse de l'Arctique vit dans le Nord canadien. Cette chenille passe la plus grande partie de son temps gelée et pourrait, de ce fait, nous aider à percer les secrets de la cryopréservation, le terme scientifique désignant l'entreposage de tissus vivants pour un usage ultérieur.

Les scientifiques ont découvert que juste avant l'arrivée de l'hiver, la chenille laineuse de l'Arctique sécrète une sorte d'antigel interne du nom de glycérol et d'autres composés semblables qui protègent ses cellules et ses organes vitaux durant les saisons froides de l'Arctique. (La chenille laineuse de l'Arctique doit souvent survivre à des baisses de température corporelle de 50 °C.) Non sans raison, les scientifiques sont fort curieux de savoir comment la chenille s'y prend pour plonger dans un état de « gel profond » et pour demeurer en vie. Son secret, croient-ils, pourrait nous permettre un jour de prolonger la durée de vie des tissus vivants, voire des parties du corps, pour être en mesure de les utiliser plus tard dans la pratique d'interventions chirurgicales et d'autres actes médicaux.

Selon une vieille tradition folklorique qui n'a rien de scientifique, il semblerait que la largeur des rayures noires d'une isia isabelle (une autre espèce de chenille laineuse) aperçue à l'automne indiquerait la nature de l'hiver à venir. Plus ses rayures seraient étroites, plus l'hiver serait rigoureux. Au Canada, l'apparition de la chenille laineuse de l'Arctique signifie généralement que l'hiver est à nos portes, et sa disparition, que le froid devient de plus en plus glacial.



« Ici le vent coupe comme une seis circulaire et c'est décembre et presque Noël et c'est pas un cadeau. »

Patrice Deshiens

Le climat canadien

Le Canada jouit d'un climat continental tempéré, c'est-à-dire d'étés chauds et d'hivers froids. Bien entendu, cela varie beaucoup d'une région à l'autre. Ainsi, certaines parties de la Colombie-Britannique ont un climat doux, alors que dans les Prairies, les températures extrêmes ont inspiré une littérature tout entière. Qu'il s'agisse d'étés aux soleils brillants sur toile d'azur profond rafraîchis par les vents d'ouest ou d'hivers féroces, dans les Prairies, chaque saison exhibe ses charmes lyriques. La vue d'une aurore boréale en aura laissé plus d'un en pâmoison.

Dans l'est du Canada, le climat est un peu plus doux. L'Ontario connaît des étés chauds, parfois humides, et des hivers froids et neigeux, mais ces saisons n'y sont généralement pas aussi rigoureuses que dans les Prairies.

L'endroit qui goûte au climat le plus implacable au Canada est sans nul doute l'ancienne station météorologique d'Isachsen dans ce qui est maintenant le Nunavut. L'indice de rigueur du climat y est de 99 sur 100. Le Canada doit être l'un des rares endroits au monde à posséder une mesure officielle de la misère — l'indice de rigueur du climat d'Environnement Canada. Cet indice évalue le climat de villes diverses en fonction du confort et du bien-être.

En fin de compte, le Nord n'a pas le climat le plus rigoureux du Canada. St. John's, à Terre-Neuve, affiche un indice de rigueur du climat plus élevé que Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest, ou que Whitehorse, au Yukon. Les indices des capitales, tels que mesurés à l'aéroport de chacune, allaient comme suit du plus élevé au plus bas : Iqaluit (76). St. John's (59), Yellowknife (57), Québec (52), Winnipeg (51), Regina (49), Charlottetown (48), Halifax (47), Whitehorse (46), Ottawa (44).

Edmonton (43), Fredericton (41), Toronto (36) et Victoria (15).

5ans aucun doute, nous avons non seulement élu domicile, mais aussi modulé notre mode de vie en fonction du climat. Les premiers migrants et colons autochtones ont été influencés par la chaleur du littoral et par les mers, sources de poissons et de mammifères marins, de même que par les forêts et les prairies, habitats des animaux dont ils se nourrissaient et gardaient la peau. L'agriculture et le pâturage dont vivaient les colons européens dépendaient en grande partie de bons sols, de climats favorables, d'une saison de croissance adéquate et de l'humidité nécessaire.

Le climat a un impact énorme sur l'agriculture. La mise en marché du blé marquis hâtif en 1911, par exemple, a permis d'ouvrir et d'exploiter beaucoup plus les Prairies en dépit d'une courte saison de croissance. Le canola est maintenant une grande culture dans l'Ouest parce que les nuits fraîches et les journées chaudes et ensoleillées y produisent un grain riche en huile. En 1998, il s'est vendu pour 2,8 milliards de dollars de canola, des recettes pour la première fois supérieures à celles du blé. L'exploitation forestière à des fins commerciales subit elle aussi l'influence du climat. Les arbres ont besoin de chaleur et de bons sols pour croître, tandis que le vent et les orages peuvent allumer des incendies de forêt.

De grands secteurs de l'économie canadienne dépendent aussi d'un climat normal. Il faut de la neige pour remplir les réservoirs des centrales hydroélectriques et pour pratiquer les sports d'hiver, par exemple. Même de légères variations peuvent avoir d'importantes conséquences économiques. Environ le tiers de l'énergie que nous utilisons — et nous sommes les plus grands consommateurs d'énergie par habitant du monde — sert à combattre le froid l'hiver.



À L'HEURE DU TEMPS Un jour de 1876, Sir Sandford Fleming, l'un des ingénieurs les plus respectés du Canada, dut attendre 12 heures dans une gare d'Irlande. L'histoire raconte qu'on s'était trompé, on ne sait trop comment, sur l'heure de départ du train en imprimant à l'horaire 5 h 35 du soir au lieu de 5 h 35 du matin. Frustré de l'expérience, Fleming inventa le système international de l'heure normale, un système qui divisait le jour en 24 heures au lieu de deux tranches de 12 heures et tur lequel toutes les horloges du monde seraient réglées.

L'idée fut rapidement écartée par les autorités du « temps » de l'époque, mais environ cinq ans plus tard, les chemins de fer du Canada et des États-Unis adoptèrent ce système, qui divisait le globe en 24 segments égaux de longitude nord-sud. Dans chaque segment, un déterminait l'heure en réglant les horloges à midi lorsque le soleil passait directement au-dessus d'un point donné. Par conséquent, le temps progressait en même temps que le soleil selon l'endroit où l'on se trouvait sur la planète.

Jusqu'à l'introduction de ce nouveau système, il n'y avait jamais eu de fuseaux horaires uniformes au Canada. Un train allant de Halifax à Toronto, par exemple, pouvait traverser cinq fuseaux horaires différents. Certains voyageurs transportaient des montres à plusieurs cadrans, chacun réglé sur un fuseau local.

Aujourd'hui, le Canada compte six fuseaux horaires bien définis : l'heure normale de Terre-Neuve (en retard de trois heures et demie sur le temps universel), l'heure normale de l'Atlantique (en retard de quatre heures), l'heure normale de l'Est (en retard de cinq heures), l'heure normale du Centre (en retard de six heures), l'heure normale des Rocheuses (en retard de sept heures) et l'heure normale du Pacifique (en retard de huit heures).



(Ex hav)

Vie du hour d'une tipulogée.

Photo de Harry Savage.

(As milles)
Huard, loc des Bols,
Cricilo
Plicio de Tom Thomson.

(En bay)
Guane de Marian
île Miscail
Nouveau Brivitaria
Photo de John Sylvester
First light





Chaque centimètre de neige augmente de 50 % la quantité de carburant consommée par les voitures et les camions. En revanche, un hiver de deux à trois degrés plus chauds qu'à l'habitude peut nous permettre d'économiser l'équivalent de 45 millions de barils de pétrole.

Les extrêmes Peu d'événements restent aussi profondément gravés dans notre mémoire que les grandes catastrophes naturelles, qui, encore une fois, sont en bonne partie le fruit de notre climat. La période de sécheresse des années 1930, par exemple, fait partie à tout jamais du folklore des provinces de l'Ouest, où pas une goutte de pluie n'est tombée de 1929 à 1937, desséchant près du quart des terres labourables du Canada — plus de 7 millions d'hectares. L'érosion des sols par le vent aggravait la situation. En Saskatchewan, les deux tiers de la population rurale de la province devait recourir à l'aide du gouvernement à cause de l'échec des récoltes et de la faiblesse des prix du blé.

Les inondations ont exercé elles aussi un pouvoir dévastateur. En 1948, 16 000 personnes ont dû être déplacées en Colombie-Britannique à cause de l'inondation du fleuve Fraser, qui avait été causée par les eaux de ruissellement amenées par des pluies diluviennes et aggravée par la fonte des neiges au début du printemps. Les pires inondations des derniers temps ont toutes deux frappé le Manitoba. Il s'agit de l'inondation de la rivière Rouge de mai 1950, durant laquelle 100 000 Winnipegois ont été évacués, et de l'inondation d'avril et mai 1997, qui a recouvert d'eau 1 950 kilomètres carrés de terres, une superficie égale au tiers de l'île-du-Prince-Édouard.

Le réchauffement de la planète Les scientifiques savent maintenant que la surface de la Terre se réchauffe graduellement depuis le siècle dernier. La température a connu une hausse de l'ordre de 0,3 °C à 0,6 °C en movenne à l'échelle mondiale au cours des 90 dernières années et a augmenté de 1.1 °C en movenne au Canada. Les concentrations de certains gaz présents à l'état de traces et susceptibles d'influer sur le climat à la surface (communément appelés « gaz à effet de serre ») augmentent aussi partout à l'échelle du globe. D'après les mesures, les précipitations de pluie et de neige ont augmenté d'environ 10 % au Canada de 1955 à 1980. Ce réchauffement général de la planète — plus prononcé ici que dans bien d'autres pays pourrait résulter d'un véritable changement climatique s'il ne s'agit pas tout simplement d'une fluctuation normale à grande échelle. Selon Environnement Canada, d'ici 100 ans, le réchauffement du globe pourrait faire grimper la température moyenne jusqu'à trois fois plus vite au Canada qu'à l'échelle planétaire, ce qui se traduirait au pays par une hausse de l'ordre de 5 °C à 10 °C. Les hivers et les étés seraient plus chauds, tandis que les précipitations (surtout de pluie) s'intensifieraient et les vagues de chaleur se multiplieraient. L'agriculture pourrait bénéficier de la tendance au réchauffement. Quant à la pêche, sans doute s'améliorerait-elle dans certaines régions du pays et se détérioreraitelle ailleurs.

Le gouvernement canadien a d'ailleurs réagi à la situation en signant avec 150 autres pays la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992. La Convention a pour objet d'amener les pays développés tels que le Canada à ramener le plus tôt possible leurs émissions de gaz à effet de serre aux niveaux de 1990. Bien que les progrès soient lents, le Canada a pris l'engagement de rendre compte publiquement des mesures qu'il prend et du succès qu'il remporte à cet égard.

L'air Le Canada n'a jamais connu le genre de smog d'une semaine auquel ont succombé 4 000 Anglais en 1952, mais le smog de cinq jours qui a recouvert Toronto lors de la Coupe Grev en novembre 1962 a tout de même fait grimper le nombre d'hospitalisations et retardé la partie de football. Dans les deux cas, le smog a été le résultat du jeu combiné de la combustion de carburants fossiles, tels le charbon. le pétrole, le gaz naturel et l'essence, et de l'absence de vent. Le gouvernement fédéral et la plupart des provinces ont maintenant des lois contre la pollution de l'air qui fixent des normes de qualité de l'air et d'émission de polluants. Certaines villes lancent des alertes au smog et à la pollution. Les règlements visant à limiter les rejets ont eu un effet positif sur la qualité de l'air. C'est qu'on a conçu de meilleurs moteurs et systèmes d'échappement d'automobiles, installé des filtres sur les cheminées industrielles et mis au point des procédés industriels moins polluants.

L'appauvrissement de l'ozone est un problème particulièrement dangereux. Les émissions de produits chimiques appelés chlorofluorocarbures amincissent la couche d'ozone au-dessus de la Terre, laissant pénétrer davantage de rayons ultraviolets B nocifs du soleil. Ces rayons peuvent réduire la production agricole et ralentir la croissance des forêts; ils feront probablement augmenter le taux de cancer de la peau. En 1987, lors d'une conférence des Nations Unies, le Canada et de nombreuses autres nations avaient convenu de réduire leurs émissions de tels produits chimiques de 50 % d'ici l'an 2000.

L'industrie, les véhicules et le chauffage domestique ne sont pas les seules sources de pollution de l'air. Lieu de la pire éruption volcanique du XXº siècle en 1991, le mont Pinatubo a vomi tant de poussière et de cendres que ces substances en suspension ont bloqué le rayonnement solaire et fait légèrement baisser la température du globe pendant deux ans. Les tempêtes de poussière, comme celles qui ont balayé les Prairies dans les années 1930, sont une source de substances aériennes au même titre que les incendies de forêt et que les marécages et terres humides, qui rejettent du méthane et des composés organiques volatils dans l'atmosphère.

L'eau Le Canada possède 9 % des réserves renouvelables d'eau douce de la planète et la plupart d'entre nous tenons l'eau potable pour acquise. L'expansion des villes et les stations d'épuration des eaux d'égout de celles-ci mettent cependant nos réserves d'eau saine à l'épreuve. Deux grandes villes canadiennes — Victoria et Halifax — déversent encore leurs eaux d'égout brutes dans la mer.

Les produits chimiques qui polluent l'eau comprennent le mercure, le DDT et les dioxines. En 1970, les membres de deux bandes ojibways de l'Ontario — la bande de Grassy Narrows et la bande d'Islington de la réserve de Whiterios — ont été empoisonnés après avoir mangé du poisson contaminé au mercure provenant d'une usine de pâtes et papiers locale. L'eau elle-même est une puissante force de la nature capable de décomposer la roche et le sol et d'éroder les rivages. Des événements violents tels que les tempêtes et les inondations peuvent aussi affecter la qualité des œux.



Danis de la igian hunarianne foncost des rebus d'immeuble pendont l'exponsion coloniale de Wolf Creek, près de Stulling, Albero. Photo de William DeKoy.

Recycler aide à réduire la quantité d'ordures ménagères jetée dans les dépotoirs du Canada, où les produits chimiques peuvent s'infiltrer dans les eaux souterraines. En 1994, plus des deux tiers des ménages canadiens avaient accès à des programmes de recyclage du papier, du verre, du plastique et des boîtes de conserve et plus de 80 % s'en prévalaient.

Les plantes et les animaux « Sauvons la pédiculaire de Furbish! » pourrait bien ne jamais devenir un cri de ralliement populaire, mais cette rare plante de l'Atlantique mériterait sûrement autant d'attention que d'autres spécimens plus jolis de la nature. L'humble pédiculaire et 213 autres plantes sont en péril, et 800 autres espèces — près du tiers des 3 300 plantes indigènes du Canada — sont considérées comme rares. Certes, la plupart des provinces ont passé des lois pour protéger les espèces menacées d'extinction, mais les citoyens et les botanistes doivent se mobiliser pour sauver ces espèces menacées.

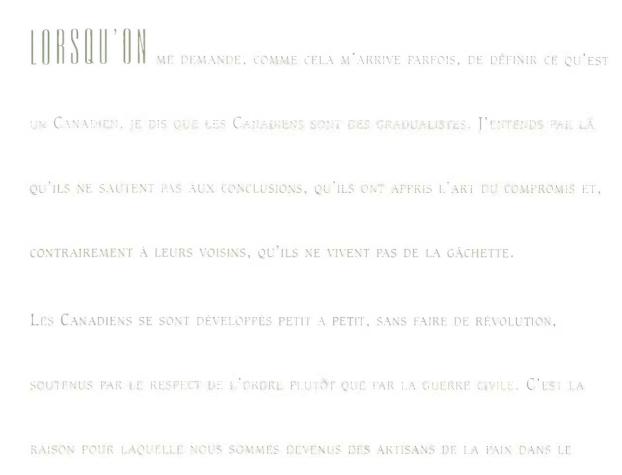
Nous connaissons mieux les oiseaux, animaux et reptiles menacés ou en voie de disparition tels que la grue blanche d'Amérique, la loutre de mer et le faucon pèlerin. Nous savons que bon nombre d'espèces sont officiellement éteintes. C'est le cas du vison de mer, du canard du Labrador (vu pour la dernière fois en 1878), de la tourte (1914) et du doré bleu (1965). La plupart ont disparu à tout jamais, victimes de la chasse, de la surpeche et de la cueilleme des

de s'éteindre. Certaines ont disparu localement — c'est-à-dire qu'on ne les trouve plus au Canada, mais qu'elles survivent peut-être ailleurs — comme le putois d'Amérique, le renard veloce et le crotale des bois.

La protection des habitats et la vigilance de la population sont les meilleurs moyens de prevenir d'autres pertes. L'habitat du rare corégone d'Acadie (découvert en 1967) doit être protège parce que ce poisson ne vit que dans un seul petit ruisseau. Il faut garder les frayères libres de sédiments et de produits chimiques. Des parcs tels que le parc national des Prairies. en Saskatchewan, protègent les aires de nidification. La grande poule-des-prairies, localement disparue, a d'ailleurs été revue. Le nombre de faucons, dont les œufs avaient été avaries par le DDT, commence lentement à remontar maintenant qu'on a banni l'usage de pesticides. Les parcs et les zones protégées sont des sites de conservation pour les plantes et les animaux en voie de disparition. Le réseau des parcs nationaux et celui des parcs provinciaux du Canada sont tous deux nés en 1885, à Banff et à Niagara Falls respectivement. Les parcs nationaux occupent près de 2 % du territoire canadien. Quinze parcs et réserves de parc national du Canada ont à ce jour été désignes sites du patrimoine mondial par l'Organisacion des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.







Le Canada a touiours été une terre d'immigrants, un pays polyglotte où nous avons dù apprendre à nous entendre avec les étrangers débarquant sur nos rives. On nous a appelés le Royaume pacifique – un bon titre à mon avis.

Pierre Berton, auteur

MONDE.



r ace lacquest arra Montréal Québec Photo de Pierre Strangues Imagination



En 1900 C'était l'année de la Coupe Stanley pour les Shamrocks de Montréal. Les hommes portaient des chemises à col droit, des vestes à collet et des chapeaux Hombourg. Beaucoup se ciraient la moustache et marchaient canne à la main. La mode pour les femmes était aux jupes longues, la taille souvent accentuée. Les blouses étaient à manches pleines et les chapeaux et bonnets, ornés de rubans et de plumes. C'était en 1900, le Canada avait 35 ans.

Le dominion s'étendait maintenant d'un océan à l'autre. Les Canadiens venaient tout juste de bâtir un chemin de fer national, d'envoyer des troupes faire la guerre en Afrique et même de découvrir de l'or au Yukon.

Cétait vraiment une époque exaltante. Le Canada était une jeune nation d'à peine 5.4 millions d'habitants, une population véritablement jeune dont le tiers avait moins de 15 ans. La majorité des gens vivaient toujours à la campagne et moins de 2 sur 5, en ville. La famille était généralement grande et souscrivait fortement aux valeurs familiales. Le ménage moyen comptait environ cinq personnes.

Hors du foyer, les passe-temps des Canadiens comprenaient les promenades à vélo, l'équitation, les randonnées nautiques et le ski. À l'intérieur, le piano du petit salon apportait une certaine gaieté, du moins pour les familles qui en avaient les moyens. L'intérieur était décoré de lourdes dentelles et d'épais brocarts sur fond de marbre et de bois sombres. Les maisons à la mode avaient des vérandas ainsi que des façades victoriennes, romantiques ou gothiques.

Sur le plan ethnique, un peu moins du tiers des gens étaient d'origine française et 3 sur 5 moins des poussières, d'origine britannique. Cependant, une nouvelle tournure des événements allait bientôt bouleverser ce paysage. Le premier ministre Wilfrid Laurier et son ministre de l'Intérieur, Clifford Sifton, voulaient attirer des immigrants — « beaucoup d'immigrants », déclaraient-ils —, des gens qui coloniseraient l'Ouest et qui aideraient à dissiper la crainte d'une annexion par les États-Unis. Des colons qui achèteraient les produits des nouvelles usines du Québec et de l'Ontario et qui fourniraient au nouveau chemin de fer du pays les passagers dont il avait bien besoin.

À la mi-siècle

Même si les Red Wings de Détroit ont remporté la Coupe Stanley en 1950, le hockey était encore le sport des Canadiens. Même Barbara Ann Scott renforçait notre hégémonie sur la glace en remportant les championnats mondiaux et les épreuves olympiques de patinage artistique en 1947 et en 1948. En ce qui concerne la mode de l'époque. les hommes portaient alors des complets plus discrets et coupés plus simplement et les femmes, de longues jupes étroites. Les adolescentes portaient des chaussures basses bicolores et les garçons commençaient à faire parler d'eux côté mode en portant des pantalons « coupe drapée ». Le costume zazou était dans le vent.

Au Canada, comme partout en Occident, les années 1950 succédaient à une décennie de dépression et à six années de guerre mondiale. Cette période révolue, les Canadiens étaient généralement empreints d'optimisme face à la vie et à l'avenir. Terre-Neuve venait tout juste d'entrer dans le giron canadien, des prospecteurs avaient découvert du pétrole en Alberta et l'Aviation royale du Canada venait de faire son premier vol sans escale d'un bout à l'autre du pays.

On construisait des logements pour les soldats de retour de la guerre et les nouveaux immigrants, « Je suis fier d'être Canadien.

Lorsque je chante "Ô Canada",

c'est comme si je saluais mon pays. »

Roger Doucer, regretté chânieur pour les Canadiens de monreell que l'on intégrait à la population active. Le rationnement en temps de guerre avait pris fin et il était maintenant facile de se procurer des biens de consommation tels que des voitures et des radios. On s'affairait à fournir l'électricité aux régions rurales et agricoles. Les tramways commençaient à disparaître, cédant le passage aux autobus, qui finiraient par les remplacer dans bien des villes.

En 1950, le Canada comptait 14 millions d'habitants, deux fois et demie plus qu'en 1900. La proportion des enfants au sein de la population était descendue à moins de 30 %, alors que celle des personnes âgées était montée à environ 8 %.

Le Canada s'urbanisait de plus en plus. Alors, 3 personnes sur 5 vivaient en ville. La fécondité était à la hausse, après avoir diminué durant la dépression, et allait déclencher une véritable explosion démographique. L'avènement des projets d'habitation pour anciens combattants marquait le début des maisons en série, des lotissements et des banlieues. Les maisons étaient compactes et utilitaires et le ménage moyen ne comptait plus que quatre personnes au lieu de cinq.

Toutefois, un nuage planaît sur toute cette effervescence. En 1950, une grève nationale des employés de chemin de fer réduisait l'industrie au silence et, durant l'été de la même année, des crues intenses avaient inondé la vallée de la rivière Rouge, au Manitoba. Une épidémie de poliomyélite faisait des ravages au pays. La guerre de Corée venait tout juste d'éclater, faisant craindre le retentissement d'un nouveau conflit mondial et, pis encore, le recours aux armes atomiques. La « guerre froide », l'expression alors utilisée pour désigner les relations glaciales entre le bloc soviétique et l'Occident, battait son plem.

Au milieu de tout cela, les personnes déplacées par la Seconde Guerre mondiale faisaient déferler une nouvelle vague d'immigrants sur le Canada. Les statisticiens de l'époque jubilaient, prévoyant que le Canada compterait environ 15 millions d'habitants à la fin du XX^e siècle. Ils avaient à moitié raison.

Aujourd'hui

Le Canada de cette fin de XXº siècle est un pays de quelque 30 millions d'habitants. Si les prédictions d'hier ne faisaient pas mention de notre âge, nous sommes malgré tout une population beaucoup plus vieille : à peine 20 % d'entre nous sommes âgés de 15 ans et moins. Nous sommes fortement urbanisés. Près du tiers des Canadiens vivent maintenant dans les quatre plus grandes régions métropolitaines du pays. L'art corporel — le tatouage et le perçage — semble être sorti de l'ombre sociale et avoir gagné ses lettres de noblesse. Assistez à un concert à la fin des années 1990 et vous constaterez que l'arc-en-ciel vestimentaire va du smoking au blue-jean. La longueur des jupes est absolument imprévisible : certains disent à la blague que l'ourlet suit les cours de la bourse.

Notre perception du temps a aussi changé. En 1867, l'intrépide voyageur aurait mis de 32 à 64 jours pour se rendre d'Ottawa à la côte ouest. En 1900, un voyageur aurait sans doute pu franchir la distance en quatre à huit jours en empruntant le nouveau chemin de fer du pays. Aujourd'hui, n'importe qui peut prendre l'avion à Ottawa et atterrir à Vancouver cinq heures plus tard. N'est-il pas ironique, donc, malgré tout le temps gagné, que la majorité des Canadiens disent être « à court de temps »?



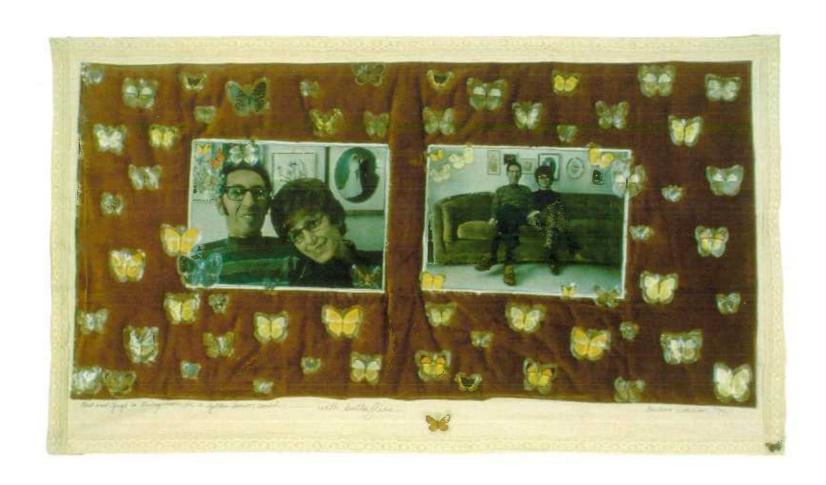
(À l'extrême gauche)
Mariaga à Joh, Guébes
Photo de Serge Lavin, avec
lu permission du Musée
canadien de la photographie
contemporatine

(A gaucte)
Nowaki et Miyaka Tahetichi.
Vancauser
Colombie Britannique.
te 5 septembre 1936.

En bas à gauchel
Toronia, Oniaria,
avril 1963
Phota de Michael Semai
collection ONF, avec la
permission du Marie
canadien de la photographia
conten paradies.

A cross American Contains a contain a contain and a contain and a contain a





Rent el George dont la talle
de séjour, 1973

Photo de Bouscia Auman

Jane Corkin Galler, avec
la permission du Mare
canadien de la périographe





Tiare urbaine La plupart d'entre nous vivons à moins de 200 kilomètres de notre frontière sud. En fait, les lumières de nos grandes villes forment une espèce de tiare urbaine avec Montréal et Toronto au centre et St. John's et Victoria à chaque extrémité. Le Québec et l'Ontario sont les provinces centrales et aussi les plus populeuses, mais la côte ouest est plus peuplée que la côte est. Dans l'Est, la croissance est lente et gênée par l'immigration vers l'Ouest, une tendance qu'a bien saisie le réalisateur canadien Donald Shebib dans son classique du cinéma Goin' down the Road. L'Ontario. et surtout Toronto sa métropole, attire comme un aimant les habitants de l'Est en quête de meilleures perspectives d'emploi. Cependant, l'Ontario et le Québec perdent des migrants à la faveur de la Colombie-Britannique.

En revanche, les provinces de l'Atlantique ont accueilli peu de nouveaux migrants depuis le début du siècle. Cela a renforcé les liens culturels de cette région avec son passé collectif. Les racines acadiennes, gaéliques et loyalistes sont profondes dans la région et continuent de transparaître dans la musique. l'architecture et même le comportement des gens. Par exemple, l'architecture des maisons ancestrales acadiennes bordant la côte de Fundy, en Nouvelle-Écosse, semble être à l'image des occupants : des gens travailleurs et pragmatiques.

Migration à part, la langue et l'architecture ont leur mot à dire dans le paysage canadien. Montréal est réputée pour ses escaliers en fer forgé et Québec, pour ses anciennes fortifications et ses remparts, témoins visuels d'un patrimoine culturel différent. Si le Québec, où l'on trouve le quart de la population du pays, est le cœur linguistique du Canada français, on trouve aussi des citoyens de langue maternelle française ailleurs au pays, surtout en Ontario et au Nouveau-Brunswick.

Nulle part au Canada les valeurs familiales n'ont-elles subi de si profonds changements qu'au Québec, où le taux de natalité est passé du plus élevé au plus faible au pays entre les années 1950 et 1980. Aujourd'hui, les Québécois sont proches de la moyenne nationale, mais ils ont aussi été les premiers au pays à délaisser le mariage à l'église ou le mariage civil pour l'union libre. En 1996, quelque 43 % de tous les couples en union libre du Canada vivaient au Québec.

Pas moins de 40 % de tous les Canadiens vivent en Ontario, une province si vaste qu'on peut mettre trois jours à la franchir en voiture depuis Ottawa, dans l'Est, jusqu'à sa frontière ouest entre Kenora et Winnipeg. L'immense métropole qui s'étale tout autour de Toronto est un perpétuel foyer de changement, absorbant des migrants d'ailleurs au Canada et de partout dans le monde. Cette région est ainsi devenue l'une des plus éclectiques du pays, sinon de la planète, sur les plans ethnique, linguistique et culturel.

La croissance de Toronto rivalise assurément. à l'heure actuelle, avec celle des Prairies, où l'immigration avait entraîné une si grande diversité ethnique au début des années 1900. Dans le cimetière Elmdale de Winnipeg, par exemple, les noms des premiers colons se lisent en français, en anglais, en polonais, en ukrainien, en russe, en allemand et en lituanien sur les pierres tombales. En ville, au-delà des portes du cimetière, leurs descendants vaquent à leurs activités quotidiennes, se réunissant dans les cafés et les beigneries, lisant les mêmes journaux, regardant les mêmes émissions de télévision et se drapant parfois du drapeau canadien lors des mêmes parties de hockev décisives.

Dans la foulée de l'un des plus grands afflux de population de l'histoire du Canada (celui du

« Le Canada n'a jamais été un creuset; il s'apparente plutôt à une salade bien remuée. » [traduction]

Arnold Edinborough

début des années 1900), il est surprenant de constater que moins de 17 % de tous les Canadiens habitent maintenant le Manitoba, la Saskatchewan ou l'Alberta.

En Colombie-Britannique, des endroits tels que la Californie, Hawaii, la Chine, le Japon, l'Inde et l'Australie paraissent plus proches dans l'esprit des gens, sinon dans les faits, que l'est du Canada. Les citoyens d'origine asiatique sont maintenant majoritaires dans des quartiers où, jusque dans les années 1930, des pactes restrictifs allaient même jusqu'à les empêcher d'être propriétaires fonciers. (Les lois et les pressions sociales de la province empêchaient aussi les Asiatiques de voter, de servir à titre d'élus ou de fonctionnaires ou d'exercer des professions telles que le droit et la pharmacie.) Dans la même veine, d'autres provinces telles que le Québec, la Nouvelle-Écosse et la Saskatchewan interdisaient formellement aux femmes blanches de travailler pour des entreprises appartenant à des Asiatiques. Aujourd'hui, moins du cinquième des Britanno-Colombiens, qui représentent 13 % de tous les Canadiens, font partie d'une minorité visible.

L'histoire des territoires du Grand Nord canadien est totalement différente. Peut-être leur immensité y est-elle pour quelque chose, mais une culture différente y a prévalu : si l'on divisait cette région en parts égales, chacun de ses habitants, qui sont un peu moins de 100 000, aurait plus de 37 kilomètres carrés à lui seul. L'éloignement en lui-même a permis aux résidents autochtones de perpétuer un plus grand nombre de traditions et de langues que les peuples autochtones vivant ailleurs. Aujourd'hui, le nouveau territoire appelé Nunavut représente pour la population inuite l'aboutissement d'un rêve de longue date, celui de contrôler leur propre devenir politique et économique.

Immigration

Le Canada est indéniablement un pays d'immigration. Il suffit d'examiner n'importe quel arbre généalogique pour voir rapidement apparaître nos racines d'immigrants. Même les Premières Nations de ce pays, les Autochtones, racontent que leurs ancêtres y sont venus sur le dos d'une tortue ou par la ruse de Corbeau. Les Français ont commencé à coloniser le pays tout juste au sortir de l'an 1600. Les marchands vankees et britanniques sont arrivés autour de 1760. Les Loyalistes de l'Empire-Uni, quant à eux, y ont élu domicile après la guerre de la révolution américaine, et d'autres Écossais sont venus au début des années 1800, chassés de leurs terres. Les Irlandais fuvaient la famine de la pomme de terre des années 1840 lorsqu'ils sont arrivés à leur tout.

Dans les années 1960. Gabrielle Roy, fille d'un agent d'immigration, écrivait que nous, les Canadiens, « avons accepté chez nous des souffrances venues d'ailleurs qui souvent nous sont devenues des richesses... De cette diversité humaine, de la mélancolie des exilés et aussi de leur côté si gai parfois, de leurs chants et de leurs danses, notre pays peu à peu s'est composé ».

Aujourd'hui, les dômes en forme d'oignon et les minarets font partie du paysage et les pirogui. les choux farcis, les cannellonis, le pak-choi et le chow mein des immigrants récents côtoient le riz sauvage, le maïs, la tourtière et le pudding Yorkshire des premiers colons sur les menus du pays. Quelque part entre les premières lois discriminatoires à l'endroit des Chinois et des Japonais et les écrits de Gabrielle Roy, le Canada a grandi et a vieilli.

Aujourd'hui, la plupart des Canadiens sont nés ici, mais ils sont les enfants de parents ou d'ancètres immigrants. À l'heure actuelle.



(A draite)

Jeune fille à la veste noite,
c. 1950.

Cesure de Jack Humphrey,
avec la permission du Musée
des beaux uses de Canada.

(À gauche)

Maurice, 1939

Ceuvre de Lilias Torrence

Newton, courtoisie de

Hart House, collection

permanente, Université

de Toranto



environ 17 % des Canadiens sont des immigrants. Ceux qui sont nés en Europe sont arrivés avant 1971 en général. Dans les années 1960, des changements ont été apportés à la politique d'immigration, ce qui a supprimé bon nombre d'obstacles à l'accueil d'immigrants non européens. Depuis 1991, l'Asie est la principale source de nouveaux venus. Environ les trois cinquièmes de tous ceux qui sont arrivés au Canada entre 1991 et les cinq premiers mois de 1996 sont nés quelque part en Asie.

Les minorités visibles représentent un peu plus de 11 % de la population. La plupart vivent dans les plus grands centres urbains, formant 32 % de la population de la région métropolitaine de Toronto, 31 % de celle de Vancouver et 16 % de celle de Calgary. À Edmonton, à Montréal, à Ottawa–Hull et à Winnipeg, les minorités visibles représentent de 11 % à 14 % de la population.

La langue maternelle de la majorité des Canadiens — c'est-à-dire la première langue apprise durant l'enfance et toujours comprise — est l'anglais ou le français. À peine 16 % de notre population a une langue non officielle comme langue maternelle. Le chinois, l'italien et l'allemand sont les plus répandues d'entre elles.

Plus de deux millions et demi de Canadiens parlent une autre langue que l'anglais ou le français à la maison. De ce nombre, un demimillion parlent le chinois et un peu moins de 250 000, l'italien. On parle aussi beaucoup le panjabi, l'espagnol, le portugais, le polonais, l'allemand et le vietnamien dans les foyers canadiens. De plus, environ 50 000 personnes parlent couramment le cri.

Les immigrants ont aussi amené de nouvelles religions au Canada. Les temples et les mosquées ont maintenant pignon sur rue à côté des églises et des synagogues. La proportion de catholiques

et de protestants au sein de la population continue de s'amenuiser. Par contre, la proportion des adeptes déclarés de l'islam, du bouddhisme, de l'hindouisme et du sikhisme augmente. En une seule décennie, le pourcentage de Canadiens qui disent n'appartenir à aucune religion a presque doublé puisqu'il est passé de 7 % en 1981 à tout juste un peu moins de 13 % en 1991.

Même si certains délaissent les religions organisées, les Canadiens qui assistent à des services religieux toutes les semaines se disent plus heureux et moins stressés. Les enquêtes révèlent qu'ils attachent également plus d'importance au mariage et à la vie familiale que ceux qui ne vont pas à l'église. Ceux qui assistent à des services religieux sont moires susceptibles de voir leur mariage se dissource et plus enclins à dire que les femmes préfèrent la maison et les enfants au travail rémunéré.

Vie familiale

Ouvrez n'importe quelle page de l'album de famille canadien et vous y trouverez sûrement maman, papa, les enfants. Fido le chien et Minou le chat. Toutefois, la réalité contemporaine a quelque peu brouillé cette image sereine de notre passé collectif. Au cours des 100 dernières années, la taille des ménages canadiens a diminué de moitié environ. La taille des familles diminue elle aussi depuis 1966, alors qu'elle frôlait les quatre personnes. En 1997, la famille comptait en moyenne trois personnes.

Même parmi les familles dites « traditionneiles » formées d'une mère, d'un père et des enfants, on trouve maintenant de plus en plus de familles reconstituées avec des enfants d'unions ou de mariages précédents. Un couple peut avoir ses enfants à « elle », ses enfants à « lui » et ses « propres » enfants.

« A la plage

les sauveleurs claurs:

parfaitement bilingues. . .

on pouvait se noyer

dans la langue de son chair »

Jean-Claude Boult

deux lanques sont officielles :

la bonne entente dépend

de l'exactitude de la traduction. »

Pierre Baillargeon

Au tournant du siècle, selon le Recensement de 1901, il y avait moins de 700 personnes divorcées dans tout le pays. En 1951, selon le recensement, il y en avait près de 32 000, ce qui représentait moins de 1 % de la population. En 1996, le recensement nous apprenait qu'au-delà de 7 % de la population adulte était divorcée : cette année-là, près de 72 000 divorces ont été accordés.

La plupart des Canadiens vivent tout de même en famille. En 1996, en fait, plus de la moitié des Canadiens étaient des conjoints ou des parents seuls et faisaient partie d'une famille. Le tiers étaient des enfants et vivaient en famille. Seulement 17 % environ des Canadiens ne vivaient pas en famille et une forte proportion d'entre eux (7 sur 10) vivaient seuls.

La plupart des enfants du Canada vivent en famille avec leurs deux parents biologiques. Le cinquième vivent en famille avec un seul parent et environ le dixième des enfants de moins de 12 ans font partie d'une famille reconstituée. Plus de 55 % des jeunes enfants — ceux de moins de six ans — vivent dans une famille dont les deux parents travaillent, alors que tout juste un peu moins de 60 % des enfants font partie d'une famille dont l'unique parent travaille.

Quelle course contre la montre! Au cours d'une semaine, le Canadien adulte moyen consacre environ 10.5 heures par jour au sommeil, aux repas et à d'autres soins personnels. Celui qui occupe un emploi rémunéré consacre environ 50 heures par semaine à son emploi et au seul aller-retour au travail.

Environ 90 % des Canadiens consacrent 30 bonnes heures par semaine aux travaux ménagers, aux réparations et à l'entretien résidentiels, aux soins primaires aux enfants et au bénévolat. Les femmes canadiennes abattent encore le gros du boulot au foyer, mais les hommes se retroussent les manches.

Les enquêtes révélent maintenant que plus de 50 % des hommes mariés qui travaillent à l'extérieur du foyer s'occupent aussi de leurs enfants ou de corvées domestiques.

A la maison En 1900, peut-être nous divertissions-nous et nous amusions-nous autour du piano du petit salon. En 1950, peut-être avions-nous un meuble de radio (et quelques années plus tard un téléviseur) dans le salon. Aujourd'hui (en 1997), plus de la moitié des foyers canadiens ont trois radios ou plus ou deux téléviseurs couleurs ou plus. Aussi, 1 foyer sur 5 a deux magnétoscopes ou plus et bien au-delà du tiers possèdent un ordinateur personnel. Près de 2 foyers sur 5 ont trois téléphones ou plus, alors que 1 sur 5 ou presque possède un téléphone cellulaire.

Cependant, ces distractions et ces nouveautés domestiques grugent une partie relativement petite de notre revenu. L'impôt personnel est notre plus grande dépense, puisqu'il représente plus du cinquième de toutes les dépenses moyennes des ménages, qui s'élèvent à près de 50 000 \$ par année. Le logement accapare tout juste un peu plus de 17 % de nos dépenses en moyenne. Viennent ensuite le transport et l'alimentation, à environ 12 % chacun.

Environ 6 ménages canadiens sur 10 possèdent leur propre logement et environ 9 propriétaires de moins de 30 ans sur 10 ont une hypothèque. En revanche, à peu près 9 propriétaires de 65 ans et plus sur 10 n'ont plus d'hypothèque.

La plupart d'entre nous éprouvons un profond attachement envers notre maison et notre milieu, mais une assez grande proportion d'entre nous plions tout de même bagages et déménageons. De 1991 à 1996, environ 43 % d'entre nous avons déménagé, mais pas loin pour la plupart. Environ 8 % de ceux qui ont déménagé ont changé de province et encore 8 % arrivaient d'un autre pays.







A l'extère gaschel
Moched, Guebec, 1969
Phata de Gabor Szilasi,
avez la permission du Musica
contain de la photographia
conten caraine.

Chamilleut
Souris d'Holla-veen, cuence
Willaid, faichio, Chiorio,
1001
Photo de Rob Allen
Photography

Photo de Walter Cuttin
avec la permission du Musee
canadien de la photographie
contemporaine

(En haut à droite)
Dresden, Ontario.
Photo de Larry Towell.
Magnum Photos

Bonjo faisant foce à
Copernicus abaté de
Louthton, Cultara
Photo de Larry Jowell.
Magnum Photo.





Saskatchewan 1994

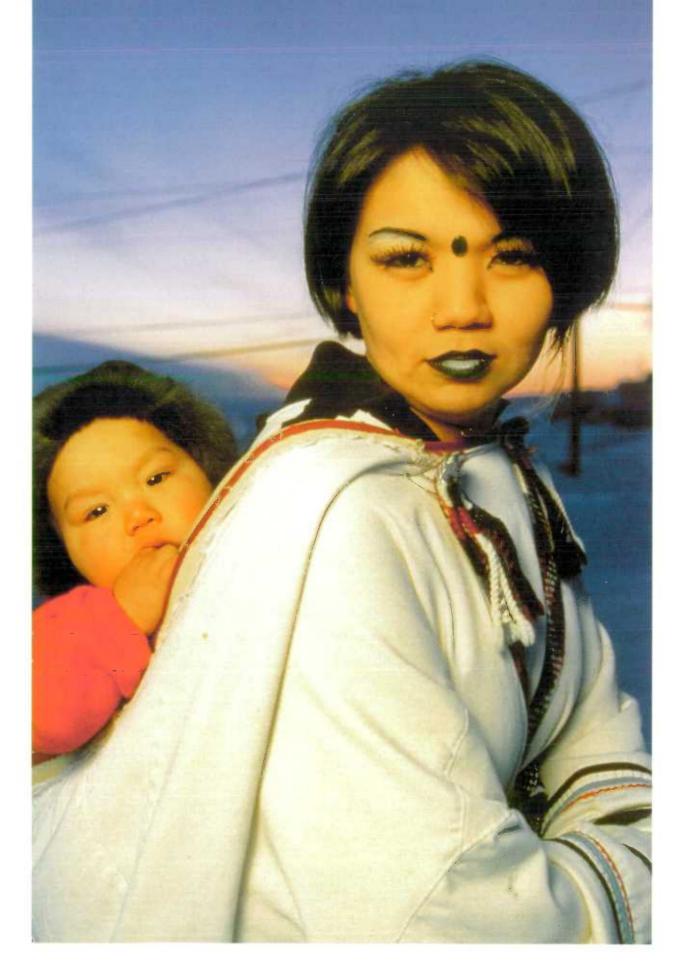
HISTOIRES DE BANLIEUE

« Le quartier s'appelait Les Jardins, et les rues portaient des noms de fleurs. De chaque côté de la rue, la terre était nue, les fossés étaient pleins d'eau. On avait mis des planches en travers des fossés béants, et il y avait aussi des planches à l'entrée des maisons les plus récentes — des maisons blanches, flambant neuf, alignées côte à côte, en longues rangées, dans la blessure ouverte de la terre... L'année dernière, à cette même époque, en mars, les bulldozers étaient venus déblayer le terrain, le débarrasser des broussailles, de la repousse et de ces grands arbres qui poussent sur la montagne; et bientôt les maisons s'élevaient, parmi les blocs de terre, les énormes souches arrachées, tout ce bouleversement inimaginable que la terre avait subi. D'abord les maisons semblaient frêles, des squelettes de bois neuf, se dressant dans le frais crépuscule des soirs de printemps. Mais on leur mit un toit, noir, vert, bleu ou rouge, puis le stuc, puis le revêtement de bois; les fenêtres furent posées et couvertes de réclames : Vitrage Murray, Planchers French; on voyait bien, maintenant, que c'étaient de vraies maisons. Les gens qui allaient les habiter venaient voir, le dimanche, et pataugeaient dans la boue. »

Dans cet extrait de « Le quartier neuf », l'auteure canadienne Alice Munro écrit à propos d'un phénomène canadien bien connu, soit l'expansion rapide de la banlieue. Elle contraste les lignes nettes d'un nouvel ensemble résidentiel avec « tout ce désordre » des « maisons qui ont survécu » et qui dressent « à des angles divers leurs toits en pente raide et en appentis » en bordure de la ville.

« Le quartier neuf » figure dans le premier recueil de nouvelles d'Alice Munro, intitulé La danse des ombres. Alice Munro a remporté trois Prix du Gouverneur général pour ses œuvres, et son recueil de nouvelles The Love of a Good Woman, publié en 1998, lui a valu le prix Giller.





IÀ l'extrême gautée!

Une mère indienne de la tribu Stoney avec son eriant.

Plaines Kootenay, 1907.

Photo de Elliot Barnes, avec lo permission de Whyte.

Museum of the Canadian.

Rockies, V48/NA66-1582.

(A gauche)

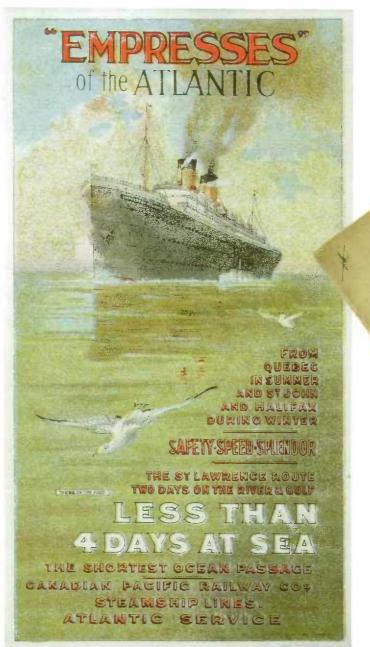
Photo de Patar Sibbaid

tous droits réservés : 1999

« MOCASSIN » EST ALGONQUIN La plupart de ceux qui s'expriment en français canadien ne s'en rendent peut-être pas compte, mais les mots ouragan, tomate, patate et mukluk proviennent tous de langues autochtones d'Amérique du Nord. En fait, le français est constellé d'emprunts aux langues des peuples autochtones. Les mots mocassin et igloo, par exemple, sont respectivement d'origine algonquine et inuktitut.

Il se parle une cinquantaine de langues autochtones au Canada. Au moins la moitié d'entre elles sont sur le point de disparaître (c'est-à-dire qu'il n'y a aucun espoir de les ranimer) ou menacées de disparition. La survie des langues menacées de disparition dépend de l'intérêt de la collectivité et de programmes concertés d'éducation. Les langues des familles tlingit, kutenai et haïda, notamment, figurent parmi celles qui sont menacées de disparition. (En 1996, elles étaient les langues maternelles d'à peine 500 personnes.) Par contre, le cri, l'inuktitut et l'ojibway, les plus vigoureuses des langues autochtones du Canada, sont encore florissantes. Chacune est la langue maternelle de plus de 20 000 personnes.

Le cri est de loin la langue autochtone la plus parlée au Canada. En 1996, il était la langue maternelle de près de 88 000 personnes. Des langues autochtones moins répandues demeurent viables elles aussi, comme le montagnais-naskapi, langue maternelle de 9 000 personnes au Labrador et dans le nord du Québec.





En antere pion!

Avec la permissión des

Archives du Caraci en

Pacifique A. A.700.

En médaillen Avec la permission des Archives du Canadien Pacifique X 246 LE TITANIC DU CANADA Quatre-vingt-cinq ans après que le plus grand et le plus luxueux navire de croisière jamais construit eut frappé un iceberg au large de Terre-Neuve et eut coulé au fond de l'océan, le film *Titanic* (du cinéaste canadien James Cameron) a rapporté 2,8 milliards de dollars au guichet, soit plus que tout autre film de l'histoire du cinéma.

À peine deux ans après le naufrage du *Titanic* survenait une tragédie maritime semblable qui allait beaucoup moins retenir l'attention. Aux petites heures du matin du 29 mai 1914, l'Empress of Ireland — un navire de ligne pesant 14 000 tonnes de la même époque que le *Titanic* — coulait dans le golfe du Saint-Laurent. Il s'agit à ce jour de la pire tragédie maritime du Canada.

L'Empress faisait route vers Liverpool à l'occasion de sa 96° traversée avec près de 1 500 personnes à son bord. Au cours de la première nuit suivant son appareillage au port de Québec, l'Empress, dans un épais brouillard, fut percuté à tribord par le Storstad, un charbonnier norvégien portant un chargement de charbon du Cap-Breton à destination de Montréal.

Par un véritable tour de force du destin, un homme de Liverpool ayant été pompier à bord du *Titanic*, puis à bord de l'*Empress*, a survécu aux deux naufrages. Il en parla en ces termes : « Le *Titanic* a coulé à pic comme un bébé sombre dans le sommeil. L'*Empress* a roulé sur le côté comme un porc dans un fossé. » [traduction]

Alors que le *Titanic* mit près de deux heures et demie à plonger dans les abîmes de l'océan, l'infortuné *Empress* sombra en seulement 14 minutes. On ne compta que 463 survivants.

L'épave de ce navire, jadis élégant et richement paré, gisait sous quelque 50 mètres d'eau dans le golfe du Saint-Laurent près de Rimouski lorsque des plongeurs la découvrirent en 1964. Menacé par les pillards, l'Empress of Ireland a été classé site culturel protégé en avril 1998 par le gouvernement du Québec.

SERGE TOLSTOÏ À WINNIPEG

larges rues où circulent des traîneaux. Sauf qu'il y a aussi des trams électriques. des réverbères électriques et un enchevêtrement de fils téléphoniques [...] À Halifax, la température est descendue à -54 °C — de quoi faire geler même la vodka. On dit cependant que cet hiver est exceptionnel. Je dois dire qu'ici, le froid se supporte mieux, car l'air est très sec. Néanmoins, que les doukhobors aient émigré vers un pays au climat aussi froid m'attriste beaucoup. Pendant tout mon séjour [à Winnipeg], il a fait un temps glacial, mais calme et ensoleillé. En mars, durant la journée, des flagues se forment sur la chaussée et dégagent de la vapeur tellement l'air est sec. Dans les rues, on circule presaue uniquement par tram, sinon à pied. On ne voit passer que de temps à autre de grands traîneaux tirés par deux chevaux. Les cochers sont rares, et on ne peut retenir leurs services que sur commande spéciale et au prix fort. Les traîneaux et les gens vêtus de manteaux en peau de mouton, qu'on voit couramment dans les rues — Galiciens, doukhobors et autres — rappellent un peu les villes russes. Mais ici, on sent le pouls de la vie battre plus fort, car il y a plus d'énergie et plus de richesses. » [traduction]

« Winnipeg fait parfois penser à une ville russe par ses maisons de bois et ses

Ce passage, tiré d'un récit du fils aîné de Léon Tolstoï, décrit le séjour de Serge Tolstoï à Winnipeg en 1899. Serge accompagnait un groupe de plus de 7 000 doukhobors émigrés de Russie pour les aider à s'établir au Canada, la nouvelle « terre promise ». Persécutés dans leur patrie pour leur religion et leurs principes pacifiques, ces immigrants ont aidé à coloniser les Prairies canadiennes. Aujourd'hui, la moitié des doukhobors du monde entier vivent dans l'Ouest canadien. En russe, « doukhobor » signifie « lutteur de l'esprit ».

Chioti I

nded migrant.



DES ÉTRANGERS PARMI NOUS

« Laissez-moi vous raconter l'histoire d'une fillette étrangère. La fillette vit dans une chambre d'un vieux logis de mauvaise réputation, l'une de ces taupinières humaines qui se multiplient à toute vitesse dans notre ville. Son père n'a pas de travail. Les hommes pensionnaires non plus. L'endroit est extrêmement répugnant. Malade depuis des mois, la fillette a vécu tout ce temps-là sur le lit dans lequel trois ou quatre personnes doivent dormir et qui fait aussi office de tables et de chaises... N'y a-t-il pas un homme ou une femme qui ait le cœur et la tête d'aider cette enfant? » [traduction]

Ce passage est tiré d'une lettre qu'adressait J. S. Woodsworth à un journal au début des années 1900. Woodsworth, un ministre méthodiste qui allait devenir député et premier chef du CCF (le précurseur du Nouveau Parti Démocratique), s'inquiétait du triste sort des nouveaux venus au Canada et de leur impact sur notre pays. Dans Strangers Within Our Gates, un livre qu'il a écrit sur le sujet, Woodsworth donnait voix à ce sentiment populaire de l'époque.

Depuis le début du siècle, une foule de nouveaux venus ont élu domicile au Canada. En 1911, le Canada a, pour la première fois de son histoire, ouvert ses portes à plus de 330 000 immigrants en une seule année. À l'époque, nous comptions au total 7 millions d'habitants. Deux ans plus tard, le nombre d'immigrants culminait à 400 000.

En 1951, le Canada accueillait 200 000 immigrants au sein d'une population totale de 14 millions d'habitants. En 1999, environ 200 000 immigrants sont venus joindre les rangs des 30 millions et plus de Canadiens. Durant la deuxième moitié du siècle, la population immigrante du Canada est demeurée relativement constante, oscillant entre 15 % et 17 % de la population totale.



Autorante 400 Contanto: 1959 Photo de Kryn Taccels, divec la permission des Archives nationales du Canada. PA-169942.

Le mur du son de la démographie

Le taux de natalité d'un pays a tendance à augmenter et à diminuer en tandem avec le bien-être économique et l'optimisme de ses habitants. Dans le Canada des années 1930, on sait que le taux de natalité a fait un plongeon spectaculaire et qu'il ne s'est redressé que légèrement durant la guerre. À l'arrivée des années 1950, les Canadiens semblaient éprouver un urgent besoin de se bâtir un nid et la prospérité économique les y encourageait.

On estime que chaque année, de la fin des années 1940 au début des années 1950, 20 % des femmes dans la vingtaine donnaient naissance à un enfant. De 1940 à 1959, le nombre de naissances est passé de 253 000 à près de 480 000 par année au Canada. Pour les statisticiens, la démographie canadienne franchissait la un véritable mur du son.

Il n'est donc pas étonnant que le baby-boom ait eu et continue d'avoir une très grande influence sur la société canadienne. Les salles de maternité des hôpitaux ont été les premières à sentir la pression et à braver la tempête. Puis ce fut la course à tout. Durant les années 1960, bon nombre d'entre eux sont entrés au collège ou à l'université, et les dépenses en éducation sont passées d'un peu moins de 439 millions de dollars en 1950 à environ 7,6 milliards de dollars en 1970. Dans les années 1970, ils se disputaient les postes de débutant sur le marché du travail. Toutefois, contrairement à leurs parents, les enfants du baby-boom ont eu tendance à fonder de petites familles. Leurs mariages ont été moins traditionnels et, aux dires de certains, moins stables. Ils étaient aussi davantage préparés à

élever seuls leurs enfants sans l'avantage d'un

conjoint à leurs côtés.



Photo de Marcel Cognac avec la permission du Musée canadien de la photographie contemporaine



John Harris, Katy Harris McLead, Creemore, Onlario. Phato de Pamela Harris « Je suis Arançais

Je suis Anglais

Et je suis Métis

Mais encore

Et par-dessus tout

Je suis Canadien et

fier d'être libre. »

[traduction]

Duke Redbird, poète

Au fur et à mesure qu'ils vicilliront, durant les années 2000 et 2010, les enfants du babyboom auront une incidence sur le marché des régimes de pension de retraite, des logements pour personnes âgées et des forfaits de voyage et de divertissement. Tôt ou tard, leur présence va fortement accroître les besoins en matière de régimes de pension, de soins de santé pour personnes âgées et même de services funéraires.

Les enfants du baby-boom représentent tout juste plus du quart de la population canadienne, ce qui en fait le segment le plus nombreux de la société. Ils sont nés entre 1946 et 1966 et auront donc de 33 à 53 ans en cette fin de siècle.

Une population vieillissante

Les statisticiens nous disent qu'en 2016, les aînés représenteront environ 16 % de la population estimée de 37 millions d'habitants au Canada. À titre de comparaison, seulement 5 % des Canadiens avaient 65 ans et plus en 1900 et à peine 8 % avaient cet âge à la misiècle. Aujourd'hui, quelque 12 % d'entre nous sommes âgés de 65 ans et plus. L'augmentation de la proportion des personnes âgées est attribuable en partie au déclin de la fécondité et au fait qu'il y a relativement moins d'enfants qu'auparavant.

Les Canadiens vivent aussi plus longtemps. En 1931, l'espérance de vie à la naissance était de 60 ans pour les hommes et de 62 ans pour les femmes. Dans les années 1950, elle était montée à 66 ans pour les hommes et à 71 ans pour les femmes. Aujourd'hui, les hommes peuvent espérer vivre 76 ans et les femmes. 81 ans. L'écart entre l'espérance de vie des hommes et celle des femmes signifie que la plupart des hommes vont laisser leur conjointe dans le deuil. C'est que les femmes représentent près de 63 % de la population de 75 ans et plus et 76 % de celle de 90 ans et plus. Une femme canadienne est plus susceptible qu'un homme canadien de prendre soin d'un conjoint malade, puis de vivre seule une fois son conjoint décédé. Par le passé, les veufs et les veuves plus âgés du Canada vivaient avec un de leurs enfants ou avec la famille d'un fils ou d'une fille. Nous savons qu'en 1971, par exemple, 26 % des femmes sans conjoint âgées de 75 ans et plus vivaient chez autrui et qu'encore 26 % vivaient seules. Mais en 1991, la proportion des premières était descendue à 12 % tandis que celle des secondes était montée à 39 %. Les points de vue sont partagés sur la question. Certains affirment que les familles, coincées dans l'étau du temps, n'ont peut-être plus grand temps pour grandmaman. D'autres pensent que les familles cohabitent lorsqu'il y a pénurie de logements, mais qu'elles préfèrent avoir leur propre espace lorsqu'un tel endroit est disponible et abordable. Néanmoins, près de 1 adulte canadien sur 6 consacre au moins une heure de son temps par

semaine à venir en aide aux personnes âgées.





J'Al PASSÉ
HUIT ANS AUX ÉTATS-UNIS À L'ÉPOQUE DU SPOUTNIK. LA SCIENCE
VIVAIT VRAIMENT SON HEURE DE GLOIRE AU MOMENT OÙ LES AMÉRICAINS CHERCHAIENT
À RATTRAPER LES RUSSES. UNE FOIS PRÊT – J'AVAIS UN DOCTORAT ET TOUT – J'AURAIS

pu choisir un emploi aux États-Unis, mais j'ai refusé et je suis revenu au

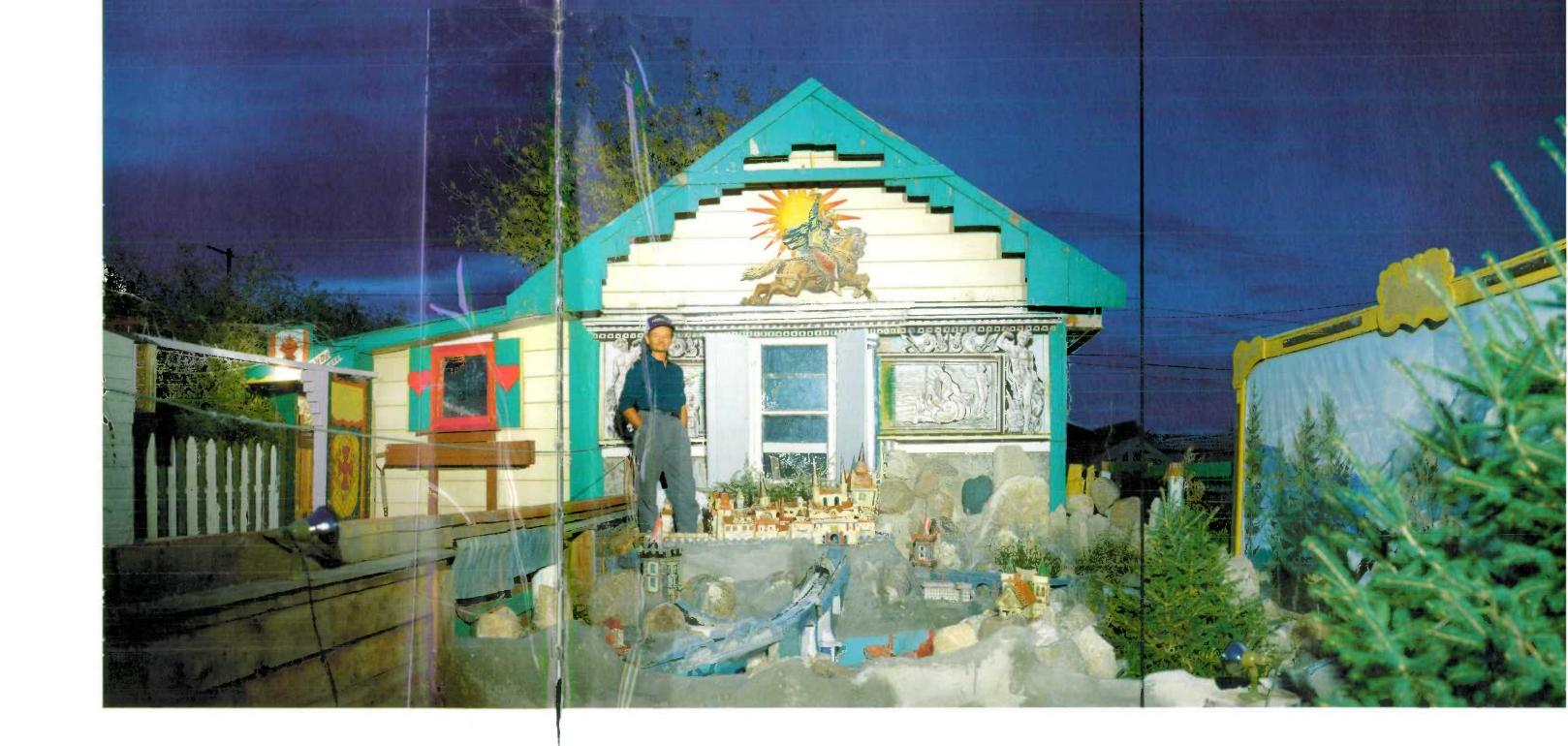
CANADA.

LE CANADA, C'ÉTAIT LE QUÉBEC. C'ÉTAIT L'ASSURANCE-MALADIE, TOMMY DOUGLAS ET L'OFFICE NATIONAL DU FILM. C'ÉTAIT LA CBC. VOILÀ CE QUI M'A RAMENE.

Oui, on m'a interné avec mes parents durant la guerre, et c'est terrible, mais cela a donné lieu aux réparations de Mulroney. Le Canada prend soin des siens.

LE CANADA, C'EST MON CHEZ-MOI.

David Suzuki, communicateur et journaliste



villoga bazarols Robert Wuska, 1989 Photo de Brenda Falkey

L'historien canadien Desmond Morton a écrit un jour : « L'histoire n'apprend qu'une seule chose aux Canadiens : qu'ils vivent dans un pays vieux et tenace et que le compromis, l'aversion pour la violence et le don de survie font partie de leurs traditions. Seuls la Suisse et les États-Unis ont un régime fédéral plus ancien et tous deux ont survécu à de cruelles guerres civiles. » [traduction] Northrop Frye, un critique littéraire canadien était lui-même convaincu que « le génie canadien du compromis se voit dans l'existence même du Canada ». [traduction] Les Pères de la Confédération étaient certes fort conscients de ce génie du compromis lorsqu'ils entreprirent d'unir le pays. Ils savaient bien que les citoyens de cette nouvelle nation parlaient deux des grandes langues du monde, qu'ils appartenaient à différentes confessions religieuses et que leurs systèmes juridiques étaient différents. Les vastes disparités de richesse et de population entre les régions de ce formidable territoire leur sautaient aux yeux. Un seul gouvernement, se rendaient-ils compte, ne parviendrait jamais à composer avec ces réalités. pas plus que les provinces ne se soumettraient à un tel plan.

Le Canada a donc été constitué en confédération. Aujourd'hui, ses pouvoirs sont divisés entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces et territoires. Ce partage assure le respect, à l'intérieur d'un cadre national, des réalités culturelles, linguistiques, juridiques et économiques uniques de notre pays. Ainsi, parmi les pouvoirs qui furent conférés aux provinces au moment de la Confédération se trouvaient ceux, délicats sur les plans social et culturel, de l'éducation, de la santé et de l'administration de la justice.

Pourtant, lorsque le Dominion du Canada est né, en 1867, ses gouvernements étaient de simples et rudimentaires appareils. Le gouvernement fédéral du Canada n'employait que 1 500 personnes. Cet effectif modeste travaillait surtout à l'entretien des ponts et des routes et à la distribution du courrier. D'ailleurs, en 1871, le gouvernement fédéral pouvait s'acquitter de toutes ces tâches avec des recettes d'à peine 5.50 \$ par Canadien, ce qu'il en coûtait environ à l'époque pour s'abonner un an à un journal. Au tournant du siècle, les écoles, les hôpitaux et même le système de justice commençaient à peine à prendre forme au sein du nouvel État. Les services sociaux étaient quant à eux dispensés par des organismes privés de bien-

faisance et des institutions religieuses, ainsi

les canaux et les voies ferrées.

que par la famille et les voisins. Les véritables

grandes dépenses de l'époque se faisaient pour

Quelque 130 ans plus tard, plus de deux millions de personnes assurent le fonctionnement des gouvernements du pays — fédéral, provinciaux, territoriaux et locaux — ainsi que des systèmes d'éducation, de santé et de justice. En cette fin de XXº siècle, ces gouvernements dépensent collectivement plus de 390 milliards de dollars par année. En 1996, une l'amille canadienne gagnant entre 40 000 \$ et 60 000 \$ payait environ 6 975 \$ d'impôts fédéraux.

La croissance du gouvernement du Canada a été alimentée par le rôle grandissant de l'État dans la santé, l'éducation et l'assistance sociale. En fait, l'augmentation des dépenses dans ces seuls secteurs est responsable de plus de la moitié de la croissance totale des dépenses gouvernementales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, l'éducation et la santé représentent environ 50 % des dépenses provinciales et territoriales.

À l'échelon fédéral, la plus grande dépense est celle des « paiements de transfert aux personnes », qui totalisaient 54.5 milliards de dollars en 1998. Il s'agit en l'occurrence des « Pour danser une gique,
il faut un violon,
deux bonnes jambes,
pis être canayen-français. »

Theatre de la Viellie U. Les murs de nes villages

grands programmes de la sécurité du revenu tels que la Sécurité de la vieillesse. l'assuranceemploi et les pensions d'anciens combattants. Vient ensuite le service de la dette publique, qui se chiffrait à 42,5 milliards de dollars. Les impôts directs perçus auprès des citoyens canadiens sont la plus grande source de recettes du gouvernement fédéral. En 1998, ils atteignaient 81 milliards de dollars.

La priorité de la plupart des gouvernements canadiens durant la dernière décennie du XX° siècle aura été de limiter les dépenses et de contrôler les déficits. Ils ont donc réduit leurs effectifs, tant et si bien que l'on comptait 365 000 fonctionnaires de moins en 1998 qu'en 1992. Les gouvernements ont diminué leurs effectifs non seulement en réduisant leur personnel, mais également en coupant dans les budgets, en privatisant des avoirs publics et en sous-traitant des services fournis auparavant à l'interne.

Grâce à ces efforts de réduction des coûts et à l'augmentation parallèle des recettes, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux sont passés d'un déficit record de 66 milliards de dollars en 1992-1993 à un excédent de 3,5 milliards de dollars en 1997-1998, le premier en 28 ans.

La réduction du déficit a procuré une nouvelle liberté financière au secteur public, qui s'est remis à embaucher. En 1998, le nombre de travailleurs du secteur public s'est accru pour la première fois en quatre ans avec l'ajout de quelque 35 000 personnes, surtout dans les secteurs de la santé, des services sociaux et de l'éducation.

En effet, deux importants facteurs permettent de reconnaître une nation bien gouvernée : la santé et la scolarité de ses citoyens. Les Canadiens ont l'une des plus longues espérances de vie au monde et sont aussi très scolarisés : environ

40 % de la population actuelle de 15 ans et plus est titulaire d'un diplôme collégial ou universitaire.

Toutefois, en raison des compressions budgétaires des gouvernements, les systèmes de santé, d'éducation et de justice ont subi des changements draconiens. En 1975, par exemple, il y avait 206 policiers pour 100 000 Canadiens. En 1997, il y en avait 181.

Dans le secteur de la santé, des hôpitaux et des lits d'hôpitaux ont été fermés, et pour chaque tranche de 10 \$ dépensés pour les soins de santé, 3 \$ sortent maintenant directement des poches des citoyens canadiens et de leurs assureurs privés plutôt que de celles des gouvernements. Depuis 1980, les frais de scolarité d'un étudiant inscrit à temps plein à un programme d'arts de premier cycle ont augmenté de 115 %. Pour l'année universitaire 1998-1999, les frais moyens auraient tout juste dépassé les 3 100 \$.

Malheureusement, les Canadiens ne participent pas tous à part égale aux réalisations sociales du pays. Beaucoup sont freinés dans leur progrès parce qu'ils sont pauvres, peu scolarisés et au bas de la hiérarchie sociale et qu'ils occupent un emploi précaire. Les jeunes qui n'ont pas fini leur secondaire sont sérieusement désavantagés sur le marché du travail : de 1981 à 1996, leur taux de chômage est passé de 10 % à 18 %. De nos jours, les Canadiens les plus pauvres peuvent s'attendre à mourir en moyenne quatre ans plus tôt que leurs homologues les plus riches. Les Canadiens qui ont moins d'une 9° année et les chômeurs chroniques sont largement surreprésentés dans nos prisons.

La loi

Il semble que la loi et l'ordre posent une énigme au Canada. Les sondages nous disent que de



L'execución des employes de burada de chomage 1985. Ceuvre d'Eleanar Bond. de Vicrk Stance. nombreux Canadiens, particulièrement ceux agés de 55 ans et plus, s'inquiètent de la montée de la criminalité. Les enquêtes nous apprennent routefois que le taux de criminalité est plutôt à la baisse. En 1997, par exemple, le taux de criminalité n'avait jamais été aussi bas depuis 1980. La solution de l'énigme est fort simple : le taux de criminalité de 1997 était encore 120 % plus élevé que celui enregistré 30 ans auparavant.

De 1966 à 1975, l'incidence des homicides, le plus sérieux et le plus redouté des crimes, s'est accrue de 142 %. En 1966, cela signifiait que 1 Canadien sur 100 000 allait mourir d'un homicide. En 1975, ce chiffre était passé à plus de 3 Canadiens sur 100 000. Puis, un puissant renversement s'est amorcé et l'incidence des homicides a commencé à diminuer. En 1997, le taux de meurtres était redescendu à 1,92 personne sur 100 000 au Canada.

L'est difficile d'isoler les causes de l'évolution en montagnes russes du taux de criminalité. Certains services de police, par exemple. autribuent la baisse du taux de criminalité à l'amélioration récente des services de police communautaires et aux efforts accrus pour prévenir la criminalité.

Toutefois, le taux de criminalité connaît encore des hauts et des bas et cela s'explique peut-être par l'évolution de ce qu'est un crime aux yeux de la société, par les infractions nouvellement interdites, par une volonté nouvelle des citoyens de déclarer les incidents ou par un changement dans les pratiques de maintien de l'ordre.

Une chose est certaine : le Canada est un pays plus âgé et la population de 55 ans et plus est tout simplement moins susceptible de commettre des crimes. C'est sans doute pour des raisons semblables que le nombre d'homicides a diminué aux États-Unis, en France, en Italie et en Allemagne. Bien que le taux de meurtres

soit de trois à quatre fois moins deve au Canada qu'aux États-Unis, il y est plus élevé que dans bon nombre de pays d'Europe, dont l'Angleterre où il n'est que de 1 pour 100 000 personnes.

Les meurtres dénotent trop souvent une intimité mortelle. Plus de la moitié des victimes d'homicide au Canada sont tuées chez elles par une personne qu'elles connaissent. En 1997, seulement 13 % des victimes ont été tuées par un étranger. Plus de la moitié de toutes les femmes adultes victimes d'homicide sont assassinées par quelqu'un avec qui elles ont, ou ont déjà eu, une relation intime.

Si, dans l'ensemble, le taux de criminalité a diminué au Canada, le taux de Canadiens de 12 à 17 ans accusés de voies de fait simples s'est accru de 119 % de 1987 à 1997. De telles agressions — pousser, gifler, donner un coup de poing ou proférer face à face des menaces verbales (mais sans armes) — sont très peut tolérées dans les écoles canadiennes en raison des pratiques actuelles dites de « telérance zero ».

De façon générale, la criminalité des jeunes a diminue au Canada depuis 1991. La grande majorité des infractions perpétrées aujourd'hul (1997) par les jeunes demeurent non violentes, et lorsque les jeunes commettent un crime, il s'agit en général d'un vol ou d'une introduction par effraction. Quarante-trois pour cent des accusations portées à l'endroit des jeunes le sont dans ces deux catégories.

Les victimes de la violence des jeunes ressemblent fortement à leurs persécuteurs. Les jeunes ont tout simplement tendance à viser d'autres jeunes. Les jeunes hommes sont les cibles de choix : ils représentent 36 % de toutes les victimes d'actes criminels. Malgré leurs craintes, les Canadiens plus âgés sont rarement la proie des criminels.

En 1999, le gouvernement fédéral a présenté



Avec la permission de la Société canadienne des courses

« La GRC réussit toujours à avoir

son homme. »

Devise non officielle de la Gendarmerie Royale du Canada.

une nouvelle loi sur la justice pénale pour les jeunes à la Chambre des communes pour remplacer la *Loi sur les jeunes contrevenants*. La nouvelle loi vise à faire une meilleure distinction entre les crimes violents et les crimes non violents et à renforcer les mesures de réhabilitation des jeunes auteurs d'actes criminels.

La balance de la justice La justice canadienne est un système à deux droits.

La common law, pratiquée dans toutes les provinces sauf au Québec, s'appuie sur des principes nés en Angleterre médiévale et sur les précédents établis par les tribunaux dans le cadre de leurs jugements.

Le droit civil du Québec est encore plus ancien, datant de l'empire romain, et témoigne des nombreux préceptes du droit français. En droit civil, les juges consultent d'abord un code écrit (le *Code civil*) pour s'orienter, puis s'inspirent de précédents découlant de décisions antérieures. Dans la pratique, les deux systèmes rendent des décisions fort semblables.

En 1994-1995, les gouvernements ont injecté près de 10 milliards de dollars dans le système de justice, ce qui équivaut à 340 \$ pour chaque homme, femme et enfant au Canada. La principale dépense du système de justice sert au maintien de l'ordre. En 1997, cette dépense s'élevait à 6 milliards de dollars, soit à quelque 200 \$ par Canadien. Dans l'ensemble, les gouvernements canadiens dépensent environ un dollar en justice chaque fois qu'ils en dépensent quatre en santé.

Au Canada, chaque province est responsable de mettre sur pied ses propres tribunaux, lesquels sont saisis d'affaires présentées en vertu de lois fédérales et provinciales. Le Parlement du Canada a créé un certain nombre de tribunaux fédéraux, dont la Cour suprême du Canada, le plus haut tribunal au pays. Depuis l'enchâssement de la

Charte canadienne des droits et libertés dans la Constitution en 1982, le fardeau de responsabilité de la Cour suprême s'est alourdi. De 1982 à 1998, celle-ci a entendu quelque 400 causes afférentes à la Charte.

Les forces policières canadiennes En 1870, lorsque le Canada a négocié l'acquisition des vastes territoires de l'Ouest appartenant à la Compagnie de la Baie d'Hudson, aucun grand service de police n'existait encore au Canada. Même les plus grandes villes, Montréal et Toronto, n'avaient qu'un petit nombre de constables à temps plein, alors que les petites villes et les collectivités rurales n'avaient pas de service de police du tout.

Pour remédier à la situation, le gouvernement canadien créa un service de police temporaire chargé d'administrer pacifiquement les terres de l'Ouest et de prévenir, espérait-on, le genre de guerre que s'étaient livrée les colons et les peuples autochtones dans l'ouest des États-Unis. En août 1873, on dépêcha pour l'hiver, à Fort Garry au Manitoba, une avant-garde de ce qui allait devenir notre service de police national, la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Aujourd'hui, en plus d'appliquer les lois fédérales, la GRC est la seule force publique des territoires du Canada, et 8 des 10 provinces l'utilisent pour maintenir l'ordre chez elles.

L'Ontario et le Québec ont leur propre service de police : la Police provinciale de l'Ontario et la Sûreté du Québec. La Royal Newfoundland Constabulary, le service de police de Terre-Neuve, patrouille les trois plus grandes municipalités de la province — St. John's, Corner Brook et Labrador City — de même que Churchill Falls. La GRC assure les services policiers dans le reste de la province.

Au Canada, les agents de police jouissent d'une grande estime auprès de la population. Selon une enquête internationale menée en 1996 dans

11 pays industrialisés, c'est au Canada que l'on enregistre le plus fort pourcentage (80 %) de citoyens estimant que leur police lutte efficacement contre la criminalité même si, pour 100 000 habitants, seuls deux autres pays ont moins d'agents que le Canada.

La foi du public semble être justifiée : chaque année, les policiers canadiens éclaircissent plus des trois quarts des homicides qui leur sont signalés. Environ les deux tiers de toutes les causes entendues par les tribunaux pour adolescents et pour adultes du Canada débouchent sur des condamnations.

Le taux d'emprisonnement est actuellement de 115 personnes sur 100 000 au Canada. C'est nettement moins qu'aux États-Unis, où le taux est de 600 détenus pour 100 000 habitants, mais beaucoup plus que dans bien d'autres pays, dont le Japon (37), la Suède (65) et l'Allemagne (85).

En 1996, il y avait 37 000 prisonniers dans les prisons pour adultes du Canada, ce qui équivalait à 170 détenus pour 100 000 adultes. Chaque prisonnier adulte coûte environ 44 000 \$ par année aux contribuables. Les Canadiens autochtones représentaient 17 % de tous les prisonniers adultes. même s'ils ne représentaient que 2 % de la population adulte. La très grande majorité des détenus adultes du Canada sont des hommes (95 % en 1996), plus jeunes et plus susceptibles d'avoir été en chômage que l'adulte moyen. Ils sont aussi beaucoup moins scolarisés. En effet, 36 % d'entre eux, contre à peine 19 % des adultes canadiens, n'ont pas plus d'une 9° année.

L'éducation

Au Québec, au milieu du XVII[®] siècle, les sœurs d'ordres religieux tels que les Ursulines et la Congrégation de Notre-Dame enseignaient le catéchisme, la lecture, l'écriture et l'arithmétique à l'école primaire. Souvent institutrices itinérantes, ces sœurs parcouraient les campagnes pour offrir leur enseignement.

Au début du XIX° siècle, bon nombre de femmes canadiennes enseignaient chez elles à de jeunes enfants même si elles n'avaient pas été formées pour être enseignantes. Ces premiers centres d'apprentissage s'appelaient les écoles des « dames ». Les écoles à classe unique, appelées « petites écoles » au Canada français, ont été populaires jusque tard au XIX° siècle dans les régions pionnières.

Durant les années qui ont suivi la Confédération, l'éducation demeurait une ressource limitée et précieuse. Au premier recensement, celui de 1871, un bon cinquième de la population de 20 ans et plus ne pouvait ni lire ni écrire. Encore en 1951, la moitié des adultes du Canada n'avaient pas terminé leur 9° année. Au cours du XX° siècle, un réseau exhaustif d'écoles s'est développé. En 1995-1996, le Canada comptait près de 16 000 écoles primaires et secondaires. Aujourd'hui, quelque 200 collèges communautaires et établissements connexes s'ajoutent aux quelque 75 universités canadiennes.

Au moment où le XX° siècle s'apprête à tirer sa révérence, le Canada fait partie des leaders mondiaux de la scolarité. Durant sa vie, un Canadien peut s'attendre à passer plus de trois ans dans un établissement postsecondaire. L'Australie est le seul des 29 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à dépasser le Canada à ce chapitre.

En réalité, le Canada est l'un des rares pays au monde où les femmes sont aujourd'hui plus nombreuses que les hommes à recevoir un

« (L')éducateur doit être, avant tout, un "médiateur". Quelqu'un qui ouvre des portes, qui libère, dégage et fait épanouir au grand jour des perspectives latentes, des dons innés . . . "déjà présents en le disciple". »

lean Simard

diplôme d'un collège ou d'une université. En 1996, 51 % des jeunes femmes dans la vingtaine possédaient un grade ou un diplôme, comparativement à seulement 42 % des hommes. Les hommes canadiens de 30 à 44 ans qui ont un diplôme d'études universitaires gagnent en moyenne jusqu'à 50 % de plus que ceux qui n'ont reçu qu'un diplôme d'études secondaires. Cependant, les avantages financiers sont encore plus grands pour les femmes canadiennes du même âge : celles qui reçoivent un diplôme universitaire peuvent s'attendre à gagner jusqu'à 80 % de plus que les diplômées du secondaire.

Les coûts Le Canada et le Danemark sont les pays de l'OCDE qui dépensent annuellement le plus fort pourcentage (entre 7 % et 8 %) de leur revenu national en éducation. En 1995, le Canada a consacré 7,6 % de son produit intérieur brut (PIB) à ce secteur. Par étudiant, le Canada occupe avec quatre autres pays de l'OCDE — l'Australie, la Suède, la Suisse et les États-Unis — le premier rang pour ce qui est des dépenses d'enseignement postsecondaire.

En 1998-1999, le Canada a dépensé au total plus de 60 milliards de dollars au chapitre de l'éducation. Près de 38 milliards de ces dollars ont été consacrés aux écoles primaires et secondaires et à leurs 5,7 millions d'élèves. À l'enseignement postsecondaire, il en coûtait environ 16,5 milliards de dollars pour enseigner aux quelque 830 000 étudiants des universités à temps plein et à temps partiel et au demi-million et plus d'étudiants des collèges communautaires, des collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps) du Québec et des établissements semblables

Le Canada a ceci d'unique parmi les pays industrialisés qu'il est sans ministère fédéral de l'Éducation. Les provinces et les territoires sont responsables de ce secteur et en sont la principale source de financement. En 1998-1999, ils ont dépensé un montant estimé à 37 milliards de dollars dans l'éducation à tous les ordres d'enseignement. À l'enseignement post-secondaire, ce sont toutefois les étudiants, pas le gouvernement, qui paient la majeure partie de leurs frais de scolarité.

De 1980 à 1997, les frais de scolarité ont monté en flèche, s'accroissant de 115 %, alors que le revenu moyen des familles ne s'est accru que de 1 % (après correction en fonction de l'inflation). Il n'est donc pas étonnant que le remboursement des prêts étudiants soit maintenant l'une des grandes préoccupations des jeunes Canadiens. Un diplômé de 1982 qui devait 100 \$ devrait environ 240 \$ s'il avait terminé ses études en 1995.

Malgré ces coûts, les Canadiens continuent d'affluer en grand nombre à l'université et au collège. Ils ont des raisons éminemment bonnes de le faire, tant au plan intellectuel qu'économique. En 1995, environ 23 % des jeunes hommes diplômés du secondaire qui n'avaient pas fait d'études postsecondaires travaillaient comme gardiens de sécurité, concierges et garçons de cuisine. Pas moins de 45 % de ceux qui possédaient un diplôme d'études secondaires occupaient des emplois qui n'en demandaient même pas un.

Cela a donné lieu au phénomène de ce que les enseignants appellent les « raccrocheurs », ces jeunes Canadiens qui, après avoir abandonné l'école, finissent par y retourner pour aller terminer leurs études. En 1991, par exemple, environ 18 % des jeunes de 20 ans ont quitté l'école secondaire sans avoir obtenu leur diplôme. Quatre ans plus tard, ils étaient si nombreux à être retournés à l'école que le véritable taux d'abandon était descendu à 15 %.

(A droine)
Groupe d'alèves du Collège
Les lemmes d'Ottava
1909
Avec la permission des
Archives roposules du
Casado 20.047307

Centre Maison Manifeta Avec la permission dus Archives nationales du Canada C-047027



Train d'écoles Chapleau.
Chiana.
Asec la parmission des
Archives nationales du
Casada PA-1/2377

Ecolo pour enfonts
hondicapes
Avec la permission des
Archives nationales du
Contanto C 0 3 4 8 4 1









École residentelle indient d'Alberni Port Alberni. Colombie:Britannique. c. 1906 Avec la permission du Alberni Valley Museum. PN3259 LA SEPTIÈME GÉNÉRATION Le dramaturge et romancier autochtone lauréat, Tomson Highway, a dit concernant l'avenir des peuples autochtones du Canada que « les chamans qui avaient prévu l'arrivée des Blancs et la quasidestruction de la population indienne avaient également prophétisé le renouveau des peuples autochtones sept vies après le passage de Colomb. Nous sommes cette septième génération. » [traduction]

En revanche, l'état de santé des Autochtones du Canada est à la fois une tragédie et une crise. En 1996, la Commission royale sur les peuples autochtones nous informait que l'espérance de vie des Indiens inscrits était de sept ou huit années plus courte que celle des autres Canadiens. D'après cette commission, le taux de mortalité infantile autochtone était deux fois plus élevé que le taux national moyen de 6,1 décès pour 1 000 naissances vivantes, et les maladies infectieuses étaient plus fréquentes chez les Autochtones que chez les autres Canadiens. Le taux de suicide des Autochtones âgés de 15 à 24 ans est de cinq à huit fois plus élevé que le taux national moyen.

Les peuples autochtones du Canada ont certainement fait des progrès en matière de revendications territoriales et d'autonomie gouvernementale. En 1993, le gouvernement canadien et les Inuits du Canada concluaient un accord important au chapitre des revendications territoriales et des droits des peuples autochtones. C'est ainsi qu'est né le Nunavut, en 1999, découpé à même les Territoires du Nord-Ouest. Ce nouveau territoire de 26 500 habitants couvre une superficie au moins trois fois et demie plus grande que celle de la France.

En 1996, quelque 800 000 Canadiens — ce qui représente environ 3 % de la population totale — faisaient partie de la population autochtone. Le tiers d'entre eux (554 000) étaient des Indiens d'Amérique du Nord, alors que le quart (210 000) étaient des Métis et le vingtième (41 000), des Inuits.



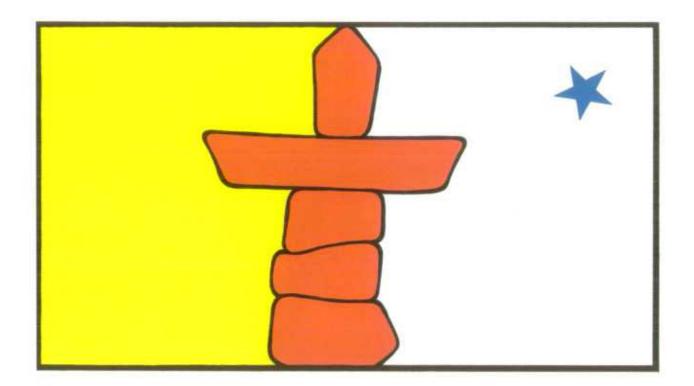
Armerica de Adinavet

Son taux de fécondité étant plus élevé, la population autochtone du Canada augmente plus rapidement que la population en général. À Winnipeg, à Regina et à Saskatoon, environ 12 % de la population âgée de moins de 15 ans est autochtone. Le tiers de tous les enfants autochtones âgés de moins de 15 ans vivent au sein d'une famille monoparentale, ce qui représente un taux deux fois plus élevé que celui de la population en général.

Environ le quart des Autochtones du Canada ont appris une langue maternelle autochtone, mais seulement 1 personne sur 7 parle une langue autochtone à la maison. De toutes les langues autochtones, le cri est la langue maternelle parlée par la plus importante proportion d'Autochtones (10,0 %), suivie de l'inuktitut (3,4 %) et de l'ojibway (2,8 %). L'anglais est la langue maternelle de la majorité des Autochtones (68 %), alors que le français est la langue maternelle d'à peine 6 % d'entre eux. De toutes les provinces, le Québec est celle qui abrite la plus forte proportion d'Autochtones dont la langue maternelle est une langue autochtone — près de la moitié, comparativement au sixième environ pour l'Ontario.

Environ 4 Autochtones du Canada sur 5 vivent à l'ouest du Québec et plus de la moitié de tous les Autochtones vivent dans les régions urbaines.

Au début de la décennie, 6 Canadiens sur 10 âgés de plus de 15 ans avaient un emploi, ce qui n'était le cas que d'environ 4 Autochtones sur 10. En 1996, alors qu'ils formaient environ 3 % de la population adulte globale, les Autochtones représentaient 17 % de tous les détenus dans les prisons.



Dropped du Nunevat.

LE NUNAVUT Si le nouveau territoire du Nunavut (créé le 1er avril 1999) était superposé à l'Europe du Nord, il s'étendrait depuis Oslo, en Norvège, jusqu'en Libye, en Afrique. Découpé à même l'est et le centre des vastes Territoires du Nord-Ouest du Canada, le Nunavut s'étend sur environ 2 millions de kilomètres carrés. Toutefois, malgré tout cet espace, on n'y trouve que 26 500 habitants et 21 kilomètres de routes asphaltées.

Le Nunavut, dont le nom signifie « notre terre » en inuktitut, est le résultat de la plus importante revendication territoriale autochtone de l'histoire canadienne et, pour les Inuits de l'Arctique de l'Est, l'aboutissement d'un rêve longtemps caressé : l'autonomie gouvernementale. Avec ses 4 200 habitants, la capitale, Iqaluit, sise sur la rive sud de l'île de Baffin, en est la plus grande agglomération. Sa collectivité la plus au nord est Grise Fiord, située au 77° degré de latitude nord.

Bien que dispersée, la population du Nunavut s'est accrue de près de 19 % entre 1991 et 1998, soit à un rythme supérieur au double de la moyenne nationale. Inuit à environ 83 %, le Nunavut est formé de plus grandes familles que le reste du Canada. Les familles y comptent en effet 4,1 personnes en moyenne, comparativement à 3,1 pour l'ensemble du pays. Le Nunavut est plus jeune que le reste du Canada : pas moins de 40 % de sa population a 15 ans et moins, ce qui est le cas de 21 % de la population du pays tout entier.

Le taux de chômage et le coût de la vie sont plus élevés au Nunavut qu'ailleurs au Canada, et le revenu y est plus faible. En 1996, le revenu des familles y était d'en moyenne 48 866 \$ par année, comparativement à 54 583 \$ à l'échelle nationale. Le coût de la vie est plus élevé d'environ 65 % à Iqaluit qu'à Montréal. Par exemple, deux litres de lait et un pain y coûtent à peu près 7 \$ et 3 \$ respectivement.

La naissance du Nunavut transforme la carte du Canada pour la première fois depuis l'adhésion de Terre-Neuve au Canada il y a 50 ans. Dix-neuf représentants siègent à l'assemblée législative du territoire.

ELIZABETH THE SECOND

BY the grace of god of the united kingdom, canada and her other real ms and territories queen.

head of the commonwealth, depender of the raith.

to All to whom these presents shall come or Julian the same mad in andulad concern.

GREETING:



ELIZABETH DEUX

par la grâce de dieu reme du rogalme-uni, du canada et de ses autres royalmes et territoires, cher du commonuealth, dépenseur de la poi,

à tous ceux que les présentes peuvent de quelque manière concerner.

SALUT:

A PROCLAMATION

Attorney General of Canada

In the past certain amendments to the Constitution of Canada have been made by the Parliament of the United Kingdom at the request and with the consent of Canada.;

The works of it is in accord with the status of Canada as an independent state that Canadians be able to amend their Constitution in Canada in all respects;

and water As it is desirable to provide in the Constitution of Canada for the recognition of certain fundamental rights and freedoms and to make other amendments to the Constitution:

the Parliament of the United Kingdom has therefore, at the request and with the consent of Canada, enacted the Canada, Act, which provides for the patriation and amendment of the Constitution of Canada;

AND Act, 1982, section 58 of the Constitution Act, 1982, set out in Schedule B to the Canada Act, provides that the Constitution Act, 1982 shall, subject to section 59 thereof, come into force on a day to be fixed by proclamation issued under the Great Seal of Canada...

Who know you that We, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, do by

this Our Proclamation, declare that the Constitution, Act, 1982 shall, subject to section_
59 thereof, come into force on the Seventeenth day of April, in the Year of Our Lord One—
Thousand Nine Hundred and Eighty two.

required to take notice and to govern themselves accordingly.

18 TENTALON, WHEREVE WE have caused these

Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed...

At Our City of Ottawa this Seventeenth day of April in the Year of Our Lord One Thousand.

Nine Hundred and Eighty-two and in the Thirty-first Year of Our Reign.

Le procureur général du Canada

Qui à la demande et avec le consentement du Canada, le Parlement du Royauméuni a déjà modifié à plusieurs reprises la Constitution du Canada.;

qu'en vertit de leur appartenance à un État souverain, les Canadiens se doivent de détenirtout pouvoir de modifier leur Constitution au Canada...;

PROCLAMACION

Qu'il est souhaitable d'inscrire dans la Constitution du Canada la reconnaissance d'uncertain nombre de libertés et de droits fondamentaux et d'y apporter d'autres modifications: Rif Le Parlement du Royaume-Uni, à la demande et avec le consentement du Canada, a adopté en conséquence la Loi sur le Canada, qui prévoit le rapatriement de la Constitution canadienne- et sa modification.;

que l'article 58, figurant à l'annexe B de la Loi sur le Canada, stipule que, sous réserve de l'article 59, la Loi constitutionnelle de 1982 entrera envigueur à une date fixée par proclamation sous le grand sceau du Canada...

NOUS PROCLAMONS sur lavis de Notre Conseil privé pour le Canada, que la Loi constitutionnelle de 1982 entrera en vigueur, sous réserve de l'article 59, le dix-septième-jour du mois d'avril en l'an degrace mil neuf cent quatre-vingt-deux.

Nous DEMANDONS A Nos loyaux sujets et à toute autre personne concernée de prendre acte de la présente proclamation...

ON FOI De Cuo! Nous avons rendu les présentes lettres patentes et y avons fait apposer legrand sceau du Canada...

Fait en Notre ville d'Otawa, ce dix-septième jour du mois d'avril en l'an de grâce mil neuf cent quatre vingt-deux, le trente et unième de Notre règne.



Buller Majesty's Command

Par ordre de Sa Majes té-

Andrelue

Registrar General of Canada

Le registraire général du Canada

undean

Prime Minister of Canada

Le premier ministre du Canada

GOD SAME THE QUEEN

DIEU PROTÈGE LA REINE

NOTE SUR LE DROIT DE VOTE Le droit de vote est l'un des droits les plus fondamentaux du citoyen. Mais au moment de la Confédération, en 1867, à peine 11 % des Canadiens — presque tous des hommes propriétaires — jouissaient de ce droit. En 1915, May Clendenan, une militante des droits de la femme de l'Ouest canadien, s'exprimait ainsi sur la question du droit de vote : « Si la démocratie est une bonne chose, il faut la donner aux femmes. Et sinon, il faut l'enlever aux hommes. »

Le Manitoba a été la première province à donner le droit de vote aux femmes.

C'était en 1916. Deux ans plus tard, en 1918, toutes les Canadiennes de 21 ans et plus obtenaient le droit de voter aux élections fédérales. Il étoit par ailleurs interdit à la plupart des Canadiens d'origine asiatique de voter au XIXe siècle et au début du XXe siècle. Les Canadiens japonais durent attendre jusqu'en 1948 pour obtenir le droit de vote. De 1949 à 1969, les provinces accordèrent le plein droit de vote aux Indiens non inscrits, alors que le fédéral l'étendit aux Inuits en 1950 et aux Indiens inscrits en 1960.

Aujourd'hui, tous les citoyens canadiens de 18 ans et plus — sauf quelques exceptions tels que les agents électoraux de niveau supérieur — peuvent voter.

Ce droit leur est garanti par la Charte canadienne des droits et libertés de 1982.

« Le Canada . . . c'est un espoir, c'est une promesse, c'est un déli. »

Nene Trudeau



Photo de Peter Sibbold,

La santé

En 1954, Tommy Douglas, qui était alors premier ministre de la Saskatchewan et qui était sur le point de devenir le « père » du régime d'assurance-maladie, déclara : « J'ai fait le serment que si jamais je me mêlais de la question, les gens jouiraient du droit inaliénable en tant que citoyen d'obtenir des services de santé, tout comme ils peuvent obtenir des services d'éducation ». [traduction]

À l'époque, les gens comme Tommy Douglas avaient encore frais en mémoire la grande crise de 1929, période au cours de laquelle bon nombre de Canadiens étaient incapables de payer leurs factures médicales et où les indigents envahissaient les hôpitaux alors que les municipalités, en faillite, surtout dans les Prairies, ne pouvaient à peu près rien faire pour leur venir en aide.

C'est de tels souvenirs qu'est née la volonté inébranlable de Douglas d'établir un régime public d'assurance médicale au Canada. La Saskatchewan fut la première province à assurer tant les soins hospitaliers que médicaux. Depuis le début des années 1970, chaque province et territoire offre aux résidents permanents du Canada une gamme complète de services médicaux et hospitaliers médicalement nécessaires.

Aujourd'hui, en vertu de la *Loi canadienne sur la santé*, qui régit les contributions fédérales aux provinces, les régimes provinciaux doivent respecter cinq normes : ils doivent être offerts à tous les résidents permanents, offrir une gamme intégrale de services, être également accessibles à tous les assurés, être transférables dans les autres provinces et être administrés par les pouvoirs publics. Si l'assurance-maladie est financée par l'État au Canada, le système canadien ne fait pas dans la « médecine



Jour de Savenir. Sr. John s. Terre Neuve. Photo de Barbara Shenstone. « À vendre : cercueil de fabrication artisanale n'ayant jamais servi.

Grandeur: 6pi 2po.

Raison de la vente : retour à la santé.

Téléphone: 97937 » [traduction]

Petite annonce, Saskatoon Star Phoenix, 1945

socialisée ». Les Canadiens sont libres de choisir leurs propres médecins, qui pratiquent habituellement seuls ou en groupes et qui sont indépendants du gouvernement.

La plupart des Canadiens d'aujourd'hui affirment se sentir bien physiquement. En règle générale, nous vivons 90 % de nos jours sans problèmes de santé invalidants. Les tendances observées au cours de la dernière décennie confirment que les choses se sont améliorées à bien des égards : les taux de décès par maladie du cœur et par accident cérébrovasculaire ont baissé chez les hommes et chez les femmes, alors que le taux de décès par cancer a fléchi chez les hommes. La mortalité infantile a chuté de 60 % en l'espace d'une génération, et le nombre de morts accidentelles a diminué substantiellement au cours des 25 dernières années.

Pourtant, chaque époque connaît son lot de maladies et d'incapacités. Jusqu'au XXº siècle, les personnes atteintes de maladies infectieuses et de maladies de la nutrition telles que la tuberculose, la pneumonie et le scorbut que l'on soignait dans les hôpitaux canadiens étaient généralement des gens très pauvres. Depuis, de nombreuses maladies que redoutaient jadis les Canadiens ont pratiquement disparu. La diphtérie, par exemple, est maintenant un fléau du passé. En 1953, la polio était un problème de santé si grave que près de 60 Canadiens sur 100 000 en étaient atteints. Après l'arrivée du vaccin de Salk, en 1955, peu de nouveaux cas de cette maladie ont été signalés au Canada.

Qui dit meilleure santé dit longévité accrue.
Un homme canadien né dans les années 1990
peut s'attendre à vivre 75,7 ans — une femme,
81,4 ans. À la fin des années 1800, la réalité
était que les hommes ne pouvaient espérer vivre
que 42 ans en moyenne et les femmes, 45, et
que 1 personne sur 4 mourait avant d'avoir fêté
son dixième anniversaire de naissance.

Décès et incapacité Le cancer est la principale cause de mortalité au Canada : plus de 28 % des hommes et 27 % des femmes décédés en 1996 en sont morts. Il est suivi de près par le second tueur en importance, les maladies du cœur, qui représentaient près de 22 % des décès chez les hommes et de 19 % chez les femmes cette année-là. Les accidents cérébrovasculaires viennent au troisième rang.

En raison du vieillissement de la population canadienne, les décès par cancer et les nouveaux cas de cancer se multiplient. En 1998, on a enregistré près de 130 000 nouveaux cas de cancer et 63 000 décès par cancer. L'évolution la plus encourageante est cependant la baisse constante de la mortalité par cancer depuis 1969 chez les hommes et les femmes de moins de 60 ans.

Chez les adultes canadiens, les troubles musculosquelettiques, surtout les maux de dos non arthritiques, l'arthrite et les rhumatismes, sont une cause majeure d'incapacité, de douleur et de consultations chez le médecin. Bien que les enfants d'aujourd'hui soient généralement en santé, 1 sur 3 est atteint d'une maladie chronique. À peu près 20 % souffrent d'allergies et 11 %, d'asthme. Plus d'enfants qu'auparavant sont déclarés asthmatiques : en 1978, on n'avait diagnostiqué cette maladie que chez 2,5 % des enfants de moins de 15 ans, mais en 1994, cette proportion avait franchi la barre des 11 %.

Santé et pauvreté Tous ne sont pas en aussi bonne santé. En général, les riches sont en meilleure santé que la classe moyenne, qui, à son tour, est en meilleure santé que les pauvres. Les gens bien scolarisés sont en meilleure santé que ceux qui le sont moins et les personnes actives le sont plus que les chômeurs.

Pauvreté, chômage et faible scolarité : tout cela restreint les choix de santé des Canadiens et

menace leur santé. Les enfants des ménages à faible revenu sont plus susceptibles d'avoir des problèmes de santé que ceux des familles à revenu élevé. Comme la scolarité et le revenu sont liés, la santé et le bien-être s'améliorent s'ils augmentent.

Les Canadiens qui vivent dans la pauvreté ont des taux plus élevés de maladies chroniques telles que l'hypertension, l'emphysème et les ulcères d'estomac que les autres. Le faible revenu est également un prédicteur de mort prématurée. Même en tenant compte de facteurs tels que le sexe, l'usage du tabac et les maladies chroniques, les Canadiens à faible revenu de moins de 75 ans sont deux fois plus susceptibles de mourir dans les deux ans que leurs homologues à revenu moyen ou élevé.

En 1996, selon les plus récentes comparaisons internationales des coûts des soins de santé, le Canada a consacré 9,2 % de son PIB à la santé. Seulement quatre autres pays de l'OCDE avaient dépensé davantage, les États-Unis venant en premier lieu puisqu'ils avaient consacré 13,6 % de leur PIB à la santé cette année-là.

En 1998, le Canada a dépensé 80 milliards de dollars au chapitre des soins de santé, ce qui représente une hausse de 3,8 % par rapport à 1997 et un montant de 2 613 \$ par Canadien, le plus élevé par habitant de notre histoire. Ce montant équivalait à 9,1 % de notre PIB, une proportion légèrement inférieure à celle de 1996, mais en net recul par rapport aux 10 % enregistrés en 1992.

L'équilibre entre le financement public et le financement privé a changé au cours des dernières années. En 1975, par exemple, les Canadiens et leurs assureurs privés payaient moins de 24 % de la facture totale des soins de santé. En 1998, les sources privées assumaient environ 30 % de toutes les dépenses de santé et les gouvernements, les 70 % restants.

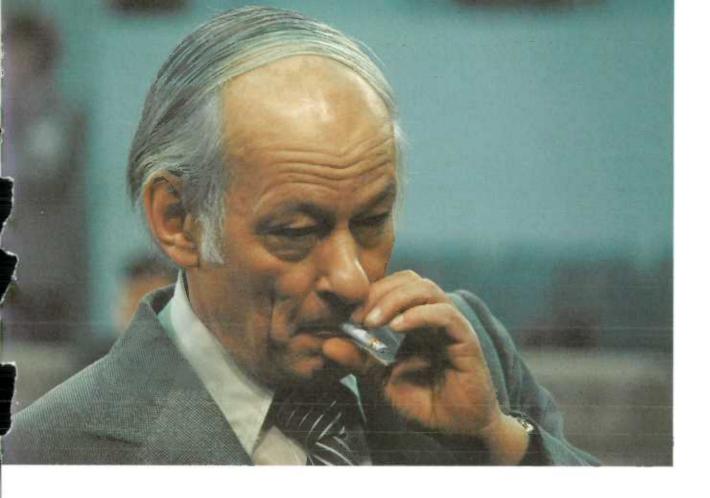
Les hôpitaux représentent la plus grande dépense du système de santé. En 1998, ils ont coûté environ 27 milliards de dollars, ce qui correspondait au tiers environ de toutes les dépenses de santé. Venaient ensuite les services des médecins, suivis de près par les médicaments, à 14,5 % et à 14,0 % respectivement du total.

Le gouvernement

Durant les années 1850, alors que la reine Victoria se demandait laquelle de cinq villes canadiennes — Montréal, Toronto, Kingston, Québec ou Ottawa — choisir comme capitale permanente, le gouverneur général de l'époque, Sir Edmund Head, lui donna son avis en secret. « Choisissez Ottawa », lui suggéra-t-il. C'est le choix « le moins indésirable ». Puisque « chaque ville est jalouse de toutes les autres sauf d'Ottawa, celle-ci sera le second choix préféré de toutes ». [traduction]

Il est dit que les différences et les différends entre les gouvernements du Canada — fédéral, provinciaux, territoriaux et locaux — sont aussi typiques du pays que le sirop d'érable ou l'omble chevalier, aussi inévitables que l'hiver au Manitoba. Depuis la naissance du pays, conflits et compromis ont donné leur saveur caractéristique aux gouvernements. Il n'en demeure pas moins que la structure de la confédération canadienne s'est aussi moniree capable de changement et d'évolution.

En 1867, l'importance de bon nombre des pouvoirs conférés aux provinces, dont l'éducation, la santé et l'administration de la justice, semblait négligeable. L'État s'étant mis à intervenir plus activement dans ces sphères, l'influence et l'importance des gouvernements provinciaux et locaux se sont accrues. De 1926 jusqu'au milieu des années 1990, les dépenses



Anne l'everaure, dails lus années 1960. Photo de Ted Cager



totales de l'ensemble des gouvernements dans ces sphères sont passées de 16 % à 50 % du PIB. Durant ce temps, la proportion représentée par les dépenses des gouvernements provinciaux. à l'exclusion des transferts intergouvernementaux, est passée de 3 % à 17 %.

Questions constitutionnelles Depuis quelques décennies, la séparation possible du Québec du Canada occupe l'avant-scène de la psyché nationale. Le Parti Québécois, qui forme le gouvernement de la province et cherche à faire la souveraineté du Québec, a été réélu en novembre 1998.

Depuis la fin des années 1980, les gouvernements canadiens ont lancé en vain deux grands efforts de réforme constitutionnelle : l'accord Meech de 1987 (qui aurait amené le Québec dans la Constitution) et l'accord de Charlottetown de 1991-1992 (qui aurait reconnu le Québec comme société distincte, mais qui a été rejeté par les Canadiens lors d'un référendum national).

En 1996, le Parlement a adopté une résolution reconnaissant le Québec comme société distincte. Il donnait également aux cinq grandes régions du Canada l'assurance qu'aucune modification constitutionnelle les concernant ne serait apportée sans leur consentement unanime. Les provinces ont de plus en plus de pouvoir, le gouvernement fédéral leur transférant

davantage de responsabilités dans certains domaines, notamment dans la formation de la main-d'œuvre, dans les mines et dans le développement forestier.

Le Parti libéral du Canada forme l'actuel gouvernement fédéral. Il a été élu aux dernières élections fédérales, qui se sont déroulées en 1997 et qui ont attiré 67 % de l'électorat admissible. Le Parti réformiste du Canada est arrivé second, devenant ainsi l'Opposition officielle. Les autres partis à la Chambre des communes sont le Bloc Québécois, le Nouveau Parti Démocratique et le Parti progressisteconservateur du Canada. Un député indépendant a aussi été élu.

Dans le budget fédéral de 1999, le gouvernement du Canada annonçait un nouveau bilan équilibré au terme de l'exercice 1998-1999. Grâce à l'amélioration de ses finances, le gouvernement s'est engagé à investir 11,5 milliards de dollars de plus au cours des cinq prochaines années dans les transferts de fonds aux provinces pour la santé et à accroître le financement fédéral pour la recherche en santé. Le budget prévoyait également des baisses d'impôt sur le revenu des particuliers pour l'ensemble des contribuables canadiens. Les allégements fiscaux annoncés dans le budget se chiffraient à 16,5 milliards de dollars sur trois ans.



l'Adroite)
Le premier ministre
jean Chrétien, 1998.
Photo de J.M. Carisse.
Cabinet du premier ministre





IA l'existe gauchet
Crax a Evening Crizen
15 mai 1939
Photo de Antenny Scullian
avec la permission de la
Bibliothèque Nationale du
Canado

là gauche)
la Reine Elizabeth et la
pancesse Anne à san
septième anniversaire.
1957
Photo de Loid Snowdon.
Camera Fresse/ParaPresse.

[A draite]

Sans tive, 1255

Cleave de Flatic Antigoni.

Comero Presse/Ponor esse.







JEPENSE QUE BIEN DES JEUNES D'AUIOURD'HUI SONT EN QUÊTE D'UNE CERTAINE

SPIRITUALITÉ AFIN DE MIEUX COMPOSER AVEC UN MONDE QUI SEMBLE SOUVENT S'ÉCROULER.

FACE AU DRAME DES BALKANS, AU KOSOVO, ET À CE QU'ONT SUBI LES TUTSIS, EN

AFRIQUE, BIEN DES GENS S'INQUIÉTENT ET NE SAVENT PAS COMMENT INTERPRÉTER LES

ÉVÉNEMENTS.

Au théâtre, grâce à l'art de la parole, je vois mes élèves trouver un sens à ce qui les entoure et comprendre, chercher à dire leurs vérités et à les communiquer à l'auditoire. De cette façon, je pense qu'ils découvrent la spiritualité à laquelle ils aspirent.

Monique Mercure, actrice



Decrette en la rivière
Rouge, province de Custac.
Photo de francis tagine;
ânctanite d'acregiophis.



Dans le domaine des arts, les Canadiens ont transcendé les frontières de ce pays sur tous les fronts : la danse, la chanson, la peinture, le cinéma, la littérature, le journalisme et même l'architecture. Que leur don pour les arts soit alimenté par l'ambition, par le talent, par l'humour ou simplement par le désir ardent de créer, il ne fait aucun doute que les Canadiens sont à l'avant-scène de la création artistique.

En 1999 seulement, les chanteuses rock, populaire et country Alanis Morissette, Céline Dion et Shania Twain se sont illustrées, raflant ensemble six trophées Grammy, le très convoité prix d'excellence musicale de l'American Recording Academy.

Signalons les huit prix Génie décernés (aussi en 1999) au film *Le Violon rouge*, réalisé par François Girard, et le travail du réalisateur Norman Jewison, qui a raflé les principaux honneurs à la soirée de remise des Oscars pour des films primés tels que *Fiddler on the Roof, Clair de lune* et *Dans la chaleur de la nuit*.

Entre-temps, des romanciers établis tels que Michael Ondaatje, Nancy Huston, Michel Tremblay et Carol Shields continuent de recevoir l'accolade pour leurs œuvres de fiction au pays et à l'étranger.

Les recueils de nouvelles d'Alice Munro et de Diane Schoemperlen ont maintenant été couronnés respectivement par le prix Giller et par le Prix littéraire du Gouverneur général. Une autre génération d'auteurs — de Jane Urquhart et Anne Michaels, de l'Ontario, à Gail Anderson-Dargatz, de l'île de Vancouver, en passant par Robert Lalonde, du Québec — suscitent également l'intérêt des lecteurs et de la critique.

Le Royal Winnipeg Ballet, inspiré des années durant par l'esprit éthéré de la première ballerine Evelyn Hart, continue de faire la manchette grâce à son mélange de danse classique et de danse contemporaine. En 1998, la compagnie a

présenté *Dracula* avec un tel panache qu'elle a augmenté ses abonnements de 30 % par rapport à l'année précédente.

Nous pouvons également évoquer les réalisations d'architectes canadiens tels qu'Ernest Cormier, qui a conçu la Cour suprême du Canada (construite dans les années 1940) et dont l'œuvre annonçait l'âge du modernisme dans ce champ d'activité. Suivant ses traces, Arthur Erikson est devenu le premier architecte canadien de réputation internationale grâce à des exploits tels que l'Université Simon-Fraser.

En radiotélévision, les voix des Foster Hewitt, Jack Webster, Gaétan Girouard et Barbara Frum résonnent encore dans notre mémoire collective alors que les téléspectateurs et les auditeurs de tout le pays continuent d'être à l'écoute des Michèle Viroly, Pamela Wallin, Peter Mansbridge, Robert-Guy Scully, Stéphan Bureau et Lloyd Robertson, pour n'en nommer que quelques-uns.

Malgré sa population éparse, le Nord canadien fourmille d'artistes de maintes disciplines. Les dessins au crayon d'oiseaux, de poissons et de géants sans tête de l'artiste de Cape Dorset, Sheojuk Etidlooie, par exemple, meublent précieusement des collections du monde entier. Des artisans de la petite collectivité de Baker Lake, sur la rive nord-ouest de la baie d'Hudson, produisent d'exquises sculptures sur pierre et pièces murales.

Nos exploits artistiques font partie intégrante de notre histoire. À la fin du XIX^e siècle, la Québécoise Emma Albani fut l'une des plus grandes vedettes d'opéra en Europe et la première Canadienne à jouir d'une telle renommée internationale. La Torontoise Mary Pickford, aussi nommée « l'idole de l'Amérique », fut *l'étoile* de l'époque du film muet. Durant les années 1960, des cafés tels que le Depression, à Calgary, le 4D. à Winnipeg, le Village Corner.

« Si quelque étranger à la culture nord-américaine me demandait de lui montrer le plus important bâtiment religieux au Canada, je l'emmènerais au Maple Leaf Gardens de Toronto. » [traduction]

William Kilbourn, historien, 1984

à Toronto, et le Café Finjan, à Montréal, ont lancé de nouveaux artistes, dont Joni Mitchell. Neil Young ainsi qu'Ian, Sylvia, Kate et Anna McGarrigle.

Les livres d'histoire du Canada sont non seulement fertiles en exploits artistiques, mais sont également riches de prouesses d'athlètes amateurs et professionnels. Nous avons produit des héros olympiques tels que Silken Laumann — qui, rame à la main et malgré de cuisantes douleurs, a remporté une médaille de bronze — et Donovan Bailey — qui, lors des Jeux olympiques de 1996, a réalisé un nouveau record mondial à l'épreuve du 100 mètres, méritant ainsi le titre « d'homme le plus rapide du monde ».

Beaucoup de nos héros nationaux ont sans contredit été des joueurs de hockey. Le monde du hockey n'est que plus riche du passage dans ses rangs des Howie Morenz, Maurice « Rocket » Richard, Jean Béliveau, Bobby Orr, Guy Lafleur, Gordie Howe, Ken Dryden, Mario Lemieux et Wayne Gretzky.

Malgré ces nombreux exploits, il y a aussi quelque chose dans l'âme de la nation canadienne qui nous rend ambivalents face au succès de nos artistes. « Ironiquement, souligne Oscar Peterson, j'ai dû quitter le Canada et m'intégrer au jazz américain pour gagner mes lettres de noblesse, pour ainsi dire, dans le domaine. » [traduction]

L'auteure Margaret Atwood résume peut-être cette contradiction mieux que quiconque. « Si votre livre remporte beaucoup de succès, vous recevrez par écrit, dans l'année, trois attaques personnelles méchantes et vicieuses de purs inconnus, écrit-elle. Ne les prenez pas personnellement. Elles ne sont pas personnelles. Elles font simplement partie de la longue tradition de couper les jambes à ceux qui grandissent vite, une coutume qu'affectionnent particulièrement

les Canadiens, mais qu'on a observée ailleurs également. » [traduction]

Les arts du spectacle

Au début des années 1980, le Ballet national du Canada demandait à l'un des chorégraphes les plus en vue du Canada, Robert Desrosiers, de lui composer une œuvre. *The Blue Snake* était un ballet futuriste de danseurs zébrés fuyant les mains de marionnettes géantes. Ce ballet évocateur demeure l'une des contributions maîtresses du Canada à l'innovation dans le domaine de la danse.

Nous avons beau innover, les 91 compagnies de danse actuellement recensées au Canada, toutes sans but lucratif, fonctionnent généralement à perte, ce qui s'explique en partie par une baisse des subventions gouvernementales et des dons privés.

Néanmoins, de la danse moderne au ballet classique, les compagnies de danse ont joui d'une vague d'appui populaire à la fin des années 1990. En 1996-1997, plus de 1.3 million de billets ont été vendus pour 3 000 représentations de spectacles de danse, soit 6 % de plus que deux ans auparavant.

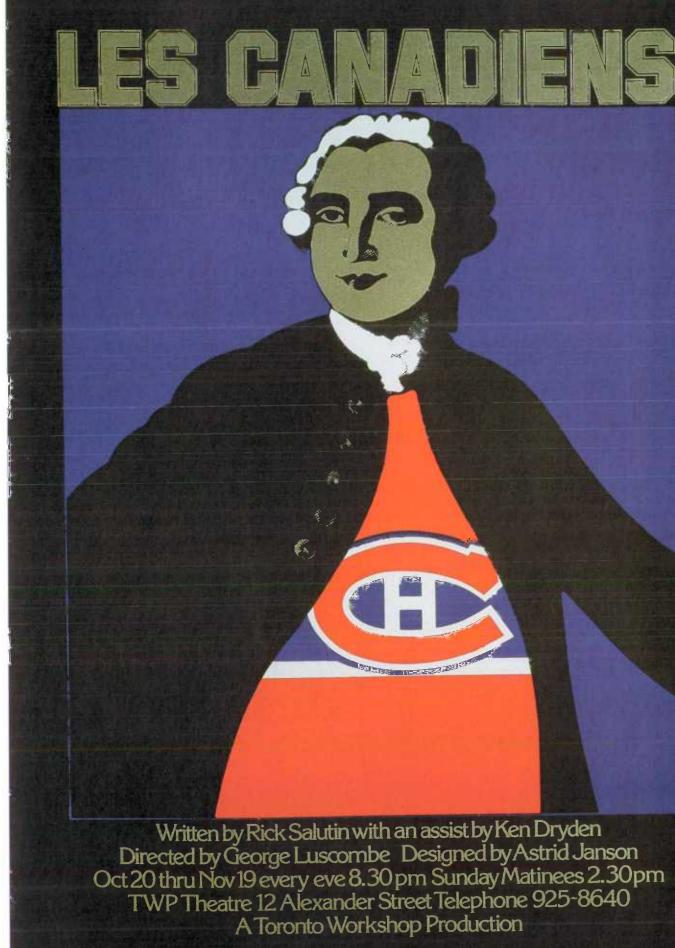
Le Canada compte pas moins de 24 compagnies d'opéra, allant du Pacific Opera Victoria à L'Opéra du Québec en passant par la compagnie Opera New Brunswick. Même s'ils ont le pire déficit d'exploitation de toutes les compagnies d'arts d'interprétation, nos orchestres continuent d'en mettre plein les oreilles aux auditoires. En 1996-1997, les 145 orchestres recensés ont donné quelque 3,4 millions de représentations.

En nombre absolu, le Québec a la communauté théâtrale la plus active du pays. Du Théâtre du Nouveau Monde au Théâtre Ubu, la province comptait 155 compagnies théâtrales en 1997, beaucoup plus que toute autre province.



l'A gacche La pallettine étaile Evelyn Hart accompagnée d'Elhily Cooper, âgée de cinc terraines, oux studios du Payal Winnipeg Ballet

Oeorre de Theo Dimion 1973.
Photo de T.E. Moore
Protography Isc., Totonto.
De The Conodion Poster
Book, par Nobert Stacey.
Totonto, Methuen, 1979.



En 1958, John Hirsch et Tom Hendry créaient le Manitoba Theatre Centre, considéré comme le premier théâtre régional au pays. Au fil des ans. son répertoire vibrant a fait le tour du pays et, en 1995, une production de Hamlet mettant en vedette l'acteur canadien Keanu Reeves faisait les manchettes à travers le monde. D'autres théâtres lui ont emboîté le pas, comme le Vancouver Sath, qui a présenté des œuvres sur la vie de la communauté panjabi, le Buddies in Bad Times Theatre, de Toronto, qui s'intéresse à la cause des gais et des lesbiennes, et le Neptune Theatre, de Halifax, qui monte des pièces locales et des comédies musicales gravitant souvent autour de thèmes propres aux Maritimes.

Les livres

Les écrivains et les auteurs d'ici ont fait du Canada une force littéraire internationale, comme le prouve la vigueur de l'industrie de l'édition. Le Canada compte aujourd'hui 562 éditeurs et agents exclusifs. De ce nombre, 529 appartiennent à des intérêts canadiens et ont encaissé près des deux tiers des 2 milliards de recettes générées par l'industrie en 1996-1997. Toutefois, nos éditeurs et nos agents ne font pas autant de profits que les sociétés sous contrôle étranger exploitées en sol canadien, ce qui s'explique en partie par la réduction des subventions gouvernementales.

Comme les agents demandent de fortes avances et des droits d'édition aux États-Unis, les marges de profit sont petites pour les compagnies canadiennes. Par ailleurs, bien que peu de Canadiens le sachent, les entreprises Harlequin — qui ont créé les romans d'amour Harlequin — sont un éditeur canadien. En 1998, elles ont vendu plus de 165 millions de livres de par le monde.

Les revues et les journaux

Le Canada publie 104 quotidiens — dont 60 sont la propriété du groupe Southam-Hollinger. Les journaux de ce groupe sont lus par 2,4 millions de ménages canadiens tous les jours — ce qui représente près de 43 % de la clientèle totale des journaux.

Nous sommes également d'avides lecteurs de revues. Depuis les débuts de l'édition, les revues canadiennes font concurrence à des magazines américains. Par exemple, lorsque le magazine canadien *The Literary Garland* a fermé boutique au début des années 1800, l'une de ses collaboratrices, Susanna Moodie, se plaignait de ce qu'il était « tout à fait impossible » de concurrencer les mensuels américains, qui étaient « joliment illustrés, composés des meilleurs articles... et vendus à si bas prix. » [traduction]

Aujourd'hui, les magazines étrangers, surtout américains, représentent 80 % des titres vendus dans nos kiosques à journaux et la moitié de toutes les ventes. Depuis le milieu des années 1960, le Canada protège son industrie du magazine de ce qu'on appelle les éditions à tirage dédoublé — des périodiques préparés aux États-Unis, mais publiés sous le couvert d'éditions « canadiennes ». Les éditeurs canadiens croient que cela menace nos magazines, car les éditions à tirage dédoublé peuvent offrir aux annonceurs canadiens de meilleurs taux que les périodiques canadiens analogues.

En 1997, cependant. l'Organisation mondiale du commerce statuait que nos mesures de protection de l'industrie, comme l'imposition de taxes d'accise et de tarifs sur les publications étrangères, contrevenaient aux accords internationaux. Deux ans plus tard, et au moment où le *Portrait* allait sous presse, les dirigeants du Canada et des États-Unis discutaient ferme à

« Si nous entendons lire de bons livres et bien les comprendre, et plus encore, si nous tentons nous-mêmes de produire des œuvres littéraires, nous devons garder un palais pur et délicat. [...]

Nous devrions pouvoir apprécier les belles œuvres de tout genre. »

[traduction]

Lord Tweedsmuir, 1940

À dicite) dute le Margaret Lausence hez elle, a l'axel·el i Jutano, 1974





« . . . les artistes, les législateurs méconnus de ce monde. » [traduction]

Mordecai Richlet, Barney's Version

(A gauche)

Stephen Leacock, Orillia

Ortoric, 1941

Photo de Yousuf Karsh, avec
ia permission des Archives
nationales du Canada.

PA-160312

propos du pourcentage de contenu canadien qui serait exigé des publications américaines destinées au marché canadien.

En 1996-1997, il se publiait 1 552 périodiques au Canada, soit environ 200 de moins qu'au début des années 1990. Cependant, ces magazines touchaient davantage de recettes et faisaient plus de profits. En fait, ils ont rapporté plus d'un milliard de dollars au total en 1996-1997.

Les recettes des magazines de langue française, qui rapportent davantage que les revues de langue anglaise, dépendent moins de la publicité que des ventes en kiosque. En 1996-1997, par exemple, 66 % des recettes des magazines de langue anglaise provenaient de la publicité, mais jamais plus, en moyenne, de 50 % des recettes des magazines de langue française.

Si les magazines canadiens naissent et disparaissent, plusieurs de ceux qui ont vu le jour durant les premières décennies du XXº siècle ont survécu et ont servi de tremplin aux meilleurs auteurs et piliers de notre culture. Les magazines Saturday Night, Maclean's et L'actualité ont joué des rôles importants dans la vie politique et culturelle du Canada. Dans les années 1940, par exemple, trois décennies avant que sa trilogie Deptford ne le consacre, le romancier Robertson Davies écrivait pour le Saturday Night. Dans les années 1950 et 1960, le Maclean's publiait les journalistes Pierre Berton, Hugh Garner, Peter Newman et Peter Gzowski. De nos jours, le biographe et reporter Georges-Hébert Germain collabore à L'actualité et à divers autres magazines et journaux.

Le cinéma

Tout comme les magazines américains remplissent nos kiosques à journaux, les films étrangers occupent depuis nombre d'années la majeure partie du temps de projection dans nos cinémas. Les filiales canadiennes de sociétés étrangères, qui dominent l'industrie de la distribution du film, se sont montrées peu intéressées à distribuer ou à mettre en marché les films canadiens, qui ont de la difficulté à trouver des places sur les écrans au Canada même. (Le Violon rouge est une exception digne de mention.)

Malgré les nombreux défis, le cinéma canadien va de l'avant et continue à faire sensation partout dans le monde. Au Festival du film de Cannes de 1997, par exemple, un auditoire conquis à l'avance a regardé Extase, le premier long métrage de Lynne Stopkewich. La même année, le cinéaste Atom Egoyan remportait trois prix lors de ce prestigieux festival pour De beaux lendemains, dont le Grand Prix, Toute cette acclamation internationale aide à vendre nos films à l'étranger. En 1996-1997, nous avons exporté pour quelque 362 millions de dollars de films indépendants, ce qui représente plus que le double du montant de 1992-1993. En plus de ces succès contemporains, des jalons cinématographiques d'importance semblable ont été plantés au cours des trois dernières décennies. Au début des années 1960, À tout prendre, le premier long métrage du réalisateur, auteur et acteur québécois Claude Jutra, remportait plusieurs prix internationaux, préparant le terrain pour de futurs films signés Jutra, comme Mon oncle Antoine.

Nous exportons aussi notre talent, et un long défilé de Canadiens ont triomphé à Hollywood: les réalisateurs Norman Jewison. David Cronenberg et James Cameron et les acteurs Michael J. Fox. Leslie Nielsen et Jim Carrey.

Un taux de change favorable et des crédits d'impôt aident à attirer au Canada des producteurs de films du monde entier. En 1997, par exemple, 167 films — canadiens et étrangers — ont été tournés à Vancouver, dont 24 longs métrages et 53 téléfilms. De la fin des années 1970 à 1997, la valeur de la production cinématographique et télévisuelle est passée de 17,5 millions de dollars à 630 millions de dollars en Colombie-Britannique.

La télévision

Le Canada est le deuxième exportateur d'émissions télévisées à l'échelle mondiale (derrière les États-Unis). Nos émissions sont populaires partout dans le monde; *Direction Sud.* par exemple, télédiffusée en France sous le nom d'*Un tandem de choc*, a été l'émission étrangère la mieux cotée à l'antenne de la BBC, en Grande-Bretagne, en 1998.

Les tournages ont surtout lieu à Toronto, à Montréal et à Vancouver et donnent des émissions telles que *Traders*, *Ces enfants d'ailleurs* et *Cold Squad*. En outre, il arrive souvent à l'industrie canadienne d'accueillir des producteurs étrangers, provenant en particulier des États-Unis. Des émissions américaines telles que *Aux frontières du réel* et *Kung Fu : la légende continue* ont été tournées au Canada.

Nous avons regardé un peu moins la télévision au cours de la dernière décennie, sauf en 1995, au moment du lancement sur le câble des nouvelles chaînes spécialisées et de la télévision payante. En 1997, nous avons consacré en moyenne 22,7 heures par semaine à regarder la télévision, dont 1,3 heure à l'écoute d'enregistrements sur magnétoscope. Il s'agit d'une légère baisse par rapport à 1988, alors que nous passions en moyenne 23,5 heures par semaine devant le petit écran.

Les francophones du Québec sont les téléspectateurs les plus avides, regardant la télévision 26 heures en moyenne par semaine. En 1996, les francophones — qui n'ont pas accès dans leur langue au même éventail d'émissions étrangères que les anglophones — ont consacré les deux tiers de leurs heures d'écoute à regarder des émissions canadiennes. Les anglophones, quant à eux, y ont consacré moins du tiers de leurs heures d'écoute.

L'émission la plus regardée au Québec est encore La petite vie, une satire de la famille québécoise. Les épisodes de cette série attirent régulièrement quelque 4 millions de téléspectateurs. Durant les années 1950, l'émission La famille Plouffe, qui racontait les tribulations d'une famille québécoise traditionnelle de la classe ouvrière, avait un auditaire semblable.

La radio et les enregistrements

Un soir de décembre 1938, à la Emmanuel Presbyterian Church de Toronto. un garçon de six ans à l'oreille absolue séduisait l'auditoire avec sa deuxième représentation publique au piano. Peu de temps après, Glenn Gould commençait à dire aux gens qu'il deviendrait pianiste de concert.

Qu'il s'agisse des interprétations de Jean-Sébastien Bach par Gould, des chansons populaires de Sarah McLachlan ou du « violon enflamme » d'Ashley MacIsaac, le Canada



La violaniste Lisa Macisado, Creigniche, No veille Écose Acto portrait de David Inatiles. produit depuis longtemps des artistes du disque renommés. Pourtant, malgré tout le succès de nos musiciens, l'industrie canadienne de l'enregistrement sonore est dominée par des multinationales.

En 1995-1996, par exemple, les 15 multinationales ont produit collectivement près de

4 700 enregistrements, ce qui était plus du

double des enregistrements de ce qu'avaient fait les 239 sociétés appartenant à des intérêts canadiens. Les sociétés canadiennes ont tout de même tendance à cultiver le talent d'ici. En 1995-1996, on comptait plus de 800 enregistrements d'artistes nés au Canada et environ 80 % d'entre eux ont été diffusés par des sociétés appartenant à des intérêts canadiens. Il v a des différences remarquables entre l'industrie du disque de langue anglaise et l'industrie du disque de langue française. Au Québec, la très grande majorité des disques compacts, audiocassettes et autres enregistrements du même genre de langue française sont distribués par des compagnies indépendantes sises dans la province. Dans le reste du Canada, c'est tout le contraire : les multinationales distribuent la plupart des enregistrements de langue anglaise,

À la fin des années 1990, le Canada s'affairait à réviser les lois sur le droit d'auteur pour veiller à ce que les auteurs-compositeurs, les compositeurs et les éditeurs de musique soient adéquatement rémunérés pour la reproduction électronique de leurs œuvres. Certains observateurs de la scène culturelle ont soutenu que les carrières d'artistes tels qu'Anne Murray et The Guess Who ont été propulsées dans une autre dimension par la loi sur le contenu canadien. Selon cette loi de 1971, les stations de radio AM sont tenues de diffuser au moins 30 % de contenu canadien entre 6 h et minuit.

Les ondes

La radio canadienne est un mélange de stations privées et publiques. La Société Radio-Canada (SRC), subventionnée par l'État, diffuse sur deux réseaux : la Première chaîne et la Chaîne culturelle. Il y a également des stations de radio universitaires et communautaires partout au pays. En 1997, par exemple, la Vancouver Public Aquarium Association recevait un permis pour diffuser les sifflements, les glapissements et les petits cris des épaulards sur les ondes d'ORCA FM.

Quelque 575 stations de radio privées diffusent un éventail de genres musicaux — des « vieux succès » à la musique country en passant par la musique de détente. En 1997, la musique country était le genre privilégié de plus de la moitié des auditeurs de Terre-Neuve, alors que près de la moitié des auditeurs de l'Ontario préféraient la musique contemporaine pour adultes et les « vieux succès ».

Dans l'ensemble, les Canadiens écoutent de moins en moins la radio. L'importance de leur écoute dépend de facteurs divers. En 1997, par exemple, les femmes de l'Île-du-Prince-Édouard âgées de 60 ans et plus étaient les auditrices les plus avides, écoutant la radio près de neuf heures de plus par semaine que le taux national moyen estimé à une vingtaine d'heures par semaine. Cependant, les hommes anglophones du Québec âgés de 25 à 34 ans n'étaient pas loin derrière, écoutant la radio quelque 26 heures par semaine.



en « entrevue » avec le patineur artistique Elvis Stojko au Skate Canada à Halifax, Nouvelle-Écosse, 1997

Photo d'Andrew Vaughan

Canapress Photo Service

pellicule cinématographique a été projeté en 1896 dans un parc d'Ottawa devant un auditoire de quelque 1 200 personnes. La vedette de ce premier « bisou » était May Irwin, une Canadienne de 33 ans. L'étoile à qui elle en a mis plein la vue était l'acteur américain John Rice. Le film durait moins d'une minute. Bien qu'on en dénonçât le contenu (on le considérait osé pour les mœurs de l'époque), il n'en marqua pas moins le début de la longue histoire d'amour du Canada avec le cinéma.

Comme de nombreuses histoires d'amour, cette idylle a tour à tour été torride et tiède, brûlant de ses feux les plus intenses en 1952-1953, année où les Canadiens achetèrent 256 millions de billets de cinéma. Cette année-là, c'était comme si chaque Canadien avait fréquenté 18 fois les salles de cinéma. Toutefois, l'arrivée de la télévision allait refroidir l'ardeur des cinéphiles. Au début des années 1950, le nombre d'entrées avait diminué de 62 %. En 1963-1964, les Conadiens achetèrent moins de 98 millions de billets pour le grand écran.

Les années 1990 furent une curieuse époque pour le cinéma. En 1991-1992, les Canadiens n'ont acheté qu'environ 72 millions de billets de cinéma, mais, au milleu des années 1990, ils ont semblé reprendre goût au grand écran. En 1996-1997, ils ont acheté quelque 92 millions de billets, ce qui équivalait à trois films chacun. Cette situation fut pratiquement la même aux États-Unis. La fréquentation des salles de cinéma américaines est tombée à 1,1 milliard d'entrées en 1991, mais elle est remontée à 1,4 milliard en 1997, l'équivalent de cina films par citoven américain.



Ces tendances cinématographiques tiennent en partie au déclin de l'ère du coconnage, celle où tous les Nord-Américains s'étaient installés dans leurs salons, entourés de leurs télécommandes, magnétoscopes à cassettes et autres gadgets de diverlissement à domicile. Alors que les enfants des enfants du baby-boom ont grandi, leurs parents ont de nouveau le temps d'aller au cinéma, et leur progéniture — maintenant à l'adolescence ou dans la vingtaine — raffole du cinéma. De plus, le visage de l'industrie cinématographique s'est métamorphosé. Aujourd'hui, la tendance est décidément aux cinémas à écrans multiples offrant des écrans courbés et plus grands, des fauteuils en gradins et le son numérique, de même qu'aux jeux vidéo dans les loyers des cinémas et à une vaste sélection de casse croûte, y compris les restaupouces.

Quelque part entre le premier baiser sur grand écran dans un parc d'Ottawa et ces nouvelles salles de cinéma, le Canada a perdu une génération de cinémas à écran unique, ces vieux palaces hollywoodiens avec leur seul grand écran et leurs draperies, fauteuils couverts de velours, fresques et huiles sur toile sous d'immenses dômes. Chargées d'effluves de maïs éclaté, ces salles de cinéma nous tenaient dans leurs griffes et leur disparition marque la fin d'un autre type d'histoire d'amour avec le cinéma.

May train at John Rice dans le film The Wildow Jones, 1890.

Photo avec to permission du U.S. Department of the Interior, National Part Service, Edison Ministral Historia Sive



l'Hippodiame Weathine,

Toronto, Ontario, 1956
Photo de Lutz Dille, avec la permission du Muter
canadien de la philitearaphie

CINÉMA PANTOUFLE Les Canadiens regardent la télévision trois heures et 12 minutes par jour en moyenne. Presque tous les ménages canadiens possèdent au moins un téléviseur couleur, alors que la moitié d'entre eux en ont deux ou plus. Avec le câble vient aussi l'abondance : en 1997, environ 8 millions de ménages canadiens étaient abonnés à la télévision par câble.

Toute cette technologie du divertissement à la maison a amené Faith Popcorn, l'analyste américaine des tendances, à inventer l'expression « coconnage ». Une autre expression populaire, le « télézard » ou « téléphage », décrit notre penchant pour le divertissement à domicile. Au Canada, 1 ménage sur 5 dit maintenant posséder plus d'un magnétoscope. En 1997, les Canadiens regardaient déjà l'équivalent d'un long métrage par semaine grâce à ces appareils.

Le lecteur de disques compacts est lui aussi un gadget de divertissement à domicile très populaire. La proportion des ménages canadiens possédant un tel appareil est passée d'à peine 8 % en 1988 à plus de 50 % en 1997.

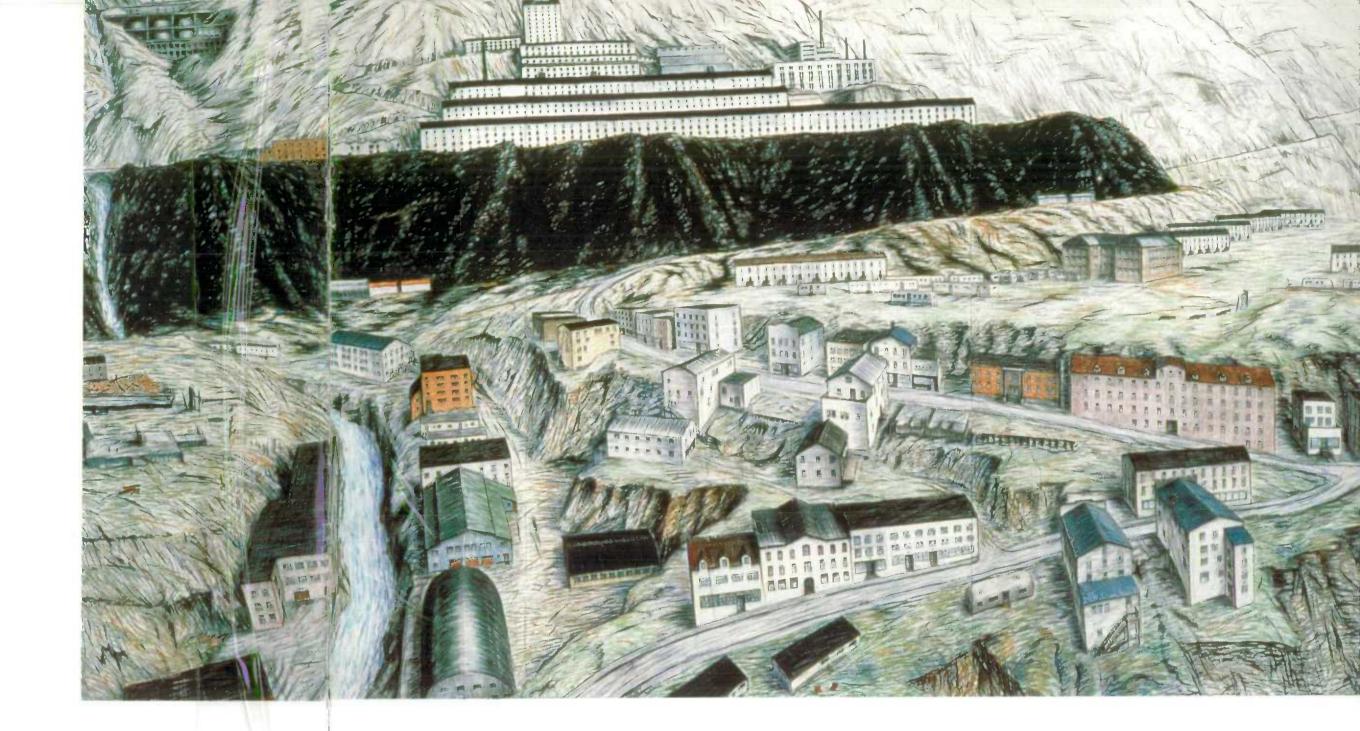
En 1992, seulement 20 % des ménages canadiens possédaient un ordinateur fomilial. En 1997, cette proportion était passée à 36 %. En une seule année, de 1996 à 1997, le nombre de ménages canadiens déclarant utiliser Internet à la maison a presque doublé, passant de 7 % à 13 %. Certains experts de l'industrie ont classé le Canada au cinquième rang à l'échelle internationale — derrière les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et l'Allemagne — pour le nombre absolu d'internautes. En 1998, près de 6,5 millions de Canadiens naviguaient régulièrement sur Internet à la maison ou au travail.

BONNE MINE ET PAS DE PLOMB DANS L'AILE « Le stylet que voici est fait pour écrire, à partir d'une sorte de plomb. . . taillé en pointe et inséré dans un manche de bois. » Écrite en 1565 par le naturaliste et médecin germanosuisse Konrad Gesner, cette citation est la première référence connue à un crayon à mine de plomb, notre outil d'écriture le plus répandu.

Instrument de l'artiste, de l'architecte, de l'écolier et des gribouilleurs, le crayon ître principalement son charme de so nature clémente : ce qu'il trace peut toujours être effacé.

Pour la seule année 1994, correspondant aux statistiques les plus récentes, les quatre usines de fabrication de crayons du Canada ont produit plus de trois crayons pour chaque Canadien. Elles ont fabriqué en tout quelque 97 718 400 crayons et crayons de couleur, une production évaluée à 12,8 millions de dollars. Le crayon canadien l'amporte sur son cousin de papeterie, le stylo à bifle, pour ce qui est du volume et de la valeur marchande. En 1994, les six fabricants de stylos à bille du Canada ont produit quelque 26 113 764 stylos, soit près d'un stylo pour chaque Canadien. Évaluée à 12,4 millions de dollars, la valeur totale de cette production était légèrement inférieure à celle des crayons.

Réglementé de façon rigoureuse et vendu partout au détail, le modeste crayon est un outil de traitement de texte et de graphisme qui sera toujours conforme aux exigences de l'an 2000 et qui n'a besoin ni de manuel de l'utilisateur, ni de service téléphonique d'assistance technique, ni de périphériques, ni de souris, ni de câbles, ni de protecteur de surtension — seulement d'un taille-crayons ou d'un canif. S'il existe une innovation simple et portative qui restera, c'est sûrement le crayon.



minière devient un cent di proventissage pour le archeologues industriels 1986

Charrie d'Eleanor Bond Mellinée au fasain i de Wort Station

Les arts visuels

Le 17 novembre 1927, l'artiste de Vancouver, Emily Carr, se rendit à Toronto afin d'y rencontrer, pour la première fois, Harris, MacDonald, Varley, Jackson, Lismer, Johnston et Carmichael — collectivement appelés le Groupe des Sept. « Oh. ces hommes, ce Groupe des Sept. qu'ont-ils créé? », écrivait-elle dans son journal. « Un monde dépouillé de son caractère terre-àterre, dénué de détails superficiels, purgé, purifié; une âme à nu, pure et sans honte; un espace charmant rempli d'une merveilleuse sérénité. Quelle langue parlent-ils ces espaces silencieux et fascinants? » [traduction]

leur nouvel art.

Aujourd'hui, le langage des arts canadiens continue de confondre et de séduire les amateurs et les œuvres dans lesquelles il s'exprime sont en montre dans une foule de galeries publiques et privées à travers le pays — de l'Art Gallery of Nova Scotia, à Halifax, au Musée des beaux-arts du Canada, à Ottawa, en passant par la Surrey Art Gallery, en Colombie-Britannique. De plus, le Canada possède un réseau de centres d'art autogérés, dont un à Calgary simplement appelé

époque au Canada. Tant la critique que les

amateurs d'art avaient été décontenancés par

Les artistes visuels sont les « travailleurs culturels » dont le revenu est le plus bas. Ils gagnent 14 000 \$ en moyenne par année et tirent près de la moitié de ce revenu d'autres emplois. En 1997, plus de 136 000 Canadiens travaillaient dans le domaine des arts visuels et de la conception artistique, ce qui représente un bond de 33 % en 10 ans.

Le patrimoine canadien

Pour citer les propos du premier commissaire des parcs nationaux du Canada, J.B. Harkin, tenus entre 1911 et 1936, nos parcs « existent pour que chaque citoyen canadien puisse étancher sa soif de nature et de beauté naturelle, s'abreuver à la grâce et à la quiétude des forêts, imprégner son âme de la brillance des fleurs sauvages et de la sublimité des pics montagneux. » [traduction]

Cette vision de la nature canadienne est toujours d'actualité. Grâce aux 38 parcs nationaux, les forêts et les lacs d'ici servent de refuge à la faune et sont des lieux sûrs pour les citoyens du Canada et du monde qui se donnent la peine de s'y rendre.

en 1995-1996, les Canadiens et les étrangers ont fait quelque 58 millions de visites dans les parcs naturels d'interprétation et les zones de conservation du pays, attirés par leur beauté farouche. De 1989 à 1995, le nombre de visiteurs dans les quatre parcs des Rocheuses — Banfr, Jasper, Rochenay et Yono — a bondi de 26 %

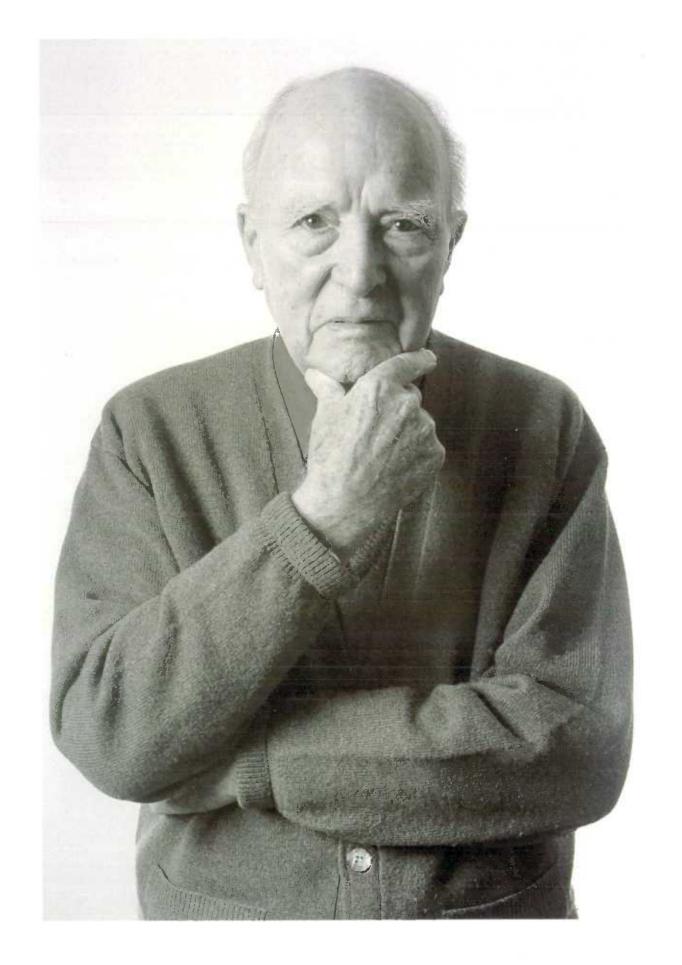
À notre reseau de parcs a ajoutent des musées, des archives, des bibliothèques, des sites historiques, des planétariums, des aquariums et des jardins zoologiques. En 1995-1996, ces établissements ont attiré plus de 54 millions de visiteurs du Canada et d'ailleurs, soit un peu moins qu'au début des années 1990.

Si le financement public n'augmente pas au même rythme que les frais d'exploitation, les recettes d'admission globales se sont quand même accrues de 68 % entre 1989-1990 et 1995-1996, pour atteindre 91 millions de dollars. Dans les musées, par exemple, les recettes des boutiques de cadeaux et des concessions ont presque doublé.



Senties du boid de la mini-Bouctouche Nouveau-Bruntwick Photo de Gilles Da gle Multi Images inc.

(A droite)
L'artiste Jack Endocch, 1996
Photo de Pop Kruin



Truck.

« Une interprétation n'est pas un combat mais une histoire d'amour. »

Glenn gould



A 240 he

La patineuse attistique
Harbara Ann Scott Ottawa
Ontario, 1946.
Photo de Yousuf Karsh, ave
la permission des Archives
nationales de 138656.
PA-146-100

Les sports et les loisirs

Quelque 92 % des Canadiens âgés de 12 ans et plus s'adonnent à une forme ou à une autre d'exercice physique. L'activité la plus répandue chez les hommes comme chez les femmes est la marche, mais la natation, le cyclisme, et les séances d'exercice à la maison sont aussi des activités populaires. Du côté de l'activité physique, les hommes préfèrent le hockey et le golf, alors que les femmes optent pour les cours de danse aérobique.

Si la popularité de certains sports est passagère, notre passion pour le hockey résiste à l'épreuve du temps. Avant le tournant du XX° siècle, le hockey était devenu le sport d'équipe d'hiver le plus populaire au Canada. Regarder *La soirée du hockey* à la télévision de Radio-Canada les samedis soirs est une tradition si profondément enracinée qu'on a qualifié l'indicatif musical de l'émission d'hymne national officieux. Aujourd'hui, quelque 2 millions de Canadiens jouent au hockey dans plus de 3 000 arénas. Environ 6 % des adultes jouent régulièrement au hockey, le sport le plus populaire au Canada.

Malgré toute son importance culturelle et économique, le sport est l'une des nombreuses façons dont nous passons nos heures de loisir. En fait, les gens fréquentent moins les arénas et les stades qu'auparavant. En 1996, quelque 22 % des ménages ont acheté des billets pour assister à des événements sportifs en direct, ce qui représente une baisse de 5 % par rapport à la décennie précédente.

Nous voyageons davantage, et surtout, nous nous rendons plus souvent dans les sites patrimoniaux tels que les parcs nationaux. En 1997, nous avons fait 13,5 millions de voyages

d'agrément d'une nuit ou plus avec visite d'un site patrimonial. Nous aimons aussi jardiner, puisque nous avons dépensé 1,1 milliard de dollars en produits de floriculture et de pépinière en 1997, soit plus que jamais auparavant.

Nous aimons lire. Une étude internationale a démontré que plus de 70 % des Canadiens ayant reçu une formation universitaire consacraient du temps chaque semaine à la lecture d'un livre.

Nous aimons également de plus en plus les jeux de hasard. En 1997, nous avons misé 6,8 milliards de dollars dans les jeux de hasard régis par l'État, ce qui est au-delà du double des montants que nous avons misés en 1992. Cette augmentation s'explique en partie par la croissance du nombre de casinos, de loteries et d'appareils de loterie vidéo dans la plupart des provinces.

Selon les spécialistes de la démographie, quand les enfants du baby-boom — les personnes nées entre 1946 et 1966 — atteindront la cinquantaine au début du XXI^e siècle, ils auront une incidence majeure sur les activités de loisir telles que les voyages et les sports. Si les tendances se maintiennent au cours des prochaines décennies, les voyageurs âgés de 51 à 60 ans feront près du tiers des dépenses de voyage.

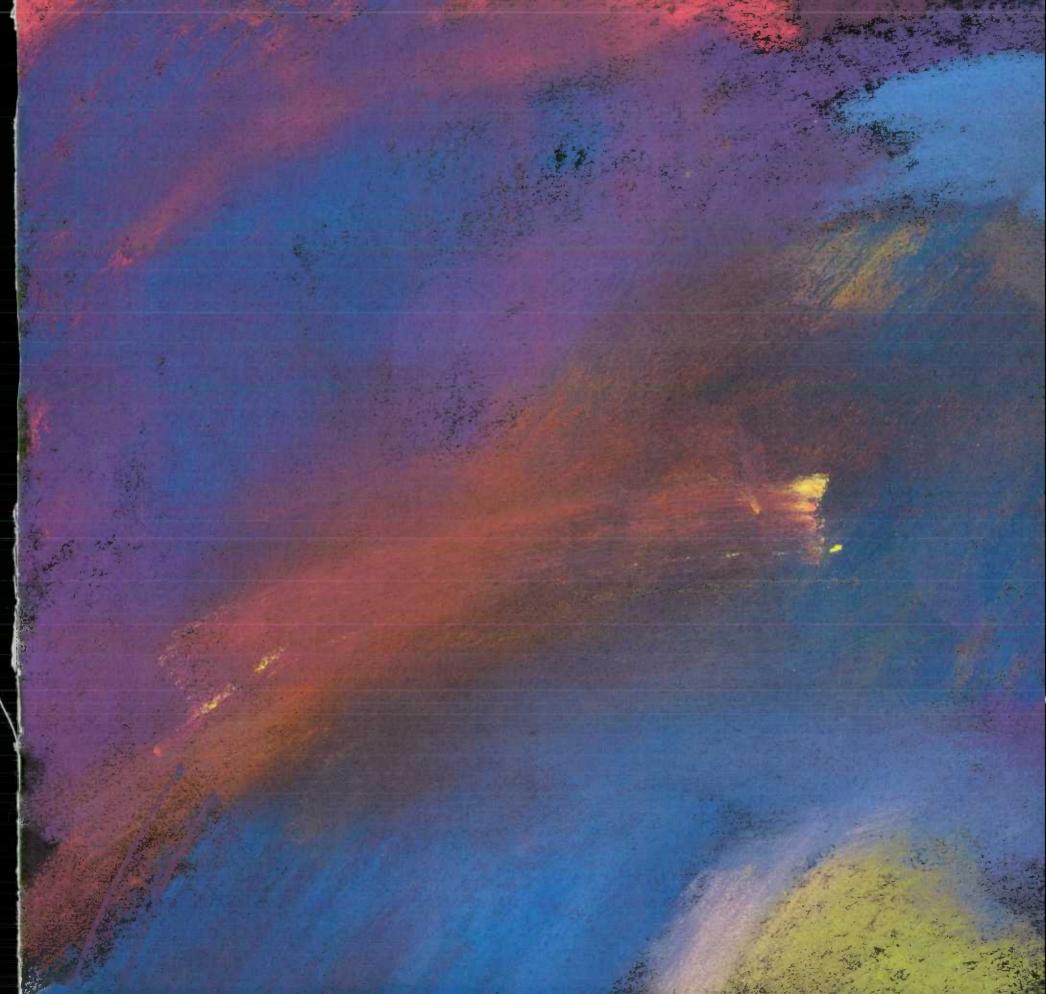
Puisque les « voyageurs d'âge mûr » représentent maintenant le quart des visiteurs des sites patrimoniaux, l'intérêt pour nos musées et galeries pourrait grandir encore davantage. En vieillissant, toutefois, la population sera peut-être moins portée à chausser des skis et plus encline à mettre des souliers de golf. Les spécialistes de la démographie prévoient que la popularité d'activités moins fatigantes, telles que l'observation des oiseaux, la marche et le jardinage, augmentera durant les premières décennies du XXI^e siècle.

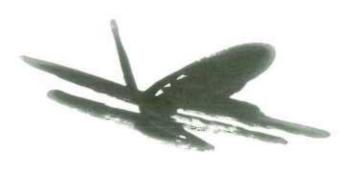




Page 1181

Pacificum 1998 Photo de Al Selb. Costumes de Dominique:





John A. Macdonald voyait juste avec sa Politique nationale. Pratiquement toutes les grandes puissances industrielles d'aujourd'hui sont nées derrière de hauts murs tarifaires. Des années 1880 à 1947, ces murs ont permis au Canada de s'édifier, en quelque sorte, et à nos racines industrièules de frendre des forces et de grandir. Mais au fur et à mesure que notre économie a mûri, nous avons lentement démonté ces murs, d'abord dans le cadre du GATT entré en vigueur en 1947, puis de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis en 1988, et maintenant de l'ALENA.

Aujourd'hui, le Canada est l'une des grandes puissances industrielles. Nous tenons tête à une concurrence mondiale coriace. Nous tirons plus que jamais notre richesse et nos emplois de nos exportations. Dans une large mesure, ironiquement même, voilà l'héritage que nous a laissé Macdonald.

Richard Lipsey profession if economic

(Page appasée). Geurra de Wando Koop, Photo de William Eakin.



dicover. Colombie Intannique. hato de Swart McCall, sey Store.

T'ÉGONOMIE

En 1911, la population combinée de Toronto, de Montréal et de Vancouver était de moins d'un million d'habitants. Plus du tiers des 2,72 millions de travailleurs du pays vivaient directement de la terre. Les travailleurs d'usine gagnaient moins de 500 \$ par année, et une paire de souliers de sortie coûtait moins de 4 \$. Les exportations de blé faisaient tourner les moteurs de l'économie et près de la moitié de tout ce qui était vendu à l'étranger prenaît le chemin de la Grande-Bretagne.

L'histoire de la transformation du Canada de pays agricole à grande puissance économique a été remarquable et vaut la peine d'être racontée. Elle a vraiment commencé peu de temps après la Confédération, quand Sir John A. Macdonald et son Parti progressiste conservateur se lancèrent à l'assaut des élections de 1878 munis d'un plan économique détaillé pour le Canada, appelé Politique nationale. En vertu de ce plan, le gouvernement fédéral donnerait des terres gratuites aux colons immigrants afin de les attirer dans les Prairies, aiderait à construire un chemin de fer pour unir le pays et imposerait des tarifs pour protéger les produits canadiens de la concurrence étrangère. Prônant « le Canada pour les Canadiens », Macdonald et son parti remportèrent une victoire éclatante.

5ir John A. Macdonald n'a pas vu sa Politique nationale devenir réalité de son vivant, mais, dans les années 1910 et 1920, le sort a décidé en faveur de son plan économique. Des immigrants avides de terres ont commencé à affluer en nombre inégalé ni auparavant ni depuis. Ces gens prenaient le train à Halifax, à Québec et à Montréal à destination des « meilleures terres nouvelles », le nom donné aux Prairies

à l'époque. Une fois sur place, les nouveaux venus ont fourni un marché captif aux fabricants de l'Est, et le chemin de fer du Pacifique est devenu profitable, transportant des produits dans l'Ouest et du blé vers les ports de mer. Au Jour de l'An 1914, 1 personne sur 20 était arrivée au Canada l'année précédente.

Au début de la Politique nationale de Macdonald, les fermes, les mines, les fabriques et les usines fonctionnaient à force de muscle. Aujourd'hui, le Canada possède une main-d'œuvre scolarisée et l'un des taux d'inscription à l'enseignement postsecondaire les plus élevés du monde industrialisé. En 1996, environ 40 % des adultes avaient terminé leurs études collégiales ou universitaires, comparativement à 29 % en 1981. Aujourd'hui, étant donné l'émergence d'une économie mondiale fondée sur le savoir, la majorité des emplois sont dans le secteur des services.

En 1998, le Canada avait un produit intérieur brut ou PIB (la valeur de tout ce que nous produisons) de 888 milliards de dollars (aux prix du marché), et les familles canadiennes gagnaient en moyenne 58 000 par année. Les revenus ont suivi de justesse le rythme de l'inflation; la situation de l'emploi demeure donc problématique. Depuis 1982, le nombre de Canadiens sans-emploi n'est pas descendu sous le million, alors que la population active compte au moins 12 millions de travailleurs.

Durant les années 1990, par contre, l'inflation des prix a pratiquement disparu au Canada. En 1998, les prix à la consommation n'ont augmenté que de 1 % même si la faiblesse du dollar canadien rendait l'importation de biens plus coûteuse.

« Je viens d'un pays
où engagé vent dire que tu
t'es trouvé une job. »

Patrice Desbiens

Si Sir John A. Macdonald revenait voir le Canada des années 1990, il découvrirait que moins de 3 % des 15,6 millions de travailleurs du Canada vivent de la terre, alors que près de 75 % d'entre eux travaillent dans le secteur des services. Il trouverait son Canada complètement transformé. Aujourd'hui, en1996, les métiers les plus répandus chez les hommes et les femmes sont respectivement ceux de chauffeur de camion et d'employée du commerce de détail.

Le Canada exporte maintenant d'immenses quantités de produits et services, les produits manufacturés — et non plus le blé — venant en tête. En 1998, les exportations de produits

quantités de produits et services, les produits manufacturés — et non plus le blé — venant en tête. En 1998, les exportations de produits industriels, de produits de l'automobile, de machines et de matériel ainsi que de biens de consommation frôlaient les 230 milliards de dollars, soit plus de neuf fois la valeur des exportations agricoles. Notre marché d'exportation de loin le plus important pour ces produits n'est plus la Grande-Bretagne, comme c'était le cas au début du siècle, mais les États-Unis.

Des exportations florissantes nous ont permis d'obtenir les devises étrangères dont nous avons besoin pour payer nos importations. En 1998, les Canadiens ont acheté pour 356 milliards de dollars de produits et services de l'étranger, surtout des machines et du matériel ainsi que des produits automobiles.

Aujourd'hui, le Canada est la septième puissance économique des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ce qui est toutefois encore plus impressionnant, c'est que pendant cinq années consécutives, durant les années 1990, les Nations Unies ont déclaré le Canada comme le meilleur endroit où vivre sur la planète à partir de facteurs tels que le revenu, l'accès à l'éducation et l'espérance de vie.

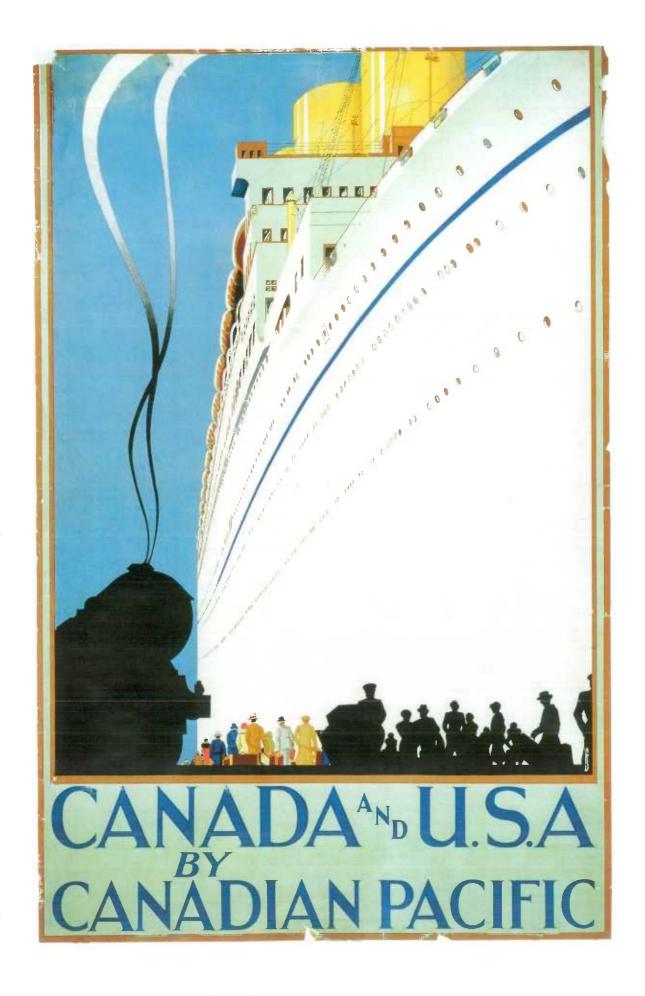
La propriété et le contrôle

La Politique nationale avait vraiment commencé à faire ses preuves au moment où les Canadiens se rendirent aux urnes en 1911. Le Parti libéral, au pouvoir depuis 1896, réclama néanmoins une nouvelle orientation économique, dont le libre-échange avec les Américains. Les conservateurs demeurèrent fidèles à la vision de Macdonald et, faisant campagne avec le slogan « Ni troc ni commerce avec les Yankees » [traduction], furent réélus.

Au début des années 1950, la Politique nationale avait rempli sa promesse de prospérité : le Canada devenait rapidement l'un des pays les plus riches de la planète. Mais le rève autrefois caressé d'une indépendance économique des États-Unis ne s'est pas matérialisé. En fait, c'est tout le contraire qui s'est produit.

Dès les années 1920, les États-Unis commencèrent à remplacer la Grande-Bretagne comme principal débouché du Canada. Depuis, le Canada et les États-Unis ont bâti la plus importante relation commerciale bilatérale au monde. En 1998, les Américains nous ont acheté environ 84 % de nos exportations et nous ont vendu 77 % de nos importations. De plus, en raison des tarifs élevés que perçoit le Canada sur les produits manufacturés importés, il a souvent été plus profitable pour les compagnies étrangères d'acheter ou de construire des usines au Canada que de desservir notre marché à partir de leurs pays d'origine, tant et si bien que les Américains sont devenus de gigantesques investisseurs au Canada, Déjà en 1926, environ 30 % du marché canadien de la fabrication appartenait à des intérêts américains.

Affiche du Canadien
Pacifique, c. 1930
Avec la permission des
Archives du Canadien



Durant les années 1950 et 1960, le capital américain servait de moteur à l'économie canadienne. Les entreprises prirent de l'expansion pour répondre à la demande croissante de produits et services, créant des millions de nouveaux emplois. Mais dans les années 1960, alors que 60 % du secteur de la fabrication et 70 % de celui du pétrole et du gaz naturel étaient contrôlés de l'étranger, les Canadiens commencèrent à s'interroger sur les bienfaits des investissements étrangers.

Les nationalistes économiques parlaient de la reddition silencieuse de la souveraineté économique du Canada et Walter Gordon, ministre des Finances à l'amorce des années 1960, disait du Canada qu'il était comme un fermier qui maintenait son niveau de vie en vendant chaque printemps une autre partie de ses terres. En 1974, le gouvernement créait l'Agence d'examen de l'investissement étranger pour veiller à ce que les prises de contrôle étrangères et les nouveaux investissements étrangers profitent de manière significative au Canada.

Le libre-échange

La propriété étrangère a été une pomme de discorde modeste dans les années 1960 et 1970 comparativement au débat sur le libre-échange qu'Ottawa a soulevé au milieu des années 1980 en entamant des négociations sur le dossier avec les États-Unis. Dans un camp, les syndicats et les groupes culturels et nationalistes prédisaient des suites catastrophiques : pertes d'emplois, baisse des salaires, éviscération des programmes sociaux et fin de l'indépendance économique canadienne. « C'est l'existence même du Canada qui est en jeu » [traduction], affirmait l'éditeur d'Edmonton Mel Hurtig, rajoutant qu'il était question de souveraineté-association et que nous obtenions l'association et les États-Unis, la souveraineté

La plupart des chefs d'entreprise partageaient l'opinion contraire, croyant que l'ouverture des frontières sur le plus riche marché de la planète revigorerait l'industrie canadienne, attirerait les investisseurs et stimulerait la croissance. Parmi les partisans du libre-échange se trouvait l'éminent économiste canadien J.K. Galbraith, qui écrivit que « la souveraineté canadienne n'est pas à ce point délicate que l'achat croissant de gadgets américains et l'exportation grandissante de bois d'œuvre, de papier journal et de métaux vers le Sud ne la fragiliserait vraiment » [traduction].

Plus de 10 années après le fait, il est toujours difficile de départager les effets du libre-échange sur l'économie canadienne d'autres facteurs tels que la mondialisation, les mouvements des taux d'intérêt et les politiques des gouvernements en matière de fiscalité et de dépense. Il est cependant clair que le Canada et les États-Unis sont devenus des partenaires au sein d'une seule économie nord-américaine. La mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994 a marqué l'arrivée d'un troisième partenaire : le Mexique.

L'axe économique est-ouest envisagé dans la Politique nationale a tourné du nord au sud, et ce, non seulement pour le commerce, mais aussi pour l'investissement. Comme pour symboliser ce virage, la Compagnie des chemins de fer nationaux a dépensé 3,6 milliards de dollars en 1997 pour prendre le contrôle de l'Illinois Central Railway, dont la zone de desserte s'étend jusqu'au golfe du Mexique. De 1988 à 1998, les entreprises canadiennes ont accru de deux fois et demie leurs investissements dans les installations américaines, les faisant passer à plus de 126 milliards de dollars.

Les origines de la prospérité

Très tot au XX siècle, les Canadiens commencèrent à déménager en ville pour travailler dans les usines ou dans le secteur des services, où ils pouvaient gagner davantage qu'ils ne le faisaient à la ferme. En 1900, environ 37 % des Canadiens vivaient en ville. En 1920, près de 50 % d'entre eux habitaient en milieu urbain, et, au fur et à mesure qu'avançait la décennie, le Canada reposait sur d'assez solides fondations économiques. Le raffermissement des prix mondiaux pour les matières brutes permit aux industries de l'agriculture, de l'exploitation minière et de l'exploitation forestière de prospérer. Les commandes de machines et de matériel de l'arrière-pays aidaient à soutenir les usines en milieu urbain, et l'augmentation du revenu des travailleurs industriels favorisait une croissance rapide du secteur des services. La Politique nationale battait son plein.

L'emploi et le niveau de vie de la plupart des Canadiens ont augmenté durant les années 1920. Puis les Années folles s'arrêtèrent brusquement. Le grand krach boursier de 1929 donna le premier signe de la crise à venir.

Le 29 octobre 1929, ou le « mardi noir », la valeur des actions à la bourse de New York chutait de 14 milliards de dollars, une somme phénoménale à l'époque. Au Canada, le ministère des Finances déclara qu'il fallait rassurer la population. Le lendemain, le premier ministre Mackenzie King affirmait que la conjoncture économique n'avait jamais été aussi saine et que la confiance en l'avenir n'avait jamais été si forte.

La dépression et la guerre

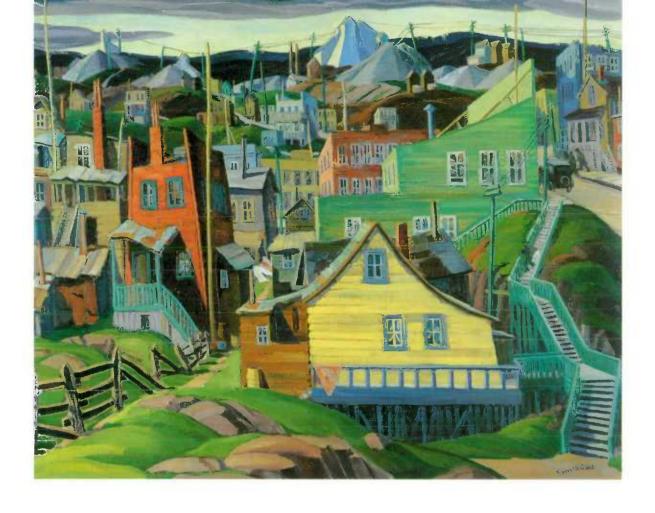
L'optimisme officiel ne dura pas, car des dizaines de milliers d'investisseurs perdirent toutes leurs

économies, les bourses de Montréal et de Toronto avant suivi Wall Street dans sa chute. En 1932, le boisseau de blé ne se vendait plus que 54 cents, alors qu'il s'était vendu 1,46 \$ au milieu des années 1920. Durant la même période, les prix des exportations canadiennes chutèrent de 42 %. Comme si cela ne suffisait pas, une sécheresse sans précédent transforma la majeure partie des terres à blé des Prairies en un vaste cratère de poussière au début des années 1930. Assaillis par la nature et les marchés mondiaux, de nombreux fermiers canadiens furent ruinés. Les secteurs des mines et des forêts et les autres industries primaires accusérent aussi le double choc de la baisse des prix et de l'augmentation des tarifs aux États-Unis, les Américains tentant de protéger leurs propres producteurs d'un effondrement grandissant de l'économie mondiale. Les secteurs de la fabrication et des services succombérent rapidement à la spirale descendante des industries primaires. « La récession, c'est quand votre voisin perd son emploi, déclara un jour le président américain Harry Truman. Mais la dépression, dit-il, c'est quand vous perdez le vôtre. » [traduction] En 1933, plus de 800 000 Canadiens étaient sans emploi, ce qui représentait un taux de chômage de 19 %. Le salaire de ceux qui avaient un emploi fondit de 25 % entre 1929 et 1933. La dépression des années 1930 fut la période la plus sombre de notre histoire économique. En 1933, l'économie s'était écroulée de 30 %, chose incroyable, et la production ne revint aux niveaux d'avant la dépression qu'en 1939. Le Canada avait alors commencé à se mobiliser pour la guerre.

La croissance explosive de la production de navires, de chars, d'avions, de nourriture et d'autre matériel de guerre vital fit du Canada une puissance industrielle. Même si des centaines de milliers d'hommes quittèrent leur emploi pour aller se battre, les usines canadiennes Saskatchewar pendant la Crise que les arbres pourchassaient les chiens. »

[traduction]

John Diefenhaker



(En.haut)
Cabalt, 1931.
Cevire d'Yvonne McKague
Hossier, avec la permission
de Musée des beauxants du
Canada



En. pas.

Torchie, Ontoria, 1935

Avec la permission des

Archives de la ville de

Toronto, James Collection

1181



Canadiennes, Montreat,
Québec 1969 de la série
Les Ouvriers
Photo de Pierre Gaudard,
avec la permission du Musée
canadien de la photographie
contemporarie

fonctionnaient à pleine capacité. La production manufacturière augmenta ainsi de plus du double durant les années de guerre, un nombre sans précédent de femmes affluant dans les usines. Entre 1938 et 1945, les femmes virent leur main-d'œuvre augmenter de 76 %, alors que les hommes virent la leur s'accroître d'à peine 4 %.

Un âge d'or

Le Canada est sorti de la guerre avec une infrastructure industrielle nettement élargie, alors que le Japon et de nombreux pays européens s'efforçaient de rebâtir leur économie, démolie par la guerre. La paix étant revenue, non seulement le monde était-il avide de nos produits agricoles et à base de ressources naturelles, mais les consommateurs canadiens avaient maintenant faim de produits qu'ils n'avaient pu se procurer durant les années de guerre ou qu'ils n'avaient pas eu les moyens de se payer durant la dépression. Selon une publicité parue en 1947 dans The Ottawa Citizen, il v avait sans contredit « une Ford dans votre avenir » [traduction] et vous pouviez acheter le modèle de grand luxe pour 1 500 \$ et des poussières. Les entreprises prospéraient et les 12 millions de citoyens du Canada franchissaient le seuil d'un âge d'or.

Mis à part un ralentissement à la fin des années 1950, l'économie canadienne s'est accrue de façon constante jusqu'au début des années 1970. Durant les seules années 1960, le PIB a plus que doublé tandis que le taux de chômage oscillait autour de 5 % de la population active. Le nombre de syndiqués a triplé entre 1945 et 1970, ce qui a permis aux travailleurs de partager le fruit de la croissance économique du Canada. De 1946 à 1975, la rémunération hebdomadaire moyenne est passée de 32 \$ à plus de 200 \$, bien qu'avec l'augmentation des prix à la consommation, le pouvoir d'achat n'ait que doublé.

La population du Canada a également connu une croissance rapide. Durant les années 1950, plus d'un million et demi d'immigrants sont arrivés au pays, prenant maintenant le chemin des usines, des bureaux et des chantiers de construction des villes. Mais le baby-boom, qui s'est poursuivi jusque dans les années 1960, a joué un rôle encore plus important. C'est qu'au fur et à mesure que les enfants de l'explosion démographique stimulaient la demande de maisons, d'écoles, de voitures, de vêtements et de produits de consommation, l'économie prenait de l'expansion. Durant cet âge d'or, les capitaux d'investissement ne manquaient pas au Canada. Si les capitaux canadiens ont augmenté, les capitaux américains investis dans nos industries ont toutefois plus que décuplé.

Avec l'augmentation constante des profits, des salaires et du niveau de vie, l'argent entrait à flots dans les coffres des gouvernements, ce qui leur permettait de payer de nouveaux programmes. En 1969, les gouvernements ont dépensé en tout 50 fois plus qu'en 1945 au chapitre de la santé, 30 fois plus au chapitre de l'éducation et 13 fois plus pour le bien-être social. Le filet de sécurité sociale — le régime d'assurance-maladie, la Sécurité de la vieillesse, l'enseignement universitaire et collégial subventionné et d'autres programmes — fut tissé par des Canadiens qui avaient connu la misère de la dépression et de la guerre et financé à même la prospérité et la productivité de cet âge d'or.

La fin d'une époque

Différentes théories ont été avancées pour expliquer la fin de cette période dorée. Certaines jettent le blâme sur l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui a triplé les prix du pétrole en 1973, ébranlant le monde industrialisé. C'est plus vraisemblablement une



Moose Jaw, Saskatchewan.
Photo de Kevin Dunn, avec
la permission de Canapress
Photo Service

combinaison de facteurs qui a déclenché la spirale inflationniste du début des années 1970 au Canada. Les prix à la consommation, qui s'étaient accrus de moins de 3 % en 1971, ont augmenté d'environ 11 % en 1974. Les travailleurs et les syndicats revendiquaient d'importantes augmentations salariales afin de protéger leur niveau de vie, avec pour seul résultat de faire grimper les prix. Le chômage a commencé à monter et plus de 700 000 personnes, soit 7,1 % de la population active — le taux le plus élevé en 15 ans —, se sont retrouvées sans emploi en 1975.

Le gouvernement tenta de réglementer les mouvements des prix et des salaires au moyen d'un nouvel organisme, la Commission de lutte contre l'inflation (CLA). La CLA embaucha des centaines de travailleurs pour appliquer ses règlements, mais n'exerça qu'une influence modeste sur l'inflation et le chômage.

Pour compliquer les choses, tandis que la croissance des recettes fiscales ralentissait, les dépenses gouvernementales au chapitre de l'assurance-chômage, du bien-être social et d'autres programmes augmentaient encore plus rapidement. Pour combler le manque à gagner, les gouvernements fédéral et provinciaux commencèrent à emprunter, et tout au long des années 1980 jusqu'au début des années 1990, la dette publique atteignit des niveaux inégalés depuis la Seconde Guerre mondiale. Les partis de l'opposition accusèrent le gouvernement d'avoir perdu le contrôle de ses dépenses. En 1977, le récipiendaire du prix Nobel et professeur d'économie Milton Friedman jetait la pierre des difficultés économiques croissantes du Canada sur les déficits gouvernementaux et la croissance excessive de la masse monétaire.

« Au Canada, c'est Ottawa qui crée l'inflation »,

déclara-t-il carrément. En 1981, dans la majeure partie du monde industrialisé, on considérait généralement la croissance excessive de la masse monétaire comme responsable de l'inflation. Comme les prix à la consommation augmentaient de plus de 12 % par année, la Banque du Canada emboîta le pas à la Federal Reserve Bank des États-Unis et à d'autres banques centrales et haussa les taux d'intérêt à des niveaux records. En 1981, un prêt à l'entreprise coûtait 19 % par année, et les familles canadiennes payaient 1 500 \$ par mois une hypothèque qui leur coûterait moins de 650 \$ aux taux d'aujourd'hui. Le résultat était prévisible. Les compagnies cessèrent d'embaucher, les consommateurs arrêtèrent d'acheter et l'économie nordaméricaine et une bonne partie de l'économie européenne se replièrent fortement. Le Canada traversait sa pire récession depuis les années 1930. En 1983, près de 1,5 million de personnes étaient sans emploi et le taux de chômage était de 11.9 %.

La reprise consécutive à cette récession ne fut pas ordinaire non plus. Même si le PIB s'est accru pendant six années consécutives, il y avait encore plus d'un million de sans-emploi en 1989 et le revenu des Canadiens n'avait pas augmenté depuis 1980. Face à la concurrence grandissante sur le marché mondial, les grandes sociétés commençaient maintenant à investir massivement dans les technologies d'économie de main-d'œuvre. L'ère de la restructuration et des réductions d'effectifs débutait, déferlant d'abord sur le secteur de la fabrication, puis sur celui des services. Comme l'a dit l'ancien ministre des Finances Michael Wilson, le Canada connaissait « une pénurie criante de gens riches » [traduction].

LA BONTÉ DES CANADIENS « Après le décès de son époux, Amma (grand-mère en islandais), elle-même mère de 12 enfants, a passé les dernières années de sa vie à œuvrer comme sage-femme. Elle passait de maison en maison, veillant à l'accouchement, puis restait quelques jours, donnant un coup de main pour les tâches ménagères et les repas jusqu'à ce que la nouvelle maman soit rétablie. Si ses clients pouvaient la payer, tant mieux, sinon on ne lui devait jamais rien. Amma allait tout simplement aider une autre femme du quartier à enfanter. C'était ainsi durant la Crise. Les gens s'entraidaient. » [traduction]

Cette anecdote illustre un côté peu connu et rarement salué de la vie au Canada. Les Canadiens participent très activement à leur société. Nos activités de bienfaisance font partie de notre personnalité collective depuis les premiers jours de notre accession au statut de nation, alors que les services sociaux étaient fournis non pas par l'État, mais par les groupes religieux, les amis et la famille, et plus tard, par les œuvres de bienfaisance.

Selon les chiffres les plus récents, ceux de 1997, environ 31 % des adultes canadiens font du bénévolat, comparativement à 27 % en 1987. Cela équivalait à 7,5 millions de bénévoles et à 1,11 milliard d'heures de bénévolat en 1997.

En bass à gauche]
Injerto Certario.
c. 1900-1910.
Photo de W. James, avec la permission des Archive nationales du Canada.
PA 118220.

En has à prote) Mademoiselle Brown, Toronto, Ontario.





En boa à goudle.
Une réfugiée hosarche
au Canada, c. 1957
Photo de Star Weekly, avec
la permission des Archives
inationales du Canada.
RALLAZZO

Finais de Photo Features

ave: la permission de la

Société protectrice des



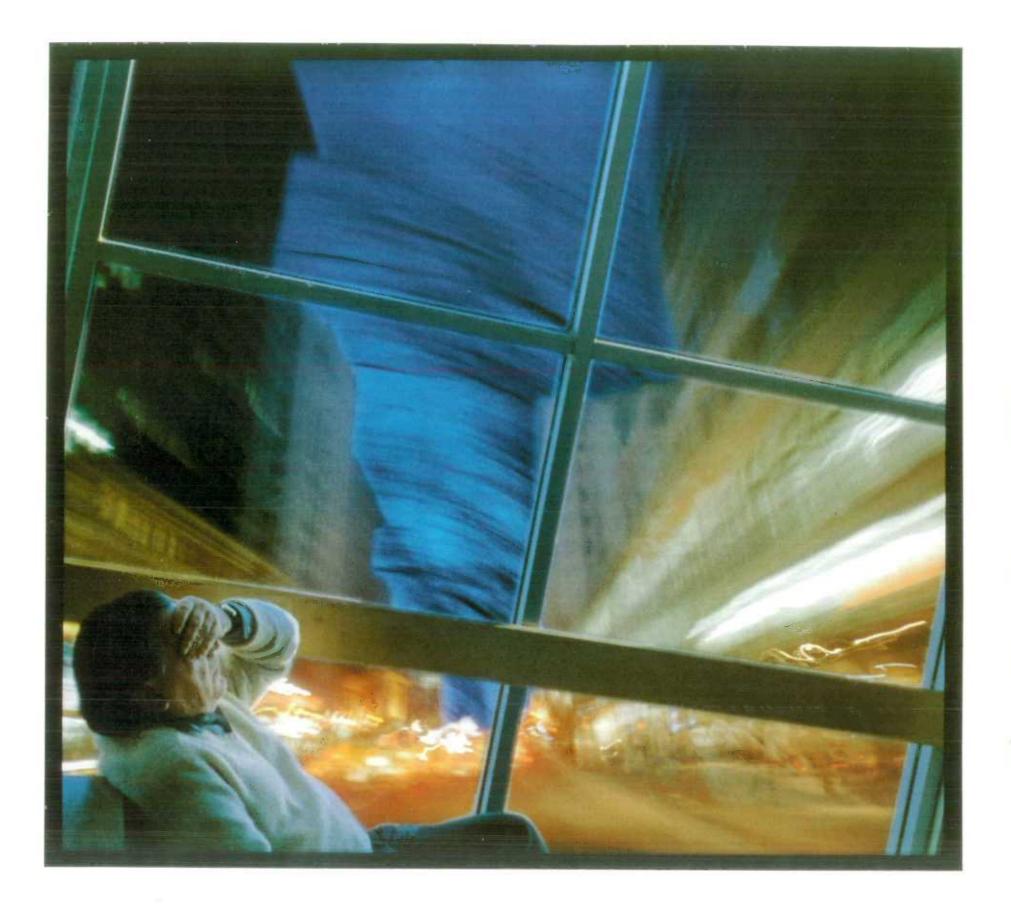
En règle générale, plus une personne est scolarisée, plus elle est portée à donner. Les Canadiens mariés sont plus susceptibles de donner généreusement que leurs compatriotes célibataires, séparés, divorcés et veufs. La probabilité de faire un don en argent augmente aussi avec l'âge.

La religion joue un rôle de premier plan en matière de dons; il est essentiel de le souligner. Les Canadiens qui appartiennent à un groupe confessionnel, quel qu'il soit, sont beaucoup plus susceptibles de donner que les autres. Ainsi, les 73 % de Canadiens appartenant à une religion ont fait pas moins de 88 % de tous les dons de bienfaisance en 1997.

L'altruisme semble être le dénominateur commun des Canadiens qui donnent de leur temps ou de leur argent. En tant que peuple, nous avons de la compassion pour ceux qui sont dans le besoin et nous voulons appuyer les causes auxquelles nous croyons. Nous éprouvons également un sentiment de responsabilité envers nos collectivités, un trait que nous avons, semble-t-il, depuis la création de notre pays et la génération d'Amma.





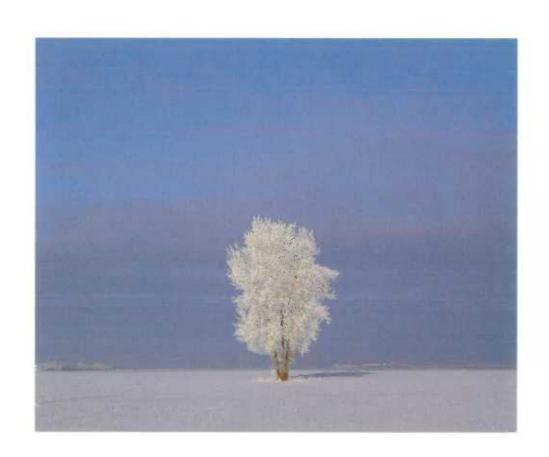


(A gaethoj Photo de David Basser Martes LE CRÉDIT AU CANADA Il y a plus de cartes Visa et MasterCard au Canada qu'il n'y a de Canadiens. En effet, en 1998, nous étions 30,3 millions d'habitants, mais nous utilisions 35,3 millions de ces cartes de crédit. Il y a 10 ans à peine, alors que nous étions 25,3 millions d'habitants, nous traînions sur nous quelque 19,4 millions de cartes de crédit bancaires. Nous ne sommes pas les seuls. En 1998 également, il y avait 300 millions de comptes Visa et MasterCard pour les quelque 270 millions d'Américains.

Les banques canadiennes nous disent qu'environ la moitié des titulaires de carte de crédit règlent leur solde chaque mois. Aux États-Unis, à peine le tiers le font. À la fin de 1997, les Canadiens devaient collectivement 23,9 milliards de dollars sur leurs cartes de crédit bancaires, tandis que les Amencains en devalent 545 milliards.

Il est évident, à la lumière de ces chiffres, que le spectre de la faillite plane. En 1997, quelque 85 000 Canadiens, soit 1 sur 350, ont déclaré une faillite personnelle, alors qu'en 1966, environ 1 Canadien sur 10 500 avait fait de même. En 1997, le taux de faillites personnelles a atteint un sommet aux États-Unis. Cette année-là, 1,19 million d'Américains, soit environ 1 sur 223, ont déclaré avoir fait faillite.

Les cartes bancaires ne sont pas toutes utilisées pour le crédit. Les banques et les autres institutions financières mettent maintenant en circulation une nouvelle sorte de cartes appelées cartes de débit. Ces cartes permettent aux Canadiens d'accéder à leurs comptes par voie électronique. À la fin de 1998, il y avait 23 500 guichets automatiques un peu partout au Canada et plus de 280 000 points de vente et autres endroits permettant d'effectuer des paiements à l'aide de ces cartes. En 1998, les Canadiens ant utilise ces appareils près de 1,4 milliard de fois.



|A posency Pouplier of toldo give to de Winnipeg, Manitoba

14

J'AI DU GRAIN DE BLÉ... Déjà, en 1634, un missionnaire jésuite écrivait sur la difficulté de cultiver du blé au Canada : « Nous en avons planté à l'automne. . . à certains endroits, on l'a perdu sous la neige, alors qu'ailleurs, il s'est si bien conservé qu'il n'est point de meilleur blé en pays de France. Nous ne savons pas encore très bien quel est le meilleur temps. . . avant l'hiver pour l'ensemencer. » [traduction]

Malgré leurs débuts chancelants, les Canadiens, la chance et l'ingeniosité leur souriant, sont devenus si fins cultivateurs de blé de haute qualité qu'au début du siècle, l'Ouest canadien avait la réputation d'être le « grenier du monde ».

L'un des points tournants de la réussite canadienne a été l'avènement du blé Red Fife. En 1842, David Fife, un fermier du Haut-Canada, planta des graines de blé provenant de Pologne qu'un ami d'Écosse lui avait envoyées. Ne sachant pas qu'il s'agissait de blé d'automne, qui doit dormir au froid avant de mûrir, il planta les graines en croyant semer du blé de printemps. De tout le blé planté, un seul épi d'un seul grain de blé de printemps accidentellement mélangé au reste vit le jour. File garda les graines et les sema le printemps suivant. Elles poussèrent si vite et furent si prolifiques que des fermiers d'aussi loin que la colonie de Red River adoptèrent cette nouvelle souche rustique, qu'on finit par appeler le blé Red Fife.

De 1892 à 1907, les sélectionneurs de végétaux croisèrent le blé Red File avec une variété indienne locale. On obtint le blé marquis rustique, qui poussait encore plus vite. Au début des années 1920, le marquis était devenu si populaire qu'il représentait pas moins de 90 % du blé de printemps cultivé dans l'Ouest canadien.

HOTRE-DAME O RESTAURANT LES DEUX RECORDS CIGARETIES TABAC EN FEUILLES BNON BIÈRE

Le restaurant de Sam Latour.

Ceuvre de Miyuki Tanobe,

avec la parmission du Musée
du Contre

Le Canada du millénaire

Les années 1980 et 1990 ont été une période de mutation profonde pour les politiques économiques du Canada. L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, auquel succéda l'ALENA afin d'inclure le Mexique, a relégué les derniers vestiges de la Politique nationale de Macdonald aux livres d'histoire.

Tout au long des années 1980 et 1990, des sociétés d'État telles que Petro-Canada et Air Canada furent vendues au secteur privé. L'Agence d'examen de l'investissement étranger fut remplacée par un nouvel organisme du nom d'Investissement Canada, dont le mandat était de solliciter activement les capitaux étrangers. Les règlements gouvernementaux furent aussi assouplis pour encourager la concurrence dans le transport aérien, le camionnage, les télécommunications, la radiotélévision et d'autres industries.

Au début des années 1990, alors que les gouvernements au Canada et à travers le monde mettaient à l'essai de nouvelles politiques économiques, de nombreuses banques centrales, y compris la Banque du Canada, administrèrent une médecine traditionnelle pour juguler l'inflation des prix. Au Canada, la politique qui fut mise en œuvre permit de ramener l'augmentation des prix à la consommation, qui était de 5 % en 1989 à seulement 1.5 % en 1992. Toutefois, les dépenses des entreprises et des consommateurs diminuèrent comme elles l'avaient fait une décennie plus tôt. La croissance économique fut pratiquement nulle en 1990 et, l'année suivante, le PIB diminua de près de 2 %. La récession du début des années 1990 n'a pas

frappé aussi durement que celle du début des

années 1980, mais l'économie a mis plus de temps à se relever. Le chômage est demeuré supérieur à 10 % jusqu'en 1995 et la situation économique n'a vraiment commencé à se redresser que vers la fin de la décennie. Près de 450 000 nouveaux emplois ont été créés en 1998, ce qui représente la meilleure performance de la décennie.

Le nouveau boom des exportations vers les États-Unis est l'un des facteurs qui ont permis au Canada de sortir de cette récession. L'économie s'est accrue de 2.5 % en 1993 puis de 3,9 % en 1994 à la faveur d'un bond de 46 % des exportations vers le marché américain. L'expansion a ralenti au milieu de la décennie jusqu'à ce que la Banque du Canada, moins soucieuse de l'inflation, assouplisse sa politique monétaire et fasse chuter les taux d'intérêt à des creux records. Les entreprises et les consommateurs ont réagi en empruntant massivement pour acheter des machines et du matériel neufs, des maisons, des voitures et des appareils ménagers. Cela a fait remonter le taux de croissance à 3.7 % en 1997

La tendance à la nausse s'est poursuivie en 1998 jusqu'à ce qu'une crise économique et financière sévisse au Japon, en Corée, en Thaïlande et ailleurs en Asie. Cela a eu pour conséquence de faire baisser brutalement la demande mondiale de bois d'œuvre, de minéraux, d'énergie et d'autres matières brutes, qui représentent environ le quart des exportations du Canada. Le secteur primaire et les exploitants agricoles du Canada ont été durement frappés par la chute des prix des marchandises. L'économie s'est accrue d'à peine 3 % en 1998 et le dollar canadien, qui avait commencé l'année à plus de 69 cents américains, est tombé à un creux historique de moins de 65 cents.

Les emplois Tout au long des années 1990, le jeu combiné des forces économiques mondiales et de la politique gouvernementale a transformé le tissu canadien de l'emploi. La « réduction des effectifs », l'expression consacrée dans les années 1980 pour désigner la décroissance des sociétés, s'est propagée au secteur public alors que les gouvernements éliminaient les programmes et le personnel pour équilibrer leurs budgets. Si le nombre d'emplois s'est accru globalement de 775 000 entre 1990 et 1997, il a diminué d'environ 88 000 dans le secteur public.

Bon gré mal gré, des centaines de milliers de Canadiens ont quitté leur traditionnel emploi de neuf à cinq pour prendre une retraite anticipée, occuper un emploi à temps partiel ou devenir leurs propres patrons. Le travail indépendant, y compris les entreprises à domicile, a connu une augmentation fulgurante entre 1989 et 1997, représentant 80 % de la croissance de l'emploi au Canada.

La plus forte croissance de l'emploi s'est produite dans le secteur des services, qui emploie 3 travailleurs canadiens sur 4. Le sous-secteur des services aux entreprises a grandi plus vite que tout autre. De 1986 à 1997, le nombre de travailleurs des services aux entreprises a doublé au pays, pour atteindre le million. Ces travailleurs comprenaient des comptables, des experts-conseils en gestion et du personnel d'entretien et plus de 267 000 programmeurs d'ordinateurs et analystes de systèmes, dont le nombre s'est accru de 92 % dans les cinq années suivant la récession.

Les tendances récentes du marché de l'emploi démontrent qu'il y a une forte corrélation entre les possibilités d'emploi, le revenu et la scolarité dans une économie fondée sur le savoir. Le secteur à croissance rapide et de plus en plus rémunérateur des services aux entreprises, par exemple, emploie plus de diplômés universitaires que tout autre secteur sauf la santé. Depuis 1990, quelque 17 % des emplois comblés par des gens sans diplôme d'études secondaires ont disparu, alors que le nombre d'emplois remplis par des gens qui ont fait des études postsecondaires a progressé de près de 30 %.

Les jeunes Déjà en 1946, le taux de chômage était environ deux fois plus élevé chez les jeunes (15 à 24 ans) qu'au sein de la population active en général. Durant les années 1990, la croissance démographique a tellement distancé le taux de création de nouveaux emplois qu'un nombre grandissant d'adultes ont dû chercher de l'emploi dans la restauration rapide, le commerce de détail et d'autres champs où les jeunes avaient tendance à travailler. Il n'est donc pas étonnant que le taux de chômage des jeunes soit monté à près de 18 % durant la récession du début des années 1990.

Devant de si maigres possibilités d'emploi, les jeunes se sont retirés du marché du travail en nombre record et beaucoup sont retournés à l'école. En 1995, environ 56 % des jeunes Canadiens faisaient des études postsecondaires, comparativement à 40 % à la fin des années 1980. Ceux qui ont terminé leurs études ont eu beaucoup plus de facilité à trouver du travail. Ils étaient trois fois moins susceptibles d'être au chômage que les jeunes sans diplôme d'études secondaires, et leur salaire réel était jusqu'à 30 % plus élevé. En 1998, le taux de chômage des jeunes est descendu à moins de 14,5 %, l'économie ayant créé 143 000 emplois pour les jeunes, sa meilleure performance en 20 ans.

« Une des choses les plus merveilleuses en ce qui concerne la sagesse économique est de savoir ce que l'on ne sait pas. »
[traduction]

John Kenneth Galicatell

« Paiera au porteur sur demande. »

Formule apparaissant sur les billets de banque. 1935-1954 Le revenu En 1941, les travailleuses canadiennes gagnaient en moyenne 32 cents de l'heure là où leurs homologues masculins en gagnaient 54. Cet écart salarial n'a pratiquement pas changé pendant 25 ans jusqu'à ce qu'il commence à s'amenuiser graduellement durant les années 1970. En 1997, les Canadiennes gagnaient 13,93 \$ de l'heure, soit 20 % de moins en moyenne que les hommes.

En 1997, le travailleur canadien moyen gagnait quelque 610 \$ par semaine, heures supplémentaires comprises. C'était 100 \$ par semaine de plus qu'au début de la décennie, mais l'inflation a plus qu'effacé cette hausse de 15 %. Les 3,6 millions de syndiqués canadiens gagnent en moyenne 19,00 \$ de l'heure, comparativement à 15,64 \$ de l'heure pour les travailleurs non syndiqués.

Les Canadiens tirent les trois quarts de leur revenu des salaires, mais ils ont également d'autres sources de revenu. De nombreux Canadiens reçoivent de l'argent de programmes gouvernementaux tels que l'assurance-emploi, la Sécurité de la vieillesse et les crédits d'impôt. Durant les années 1970, ces transferts gouvernementaux représentaient environ 10 % du revenu personnel des Canadiens. Cette proportion est maintenant de plus de 12 % en raison d'un taux de chômage plus élevé et du vieillissement de la population. Les programmes de transfert sont la pierre angulaire de notre filet de sécurité sociale et aident à répartir le revenu plus également au pays. Les familles monoparentales avant une femme à leur tête tirent près du tiers de leur revenu des programmes de transfert, et près de 50 % du revenu des couples âgés provient de ces programmes.

Depuis 1980, l'écart de revenu entre les familles canadiennes les plus riches et les plus pauvres s'est creusé considérablement. En 1996, de l'ensemble des familles canadiennes, les 20 % les plus riches gagnaient 22 fois plus que les 20 % les plus pauvres. Toutefois, après l'impôt et les transferts, les familles les mieux nanties gagnaient seulement cinq fois plus que les familles les plus indigentes, et ce ratio est demeuré très stable au fil des ans.

Une partie du revenu de nombreux Canadiens provient aussi de placements dans les actions et les obligations et d'intérêts accumulés dans leurs comptes bancaires. Les placements procurent aux Canadiens environ 11 % de leur revenu personnel total. En 1997, quelque 7,5 millions de Canadiens touchaient des revenus de placements totalisant 26 milliards de dollars.

Les dépenses et l'épargne Bien que la répartition du revenu personnel selon la source soit stable depuis un certain temps, les habitudes de dépense des Canadiens ont changé profondément. En 1961, nous dépensions 85 cents de chaque dollar gagné pour acheter des produits et services. Nous consacrions environ 28 cents au logement et 16 cents à la nourriture. Nous payions 10 cents en impôt et déposions 3,5 cents dans nos comptes bancaires. À la fin des années 1990, une famille canadienne typique consacrait 72 cents de chaque dollar gagné à l'achat de produits et services, dont 16 cents au logement et 10 cents à la nourriture. Nous donnions environ 25 cents à l'impôt et épargnions à peine un sou.

Les Canadiens étaient auparavant parmi les plus grands épargnants de la planète. Durant les années 1980, nous mettions jusqu'à 15 % de notre revenu annuel dans nos comptes d'épargne.

« Certaines personnes croient que le véhicule le plus représentatif du Canada est le train, ou peut-être la motoneige, mais c'est vraiment l'embarcation à avirons : nous allons de l'avant en regardant vers l'arrière. » [traduction]

John Gray, dramaturge

puisqu'ils donnaient un bon rendement. Au milieu des années 1990, les Canadiens épargnaient en vue de leur retraite surtout en cotisant à des régimes de pension et à des régimes enregistrés d'épargne-retraite. En raison de la baisse des taux d'intérêt, les gens ont à peu près cessé d'épargner. En fait, beaucoup d'épargnants se sont transformés en emprunteurs durant la dernière décennie. En 1990, les Canadiens devaient 366 milliards de dollars en prêts personnels et en prêts hypothécaires résidentiels. En 1998, les Canadiens avaient une dette de 552 milliards de dollars.

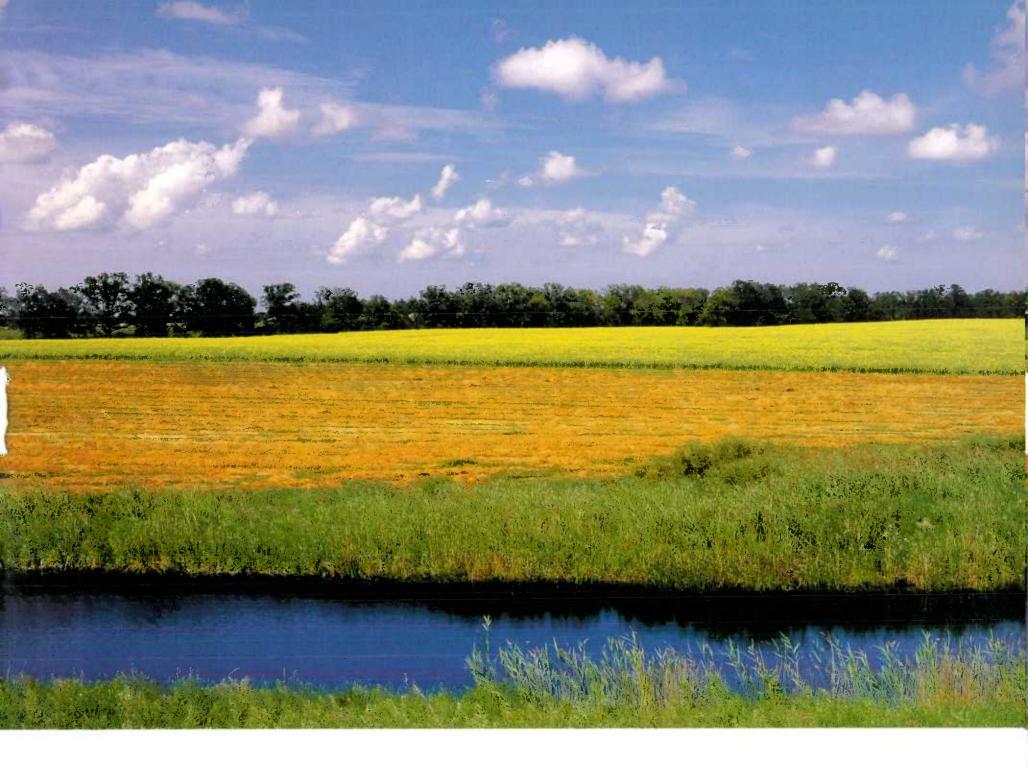
Les finances publiques À l'instar des familles et des particuliers, les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux reçoivent des revenus de sources diverses, tels l'impôt sur le revenu des particuliers, l'impôt sur les sociétés, l'impôt foncier, les droits de douane et les frais d'utilisation.

Le Canada a commencé à imposer le revenu en 1917. Il s'agissait d'une mesure à court terme décrétée par le gouvernement pour payer la note militaire de la Première Guerre mondiale. La première année, l'impôt sur le revenu des particuliers a rapporté 8 millions de dollars en tout au Trésor fédéral. Toutefois, comme le ministre du Commerce C.D. Howe le lança à la blague une quarantaine d'années plus tard, « rien n'est plus permanent qu'un édifice temporaire du gouvernement, sauf une taxe temporaire » [traduction]. En 1998, quelque 80 années plus tard, les gouvernements fédéral et provinciaux ont perçu 130 milliards de dollars d'impôt sur le revenu, ce qui représentait plus de 31 % de l'ensemble des recettes publiques. Les gouvernements peuvent aussi emprunter pour financer leurs investissements à long terme, tels que la construction de routes et d'hôpitaux, ou pour régler leurs factures lorsque leurs recettes

totales ne couvrent pas leurs dépenses de programme. Pour le gouvernement fédéral et de nombreux gouvernements provinciaux, le déficit systématique a été pratique courante des années 1970 jusque vers la fin des années 1990. Entre 1971 et 1998, par exemple, la dette du gouvernement fédéral est passée de 18,6 à 584,4 milliards de dollars ou d'environ 863 \$ à plus de 19 000 \$ pour chaque femme, homme et enfant. Cette dette, nous la devons pour l'essentiel à nos propres concitoyens et aux institutions financières titulaires d'Obligations d'épargne du Canada, de bons du Trésor et d'autres valeurs mobilières gouvernementales. Le reste, nous le devons aux prêteurs étrangers.

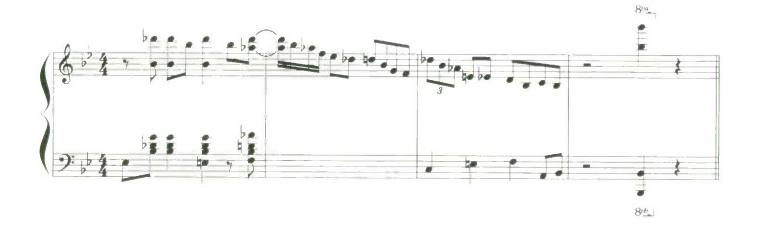
William Lyon Mackenzie King, qui a occupé le plus longtemps le poste de premier ministre du pays, s'exclama un jour : « Les promesses d'hier sont les impôts d'aujourd'hui » [traduction]. À la fin des années 1980 et pendant la plus grande partie des années 1990, les gouvernements fédéral et provinciaux ont haussé les taux d'imposition pour régler leurs dettes à court terme et pour payer l'intérêt sur les emprunts contractés dans le passé. Durant cette période, les gouvernements ont commencé à réduire les dépenses de nombreux programmes. Les dépenses totales des gouvernements fédéral et provinciaux ont culminé en 1995, pour ensuite diminuer durant la dernière portion de la décennie.

Ensemble, l'augmentation des recettes fiscales et la diminution des dépenses ont transformé radicalement le visage des finances publiques au Canada. Durant l'exercice 1997-1998, le gouvernement fédéral a enregistré son premier excédent budgétaire en 28 ans. On s'attend à ce que toutes les provinces soient dans une position semblable au début du nouveau millénaire.



Cypress Plya Warrings.
Photo de Mike Grandmarson.





PUR, LE 1427 EST UNE RÉACTION SPONTANÉE, AUDAGIEUSE ET ÉMOTIVE.

LES MUSICIENS DE JAZZ DOIVENT APPRENDRE À RÉAGIR RAPIDEMENT AUX HARMONIES

CHANGEANTES QUI S'ENCHAÎNENT RAPIDEMENT DURANT LEURS SOLOS. LORSQU'ILS

IMPROVISENT, ILS DOIVENT QUAND MÊME, DANS BIEN DES CAS, JOUER SUR DES MESURES

À QUATRE TEMPS ET PARFOIS SUR UN RYTHME DE VALSE À « TROIS-QUATRE », À « CINQQUATRE » OU À « SIX-HUIT ». J'AI TOUJOURS DIT QUE LES MUSICIENS DE JAZZ ÉTAIENT

PEUT-ÊTRE LES PLUS GRANDS MATHÉMATICIENS DU MONDE, SURTOUT À CAUSE DE CETTE

SPONTANÈITE.

Oscur Peterson, musicien

(Page apposee) Tirée de Canadiana Suite, les quatres dernières mesures de « Place Sirbienni ».



de course à relais granant la médaille d'or cur leux
Olympiques d'Alanta, 1995
De gauche à droite Bruny
Surin, Glenray Gilbert, Panavan,
Bailey, Robert Esmie
Photo de Claus Archauen,
Canadian Span Illiague.



En 1938, le D' Norman Bethune, un chirurgien de Gravenhurst, en Ontario, alla soigner les armées communistes de Mao Tse-tung en Chine, où l'on vénère son nom encore à ce jour.

En 1949, le pianiste Oscar Peterson s'est produit au Carnegie Hall, devenant ainsi le premier Canadien à avoir une incidence importante à l'échelle internationale sur le jazz. On a qualifié son œuvre *Canadiana Suite* de paysage musical rappelant l'art de A.Y. Jackson.

Les enregistrements de Glenn Gould d'un prélude et d'une fugue de Bach font partie des artefacts des deux sondes *Voyager* qui furent lancées par la NASA dans les années 1970.

Jean Vanier, né au sein d'une famille prospère et fils d'un gouverneur général, fonda L'Arche, un réseau international de communautés qui accueillent des personnes ayant un handicap lié au développement.

Vanier. Gould, Peterson et Bethune comptent parmi les innombrables autres Canadiens à avoir défié nos frontières, les étendant au monde entier par l'entremise d'activités artistiques, humanitaires ou médicales. Leurs multiples contributions ont touché les vies d'innombrables personnes aux quatre coins du monde.

Les travaux de Frederick Banting et de Charles Best, qui découvrirent l'insuline à l'Université de Toronto dans les années 1920, ont sauvé la vie de millions de personnes diabétiques. Depuis sa publication en 1908, *Anne... la maison aux pignons verts*, l'histoire d'une rousse orpheline écrite par Lucy Maud Montgomery, a charmé des lecteurs partout dans le monde et a attiré des millions de personnes à l'Île-du-Prince-Édouard, le théâtre du roman.

Les Canadiens semblent aussi avoir le don de l'invention et des prouesses en génie inspirés sans doute par les défis lancés par le temps et l'espace dans un pays aussi vaste que le nôtre. La motoneige et l'heure normale sont deux de ces inventions canadiennes, tout comme le bras manipulateur qu'utilisent les navettes spatiales.

Afin de jeter des ponts entre les différentes régions de cette vaste étendue qu'est le Canada, nous avons mis au point quelques-unes des merveilles du monde contemporain. La route transcanadienne, qui se déroule sur 7 821 kilomètres, est la plus longue route nationale du monde. La rue Yonge, qui s'étend sur plus de 1 900 kilomètres de Toronto à la frontière de l'Ontario et du Minnesota, est la plus longue rue désignée du monde. Le pont de la Confédération, qui relie l'Île-du-Prince-Édouard au Canada continental, 12,9 kilomètres plus loin, est le plus long pont du globe à enjamber des eaux couvertes de glaces. Le West Edmonton Mall, qui s'étale sur une superficie équivalant à 48 pâtés de maisons, est le plus grand centre commercial intérieur du monde.

Nous avons également mis au jour certaines formes de plaisir prisées partout dans le monde : le hockey, le basket-ball, le soda au gingembre et même de bons livres pour enfants. Les premiers livres de la série policière des *Hardy Boys*, qui se sont vendus à plus de 50 millions d'exemplaires dans le monde, ont été écrits par l'auteur canadien Leslie McFarlane sous le pseudonyme de Franklin W. Dixon.

Records mondiaux

Depuis 1992, les Nations Unies ont classé six fois le Canada comme le meilleur endroit au monde où vivre. Jamais un autre pays n'a-t-il été aussi encensé. Avant de lui accorder ce titre, les Nations Unies étudient des questions économiques et sociales telles que l'espérance de vie, les conditions de santé, l'éducation et le revenu.

Revenu En 1995, par exemple, les Canadiens touchaient par habitant un revenu moyen de 22 000 \$ (mesuré par la parité des pouvoirs

« Diabète. Liquturer canaux

pancréatiques de chiens. Garder chiens
en vie jusqu'à dégénérescence des
acineuses et libération des insulaires.

Essayer d'isoler la sécrétion interne de
celles-ci pour soulager glycosurie. »

Frederick Banting, notes griffonnées le 31 octobre 1920 et qui ont mené à la découverte de l'insuline

d'achat ou PPA, c'est-à-dire les indices utilisés pour comparer les prix du même panier de biens et services dans différents pays). Parallèlement, le revenu moyen des citoyens des autres pays industrialisés était de 16 000 \$, tandis que celui de l'ensemble des citoyens de la planète se chiffrait à 6 000 \$. Les Canadiens gagnaient un revenu moyen semblable à celui des citoyens de la Norvège, du Danemark et du Japon, mais inférieur, par habitant, à celui des citoyens du Luxembourg (34 000 \$), du Brunéi Darussalam (31 000 \$) et des États-Unis (27 000 \$).

Bien que l'écart entre les riches et les pauvres se soit creusé dans les années 1990, il est traditionnellement moins grand au Canada que dans bien d'autres pays. De 1980 à 1994, toujours sur la base du PPA, de l'ensemble des Canadiens, les 20 % les plus pauvres avaient un revenu moyen par habitant de 5 971 \$, alors que les 20 % les plus riches touchaient un revenu moyen de 42 110 \$. Aux États-Unis, par exemple, l'écart était légèrement plus grand entre les deux classes d'Américains, allant de 5 800 \$ pour les 20 % les plus pauvres à 51 705 \$ pour les 20 % les plus riches.

Santé Quant à l'espérance de vie, un enfant qui naît aujourd'hui au Canada peut s'attendre à vivre 79,1 ans. Seuls les Japonais (79,9 ans) et les Islandais (79,2 ans) peuvent entrevoir une plus longue vie. L'espérance de vie est de 76,4 ans aux États-Unis et de 63,6 ans à l'échelle mondiale.

De 1986 à 1996, les dépenses en matière de santé sont passées de 8,7 % à 9,6 % du produit intérieur brut (PIB) au Canada, qui occupe ainsi le cinquième rang à ce chapitre à l'échelle mondiale derrière les États-Unis (14,0 %), l'Allemagne (10,5 %), la France (9,7 %) et la Suisse (9,7 %).

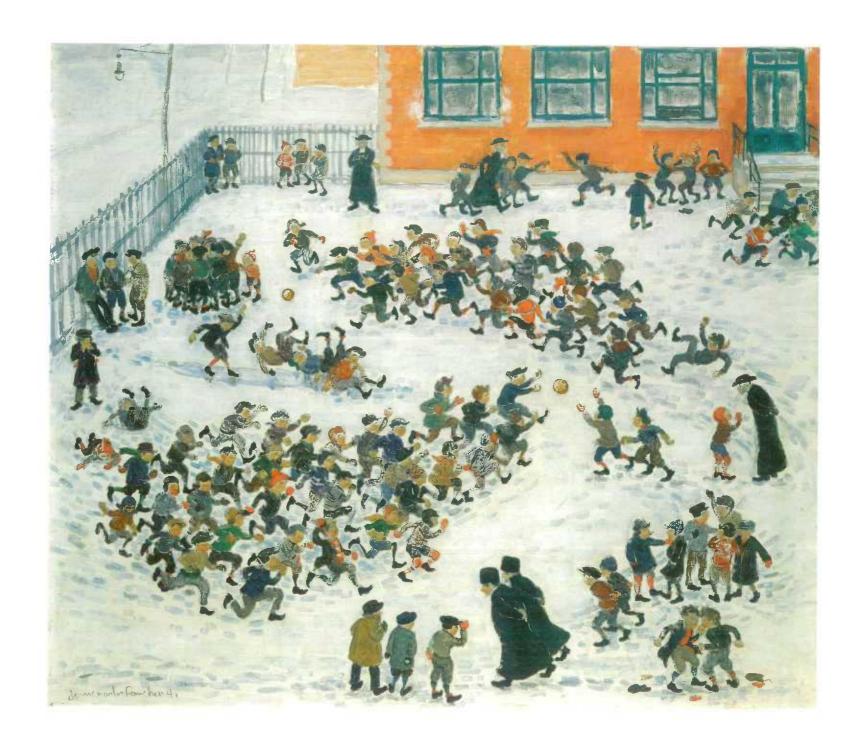
Au Canada, puisque tant les riches que les pauvres ont accès aux soins de santé, le taux de mortalité infantile a de tout temps été inférieur au taux moyen de nombreux pays industrialisés. En 1995, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le taux de mortalité infantile était de 6 décès pour 1 000 naissances vivantes au Canada, comparativement à 8 décès pour 1 000 naissances vivantes aux États-Unis.

Notre taux de mortalité maternelle, c'est-à-dire le nombre de femmes décédées en couches, est passé de 500 décès pour 100 000 naissances vivantes au début des années 1920 à moins de 5 décès pour 100 000 naissances dans les années 1990, ce qui en fait l'un des plus bas taux au monde. On estime que 1 femme africaine sur 23 est susceptible de mourir de causes liées à la grossesse durant sa vie, alors que 1 femme canadienne sur 4 000 court ce risque.

Éducation Le Canada dépense plus généreusement en éducation que la plupart des autres pays, y compris les États-Unis. En 1995, le Canada a consacré 7,6 % de son PIB à l'éducation, alors que les États-Unis y ont consacré 6,7 % du leur. Au Canada comme dans la plupart des pays industrialisés, la majorité des citoyens savent lire et écrire, quoique leurs capacités de lecture et d'écriture puissent varier considérablement.

En 1995, les Nations Unies ont constaté que près de 17 % des Canadiens étaient considérés analphabètes, ce qui signifie qu'ils avaient des capacités trop limitées pour comprendre la plupart des documents écrits d'usage quotidien. Les analphabètes étaient proportionnellement plus nombreux au Royaume-Uni (21,8 %) et aux États-Unis (20,7 %). Les pourcentages d'analphabètes les plus bas du monde ont été observés en Suède et aux Pays-Bas, où ils étaient respectivement de 7,5 % et de 10,8 %.

Malgré l'engagement des Nations Unics à rendre l'éducation accessible autant aux filles qu'aux



Cound'escle, 1941.
Cound'escle, 1941.
Cound de Jean Charles
Faucher, avec la paralision
de Musée du Québec.

garçons, il y a encore de grandes dispantés un peu partout dans le monde. Il vaut cependant la peine de noter que les Canadiennes représentent maintenant la majorité des personnes étudiant à l'université au pays. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui ont amené les Nations Unies à classer le Canada au premier rang quant à l'indice du développement des femmes en 1998, devant la Norvège, la Suède, l'Islande, la Finlande, les États-Unis et la France. Cette même année, les femmes occupaient au Canada 21 % des sièges au Parlement, comparativement à 15 % en moyenne dans les pays industrialisés et à 12 % pour l'ensemble des nations.

Recherche et développement Depuis l'époque du premier appel interurbain entre Brantford et Paris, en Ontario, le Canada n'a cessé d'erre à la fine pointe des technologies apprivoisant la distance. Avec la mondialisation de l'économie, la pression est de plus en plus forte pour que nous répétions nos exploits technologiques. En 1996, le Canada n'a injecté que 1,6 % de son PIB dans la recherche et le développement, ce qui est bien en deçà de la moyenne de 2,2 % pour l'ensemble des pays de l'OCDE. Le Japon (2,8 %) et les États-Unis (2,6 %) investissaient diavantage.

Le Canada est tout de même bien implanté dans le cyberespace et il est l'une des figures de proue mondiales du commerce électronique, un domaine en pleine effervescence. En 1995, chaque Canadien a effectué une moyenne de 46 transactions bancaires électroniques, comparativement à 37 pour les Américains et à 25 pour les citoyens du Royaume-Uni. En 1996, seion la plus récente enquête menée auprès de l'ensemble des puissances industrialisées, le Canada était celle qui percevait les frais d'accès à internet les plus bas. Il en coûtait 81.54 \$ en moyenne dans les pays industrialisées pour

accèder à Internet pendant 20 heures, comparativement à 28.36 \$ au Canada.

Une nation commerçante

Le Canada a toujours logé à l'enseigne du commerce. Dès 1926, nous exportions 30 % du total de notre production à l'étranger. Dans les années 1990, le commerce revêtait encore plus d'importance. En 1997, plus de 40 % de notre PIB provenait des exportations. Il s'agissait d'un pourcentage plus élevé qu'aux États-Unis (12 %) et que dans tous les autres pays du G7 (18 %). Industrie Canada estime que le tiers des emplois canadiens sont aujourd foi reibutaires du commerce.

Tout compte fait, nous vendons et nous acheions plus que jamais auparavant. Au crépuscule des années 1990, notre balance des paiements — le solde de toutes les transactions effectuées entre le Canada et le monde — atteint des sommets inégalés.

En 1998, le Canada a vendu pour 402,5 midiards de dollars de biens et services à d'autres payz, ce qui représente un bond spectaculaire comparativement aux 235,5 milliards de dollars enregistrés en 1993. La même année, nous avons acheté en tout pour 420,9 milliards de dollars de biens et services à d'autres pays, ce qui représente aussi une montée en flèche par rapport aux 263,7 milliards enregistrés en 1993. En 1998, nous avons vendu davantage que nous avons acheté à l'étranger : la valeur nette de nos achats auprès d'autres pays, qui s'élevair à 28,1 milliards de dollars en 1993, a chisté à 18,4 milliards.

En 1996, selon les Nations Unles, on trouvait quatre compagnies canadiennes parmi les 100 plus grandes sociétés transnationales : le conglomerat de l'édicion Thomson, le fabricant de

boissons Seagram et les géants des télécommunications BCE et Northern Telecom (Nortel). Cette année-là, Seagram a hérité du titre de société la plus transnationale du monde. La faiblesse du dollar canadien est l'un des facteurs qui ont contribué à la croissance du commerce. Au cours des 25 dernières années. notre devise a faibli par rapport au dollar américain. En 1974, il en coûtait 0.99 \$ pour acheter un dollar américain. En 1998, ce même dollar coûtait 1.48 \$. La dépréciation du dollar canadien a fait monter le coût des importations et oblige les Canadiens à payer plus cher pour voyager à l'étranger. En revanche, cela signifie également que les biens et les services canadiens coûtent moins cher pour le reste du monde.

Le fruit de notre commerce Les autres pays ont toujours perçu le Canada comme une abondante source de matières brutes et de produits primaires tels que le bois d'œuvre, les minéraux, le pétrole et le blé. En fait, le Canada est le plus grand exportateur de produits forestiers du monde, réalisant plus de 16 % des exportations mondiales de ces produits. Toutefois, au cours des 25 dernières années, le visage de nos exportations a changé. Aujourd'hui, les ressources ne représentent plus qu'environ 20 % de l'ensemble de nos exportations, comparativement à 40 % en 1963.

Le virage s'est amorcé au terme de la Seconde Guerre mondiale, au moment où les Canadiens ont commencé à migrer de la ferme à l'usine. Le Pacte de l'automobile que le Canada a conclu avec les États-Unis en 1965 a été une entente chamière. Celle-ci a renforcé l'industrie de l'automobile, qui, depuis les années 1960, est devenue l'un des principaux moteurs de la prospérité canadienne. En 1998, ce secteur employait plus d'un demi-million de personnes. Aujourd'hui, le Canada est le sixième producteur de véhicules automobiles à l'échelle mondiale.

On pourrait dire qu'un second virage s'es: amorce dans les années 1970, au moment où la balance de l'activité économique s'est mise à pencher davantage du côté des services que de la fabrication. Au Canada, les services representent maintenant 75 % du PIB. De 1988 1 1997, nos exportations de services ont plus que doublé, passant de 19 à 42 milliards de dollars. Traditionnellement, les Canadiens importent plus de services des autres pays qu'ils n'en vendent sur les marchés internationaux. En 1990. cependant, la croissance de nos exportations de services s'est accélérée. Notre déficit pour l'ensemble des services est passé de 13,6 millards de dollars en 1993 à 8,7 milliards de dollars en 1997

Nos partenaires commerciaux De tout temps ou presque, la reciprocité des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis s'est révélée un enjeu important au pays. En 1911, le Parti conservateur remportait les élections avec le slogan « Ni troc ni commerce avec les Yankees » [traduction]. Encore plus tôt, dans les années 1830. Thomas Haliburion créait Sam Slick, un personnage fictif populaire qui tournair en dénsion les importations américaines.

Aujourd'hui, le Canada et les États-Unis sont les plus grands partenaires commerciaux du monde en vertu d'échanges de plus d'un milliard de dollars par jour. Malgré le fait que le Canada vende des biens et des services partout dans le monde, plus de 80 % de ses exportations prennent le chemin des États-Unis et près de 70 % de ses importations proviennent de ce pays.

Ensemble, l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis de 1988 et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) de 1994 ont libéralise les relations commerciales avec « La politique étrangère n'est qu'une politique intérieure qui porte un chapeau. »[traduction]

Lesier B. Pearson.

« Le Seigneur a dit : "Que le blé soit" et la Saskatchewan est née. »
[traduction]

Stephen Leacock

notre voisin du sud et le Mexique. Le libreéchange nous a rendus encore plus dépendants de nos exportations aux États-Unis.

Une bonne partie de ce commerce se fait par l'intermédiaire de sociétés affiliées d'entreprises internationales, signe des liens harmonieux pouvant unir de grands partenaires commerciaux. En 1995, quelque 54,5 % des exportations du Canada vers les États-Unis ont été le fait d'entreprises sous contrôle étranger, tout comme 63,4 % des importations en provenance des États-Unis.

Par région, l'Union européenne (UE) a toujours été notre deuxième partenaire commercial en importance. De plus, aucun autre marché non américain n'a vu ses échanges avec le Canada augmenter aussi rapidement que l'UE. De 1985 à 1996, nos exportations vers l'UE se sont accrues de près de 37 %, tandis que nos exportations à destination du Japon ont augmenté de 21 %.

Investissements à l'étranger

5i le Canada n'a jamais tant commercé, il n'a jamais non plus tant investi à l'étranger. Toutes proportions gardées, nos investissements directs à l'étranger sont beaucoup plus importants que ceux des autres pays du G7. En 1996, les Canadiens ont investi l'équivalent de 22 % de leur PIB à l'étranger, comparativement à 12 % pour l'ensemble des pays du G7. Les investissements directs étrangers au Canada représentaient 21 % du PIB, comparativement à 8 % pour tous les pays du G7.

Par le passé, les étrangers avaient l'habitude de faire davantage d'investissements directs au Canada que les Canadiens n'en réalisaient à l'étranger. Cette tendance a connu un revirement spectaculaire au cours des dernières années. En 1960, par exemple, les étrangers avaient fait pour 13,6 milliards de dollars d'investissements directs au Canada, alors que les Canadiens en avaient fait pour 2,6 milliards à l'étranger.

Toutefois, en 1996, les Canadiens avaient davantage investi à l'étranger que les autres pays ne l'avaient fait au Canada. Cette année-là, les Canadiens ont investi 177 milliards de dollars partout dans le monde, alors que les autres pays ont investi 174,6 milliards de dollars au Canada.

En 1997, la balance a continué de pencher légèrement en faveur du Canada. Les investissements directs des Canadiens à l'étranger ont augmenté de 9 %, pour atteindre 194 milliards de dollars, alors que les investissements des autres pays au Canada se sont accrus de 7 %, pour monter à 188 milliards de dollars. La tendance s'est maintenue en 1998, alors que les entreprises canadiennes ont accru leurs investissements directs à l'étranger de 17 %, les faisant passer à 240 milliards de dollars, et que les entreprises étrangères ont augmenté les leurs au Canada de 10 %, les hissant à 217 milliards. Les États-Unis sont non seulement notre principal partenaire commercial, mais ils sont également la principale source d'investissements étrangers directs au Canada. En 1997, les États-Unis ont réalisé 70 % des investissements étrangers au Canada. Le reste provenait du Royaume-Uni (8 %), d'autres pays de l'UE (12 %), du Japon et d'autres pays de l'OCDE (7%), et de tous les autres pays (3%).

En 1997, les investissements canadiens à l'étranger ont été un peu plus diversifiés. Un peu plus de la moitié de ces investissements, soit 52 %, ont été réalisés aux États-Unis. Le reste l'a été au Royaume-Uni (10 %), dans les autres pays de l'UE (11 %), au Japon et dans les autres pays de l'OCDE (5 %), et dans tous les autres pays (22 %).



Sumb Conada Basha, 1998
Avec la permission de la
Socrata conadamne des

Le Canada dans le monde

Pays de commerce, le Canada se doit d'entretenir de solides relations internationales. En 1998, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international avait plus de 250 missions dans les grandes villes du monde, d'Abidjan à Zagreb. Le Canada est membre d'une foule d'organisations internationales allant de la Banque mondiale au Centre international de génie génétique et de biotechnologie.

En tant que pays officiellement bilingue, le Canada est l'un des rares pays à être à la fois membre du Commonwealth, l'association des anciennes colonies britanniques, et de la francophonie, une alliance de pays d'expression française.

Le Canada est aussi l'un des fondateurs de l'OCDE, née en 1961. L'OCDE compte maintenant 29 membres répartis comme suit : 22 nations européennes, 3 pays d'Amérique du Nord et 4 pays d'Asie. L'OCDE, dont le siège social est situé à Paris, en France, recueille et analyse des statistiques qui aident les gouvernements à planifier leurs politiques économiques.

Plus récemment, le Canada a également collaboré à la mise sur pied de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Fondée en 1995, l'OMC remplace l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

L'OMC est la plus vaste organisation de négociations commerciales jamais créée. Elle a pour but de libéraliser les échanges commerciaux entre les pays en simplifiant les droits de douane, en négociant des accords commerciaux et en réglant des différends commerciaux.

L'OMC a non seulement remplacé l'ancien GATT, qui s'occupait du commerce des marchandises, mais elle a également pris en charge de nouveaux accords sur les services, les investissements et la propriété intellectuelle.

Tous les ans depuis 1976, comme membre du G7 (en 1998, le cercle a fait de la Russie un membre à part entière en devenant le G8) le Canada rencontre les principales démocraties industrialisées de la planète (France, Allemagne. Italie, Japon, Grande-Bretagne et États-Unis) pour s'attaquer aux grands enjeux économiques et politiques de ce monde. Ce cercle très ferme, devenu en quelque sorte le cabinet restreint de facto de la planète, se concentre dernièrement sur les défis posés par une mondialisation.

LE HIC INFORMATIQUE DU SIÈCLE Il est fort possible que nous soyons prisonniers d'un « siècle » vicieux : le 1^{er} janvier de l'an 2000, le bogue de l'an 2000, ce hic informatique, pourrait bien tromper certains programmes et ordinateurs et nous ramener en 1900.

Le problème prend naissance dans un petit cristal de silicone appelé micropuce (aussi large qu'un cheveu), gravé de circuits électriques, qui dirige presque tout dans notre vie quotidienne : des systèmes de purification et de traitement des eaux aux systèmes téléphoniques en passant par les ascenseurs et les trains. Comme peu de micropuces sont programmées pour reconnaître l'an 2000, le 31 décembre 1999, sur le coup de minuit, ce cristal de silicone omniscient pourrait bien faillir à ses responsabilités.

Cependant, le problème ne s'arrête pas là. Si la micropuce gouverne l'ordinateur, les programmes informatiques eux-mêmes jouent un rôle tout aussi important dans le fonctionnement de nombreux systèmes essentiels à la société moderne, comme les systèmes bancaires et les ascenseurs. Tout comme la micropuce, bon nombre de ces programmes n'utilisent également que deux chiffres pour indiquer la date. À l'arrivé

de l'an 2000, ces programmes, qui liront simplement 1900 ou 00, pourraient tomber en panne ou donner des résultats erronés.

Au seuil du millénaire, les industries et les gouvernements du Canada ont littéralement dépensé des milliards de dollars pour veiller à ce que tout ce qui obéit à une micropuce ou à un programme informatique continue de fonctionner. Les programmeurs spécialisés dans le bogue de l'an 2000 sont tellement en demande qu'ils exigent des salaires pouvant atteindre ou dépasser les 100 000 \$.

Quand le penseur canadien Marshall McLuhan a inventé l'expression « village global » en 1967, il ne réalisait sans doute pas l'impact que le bogue de l'an 2000 pouvait avoir sur le monde. Les ordinateurs ont tellement contribué à unir la planète que le problème de l'an 2000 n'est pas seulement canadien, mais il s'étend aussi à l'échelle planétaire. On estime d'ailleurs qu'il pourrait en coûter jusqu'à un billion de dollars américains pour réparer les dégâts que ce problème aura causés.

Au Canada, les services de police et l'armée seront en attente durant les derniers jours de 1999 — non pas à des fins militaires, mais en guise de protection contre le bogue de l'an 2000.



LE TEMPS D'UN MILLÉNAIRE Qu'y a-t-il dans un millénaire? Rien de plus simple. Le prochain aura 10 siècles, 100 décennies et 1 000 ans. Mais est-ce si simple? À notre connaissance, cela veut aussi dire 242 années bissextiles et 12 000 mois ou, encore, 365 242 jaurs, 8 765 808 heures, 525 948 480 minutes ou 31 556 908 800 secondes. Cela n'inclut pas les secondes supplementaires qu'il faut ajouter pour tenir compte du ralentissement de la rotation de la Terre. À la fin du troisième millénaire (en l'an 3000), cela devrait faire environ une demi-heure.

Diviser un millénaire en années, en mois, en jours ou en heures, soit. Cela soulève toutefois la question suivante : qu'est-ce que le temps? Si l'on remonte à ses origines au Canada, on s'aperçoit qu'il commence en 1582, l'année où le calendrier grégorien entrait en vigueur en Nouvelle-France (dans les Marithmes et dans le sud du Québec du 17e siècle). En 1752, le reste du territoire qu'est maintenant le Canada adoptait également le calendrier grégorien. Œuvre du pape Grégoire XIII, ce calendrier tenait compte des six heures supplémentaires de chaque année du calendrier julien en y ajoutant les années bissextiles.

À la fin du premier millénaire, un moment où bon nombre de personnes s'altendatent de vivre la fin du monde, un moine, auteur et prophète nommé Raoul Glaber écrivit : « Nous voyons plus clair que le jour qu'à l'aube des derniers jours, alors même que l'amour décline et que l'iniquité accable l'humanité, l'âme des hommes est en péril. » [traduction]

Depuis, mille autres années se sont écoulées











Archives nationales de Canada, Gatineau, Guidec la première superstructuru ar actar inavydable au mande Blaum IAOY Pan Feerbers, aichteat



DU RÊVE À LA RÉALITÉ Au Canada, le premier brevet a été délivré en 1791 à Angus MacDonnel, un soldat écossais en garnison à Québec, et à Samuel Hopkins, du Vermont, pour une méthode de traitement de la potasse et du savon à partir de la cendre de bois.

En 1890, une femme de Calgary inventa un mécanisme de levage de la jupe pour lui permettre de soulever son ourlet discrètement avant de traverser une rue boueuse ou poussiéreuse.

Durant la Seconde Guerre mondiale, Wilbur Franks, de Toronto, inventa la combinaison de vol antigravité, qui permettait au pilote qui la portait de résister à des pressions huit fois plus grandes que la force de gravité.

Il semble que le Canada ait toujours été une terre fertile en rêveurs et en amoureux du risque, inventeurs de folles et de merveilleuses choses. Certaines de leurs inventions servent tous les jours, comme le rouleau à peinture, créé pour la première fois par Norman Breakey, et la fermeture-éclair, l'invention personnelle de Gideon Sundback.

D'autres inventions canadiennes ont changé le sort du monde. L'hélice à pas variable, inventée en 1916 par l'aéronauticien Wallace Rupert Turnbull et servant à ajuster l'angle des avions en cours de vol, a permis à la sécurité aérienne de faire un pas de géant. Joseph-Armand Bombardier a inventé la motoneige en 1959. En 1981, le bras spatial canadien, le lanceur de satellites du Conseil national de recherches du Canada, a fait sen vol inaugural.

Aujourd'hui, les inventions sont surtout le truit d'oméliorations cumulatives à petite échelle et découlant plus souvent qu'autrement de travaux de recherche parrainés par les gouvernements et l'industrie. Il est donc difficile de connaître le nombre exact d'inventions canadiennes, mais nous sevons que plus de 1,3 million de brevets ont été délivrés au Canada depuis 1824.

(A droite)
Cerhord Herzberg
Onzoe de D.C. (awis:

D' Frederica Battime
Toronto, Ontario,
c 1920-1925
Photo de Arthu 5, Gass,
avec la permission des
Archives nationale, du
Canada (A12216)

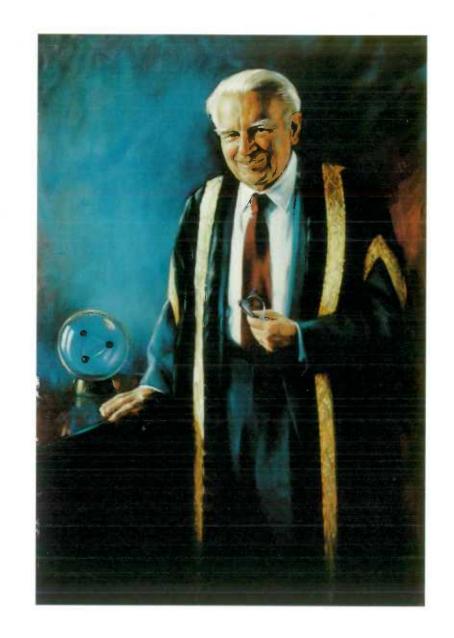
Page opporce!

Di Charles Bes.

Avec la permission des

Archives nationalist du Canada. C-03.7733.

Canada di Canada.







LES NOBELISÉS CANADIENS Les premiers prix Nobel ont été décernés en 1901. L'industriel suédois Alfred Nobel avait demandé qu'un fonds soit créé pour remettre des prix éponymes pour services insignes dans les domaines de la physique, de la chimie, de la physiologie ou de la médecine, de la littérature et de la paix. En 1969, un prix Nobel d'économie fondé par la Banque de Suède voyait le jour.

Depuis, 16 Canadiens ont reçu un prix Nobel dans cinq des six catégories :

Frederick Banting et John Macleod, physiologie et médecine, 1923; William

Giaque, chimie, 1949; Premier ministre Lester Pearson, paix, 1957; Gerhard

Herzberg, chimie, 1971; David Hubel, médecine, 1981; Arthur Schalow, physique, 1981; Henry Taube, chimie, 1983; John Polanyi, chimie, 1986; Sidney Altman, chimie, 1989; Richard Taylor, physique, 1990; Rudolf Marcus, chimie, 1992;

Michael Smith, physique, 1993; Bertram Brockhouse, physique, 1994; William

Vickrey, économie, 1996; et Myron Scholes, économie, 1997.

De nombreux autres lauréats ont eu des liens avec le Canada. Guglielmo Marconi a remporté le prix Nobel de physique en 1909. Huit ans plus tôt, à St. John's (Terre-Neuve), il avait reçu en code morse la première radiotransmission transatlantique au monde de Cornwall, en Angleterre. Ernest Hemingway, lauréat du prix Nobel de littérature en 1954, avait écrit des articles pour le Toronto Star et le Star Weekly. Enfin, William Faulkner, gagnant du prix Nobel de littérature en 1949, avait été brièvement membre de l'Aviation royale du Canada.



de Marble Carvon,

Colombia Britannique.

Photo de Mike Grandmattan.

« Je vais chez moi,
au Canada, demain. » [traduction]

Sa Majesté la reine Élisabeth II, 1983. à son départ de Californie pour la Colombie-Britannique

Environnement

Dépositaire de 7 % des terres émergées, de 9 % des eaux douces et de 24 % des terres humides de la planète, le Canada s'intéresse à coup sûr à l'environnement. Or, en 1996, on considérait à peine quelque 9 % du territoire canadien comme zone protégée, une proportion moindre qu'aux États-Unis (19 %), au Danemark (32 %) ou en Nouvelle-Zélande (23 %).

En 1987, nous avons signé le Protocole de Montréal, un accord visant à réduire les niveaux mondiaux de chlorofluorocarbures (CFC). Il s'agissait d'une étape importante dans la lutte au réchauffement de la planète. En 1998, le Canada a signé le Protocole de Kyôto, aux termes duquel les pays industrialisés s'engagent à réduire leurs émissions collectives de gaz à effet de serre de 5,2 % avant 2012.

Durant les années 1980, le terme « développement durable » est entré dans le vocabulaire canadien. En 1983, la Commission mondiale de l'environnement et du développement définissait le développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

Le Canada a été l'un des premiers pays au monde à fixer des normes pour mesurer le développement durable. De plus, bon nombre d'entreprises reconnaissent maintenant que l'assainissement de l'environnement est une bonne « affaire ». Aujourd'hui, quelque 4 500 entreprises canadiennes s'occupent d'écotechnologie, l'une de nos industries les plus florissantes, et ce, tant au Canada que sur les marchés internationaux.

Or, seulement deux pays produisent davantage de déchets que le Canada. En 1995, chaque Américain se débarrassait de 730 kilogrammes d'ordures ménagères et chaque Australien, de 690 kilogrammes. Au Canada, le total était de 670 kilos. Les Européens, en revanche, ne jetaient en moyenne que 414 kilos d'ordures ménagères par personne.

Les Nations Unies estiment qu'un enfant né dans un pays industrialisé consomme davantage les ressources de la planète et pollue plus que 30 à 50 enfants nés dans un pays moins développé. Le cinquième de la population mondiale vivant dans les cinq pays aux revenus les plus élevés est responsable de plus de 50 % des émissions mondiales de monoxyde de carbone.

Tourisme

Aujourd'hui. les touristes viennent visiter nos villes pour découvrir notre théâtre et nos évenements culturels ou profitent de leur séjour chez nous pour aller pagayer sur nos lacs ou observer les baleines folâtrer dans la grande mer bleue au large de nos côtes. Le Canada est l'une des 10 principales destinations touristiques au monde. La valeur relativement basse du dollar canadien, les voyages entrepris par les enfants les mieux nantis du baby-boom, l'augmentation du revenu disponible dans les régions en développement et le flot continu de visiteurs américains, tout cela a contribué à la bonne fortune du tourisme.

Toutefois, en 1997, après 10 années de croissance, l'activité touristique a connu des ratés dans le monde et le Canada n'a certes pas échappé à la tendance. Les touristes étrangers ont fait 3 % de visites d'une nuit ou plus de moins en 1997 que l'année précédente au pays. En outre, le nombre de visiteurs asiatiques d'une nuit ou plus a diminué de 9 % cette année-là. Cependant, l'augmentation du nombre de visiteurs américains a aidé à contrebalancer la

baisse du nombre de voyageurs étrangers. Les Américains ont fait 14,9 millions de voyages d'une nuit ou plus au Canada en 1998, soit 11 % de plus qu'en 1997. Pendant ce temps, les Canadiens ont réduit leur nombre de voyages d'une nuit ou plus aux États-Unis, celui-ci s'élevant à 13,4 millions; il s'agit du niveau annuel le plus bas depuis 1987.

Chaque année ou presque depuis 1951, le Canada enregistre un déficit au chapitre des voyages, c'est-à-dire que les Canadiens dépensent davantage à l'étranger que les étrangers ne dépensent au Canada. Depuis 1980, les recettes touristiques du Canada sont passées de 3 milliards de dollars à plus de 12 milliards en 1997, alors que les paiements touristiques sont passés de près de 4 milliards de dollars à quelque 16 milliards. En 1997, le déficit au compte des voyages était de 3,5 milliards de dollars, comparativement à 6,4 milliards en 1992.

Défense

En 1928, la chapelle du Souvenir fut ouverte dans la tour de la Paix des édifices du Parlement du Canada. Aujourd'hui, cette chambre renferme six livres du Souvenir en l'honneur des 114 710 marins, soldats, aviateurs, infirmières, femmes militaires et membres de la marine marchande qui ont perdu leur vie au service du pays. Le plafond, les murs, et les colonnes de la chapelle sont construits de pierre de Château-Gaillard, offerte par la France au Canada. L'autel, un cadeau de la Grande-Bretagne, repose sur de la pierre extraite des champs de Flandre, en Belgique.

On a gravé sur le mur le poème *Au champ d'honneur*, écrit par le chirurgien canadien John McCrae à la mémoire des 66 655 soldats canadiens morts durant la Première Guerre mondiale. Lorsque le Canada a signé le Traité de Versailles en 1919 et joint la Société des Nations comme pays distinct de la Grande-Bretagne, de nombreux historiens y ont vu notre véritable entrée en scène en tant que pays.

On a qualifié le Canada de « pays forgé dans le feu » à cause du rôle important que les deux guerres mondiales ont joué dans le devenir du Canada en tant que pays. Aujourd'hui, le Canada n'est pas vu comme une puissance militaire. En 1996, il a consacré 1,5 % de son PIB à la défense, comparativement à 3,6 % pour les États-Unis et à 3,0 % pour le Royaume-Uni.

Or, la Seconde Guerre mondiale a infligé des cicatrices émotives et physiques indélébiles à une génération de Canadiens. Un million de Canadiens ont combattu durant cette guerre : 44 893 y sont morts. Le conflit a également laissé de bons souvenirs : les Pays-Bas et le Canada se sont liés d'amitié après que le Canada eut donné refuge à la famille royale hollandaise durant la guerre. Les troupes canadiennes ont aussi combattu durant la libération de la Hollande. Chaque année depuis 1945, nous recevons des milliers de tulipes des Pays-Bas pour le Festival des tulipes d'Ottawa, gage de l'amitié durable entre les deux pays.

Les Canadiens se sont aussi distingués durant la Guerre de Corée. Environ 27 000 Canadiens ont servi en Corée et plus de 500 y sont morts. L'intervention canadienne en Corée a été suivie d'autres missions de maintien de la paix pour lesquelles le Canada a déployé des troupes partout dans le monde.

Durant la crise de Suez de 1957, Lester B. Pearson, alors quatorzième premier ministre « Au champ d'honneur, les coquelicots

Sont parsemés de lot en lot

Auprès des croix; et dans l'espace

Les alouettes devenues lasses

Mêlent leurs chants au sifflement

Des obusiers. »

John McCrae, Au champ d'honneur





Celebration du jour de la Victoire en Europe, rue Sparks, Ottawa, Ontario le 2 vers la partitusor des Auchania de la Canada, PA-1 (4 o 17 collection de la Ottesta Application de la Ottesta Application de la Ottesta Application de la Canada (Ex Bestl).

Victoria de la Canada (Ex Bestl).

Victoria de la Canada (Ex Bestl).

Avec la permitti an des Accatando de la ville de Teronto, James Collection (62).

du Canada, allait faire naître la tradition du maintien de la paix au Canada en suggérant de confier des rôles non violents à du personnel militaire, comme la surveillance des cessez-le-feu. Cette innovation lui valut le prix Nobel de la paix. Depuis, le Canada fait partie de presque toutes les grandes missions de maintien de la paix et de tous les grands efforts humanitaires des Nations Unies. Les Canadiens ont servi à Chypre, dans l'ancienne Yougoslavie, à Haïti, en Somalie, au Moyen-Orient et dans bien d'autres régions du globe. Plus de 100 soldats canadiens ont été tués en près de 50 ans de missions de maintien de la paix.

Le Canada a contribué à faire régner la paix sur d'autres fronts. Nous avons aidé à fonder les Nations Unies et, aujourd'hui, nous occupons présentement un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies. En 1986, le Canada a reçu une Médaille Nansen pour ses activités humanitaires en reconnaissance de son assistance aux réfugiés. C'est la première et l'unique fois que ce prix a été remis à une population entière.

Sous la direction du ministre des Affaires étrangères du Canada, Lloyd Axworthy, le Canada a joué un rôle de premier plan dans le contrôle de l'utilisation des mines terrestres. En 1997, 122 pays ont signé la Convention pour l'interdiction des mines antipersonnel à Ottawa. Le traité fixe de nouvelles normes internationales contre l'utilisation de ces mines. Le Canada a créé un fonds quinquennal de 100 millions de dollars pour enlever les mines, venir en aide aux victimes, développer des technologies et aider les pays à respecter le traité. En 1998, les Canadiens ont aidé à mettre sur pied la Cour criminelle internationale, qui a le pouvoir de traduire en justice des personnes accusées de

génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et dans l'avenir, de crimes d'agression.

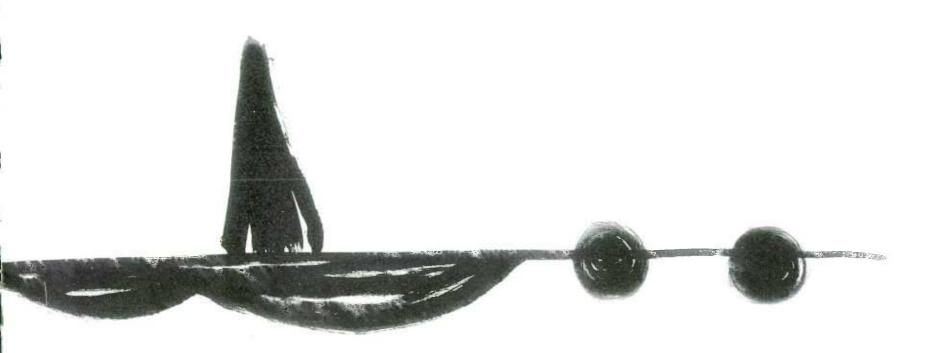
Aide à l'étranger

Même si les entreprises canadiennes investissent dans le monde plus que jamais auparavant. le nombre de dollars canadiens consacrés à l'aide et au développement à l'étranger a quant à lui diminué. En 1996, le Canada a injecté l'équivalent de 0,32 % de son PIB dans l'aide officielle au développement, ce qui représente un recul par rapport au taux de 0,49 % enregistré en 1986. Cela équivalait à environ 64 \$ US par citoyen canadien, comparativement à 85 \$ US une dizaine d'années plus tôt. De nombreux autres pays ont aussi réduit leurs dépenses pour l'aide à l'étranger. Les pays scandinaves. toutefois, sont beaucoup plus généreux. De 1986 à 1996, leurs dons sont passes de 202 \$ US à 218 \$ US par habitant.

La nature de l'aide a changé elle aussi. Depuis un examen en 1995, le Canada a pour politique de consacrer le quart des dollars qu'il dépense dans ses programmes à répondre aux besoins humains fondamentaux tels que les soins primaires, l'enseignement de base, la planification familiale, la nutrition, l'eau et l'hygiène ainsi qu'à fournir de l'aide humanitaire en cas d'urgence.

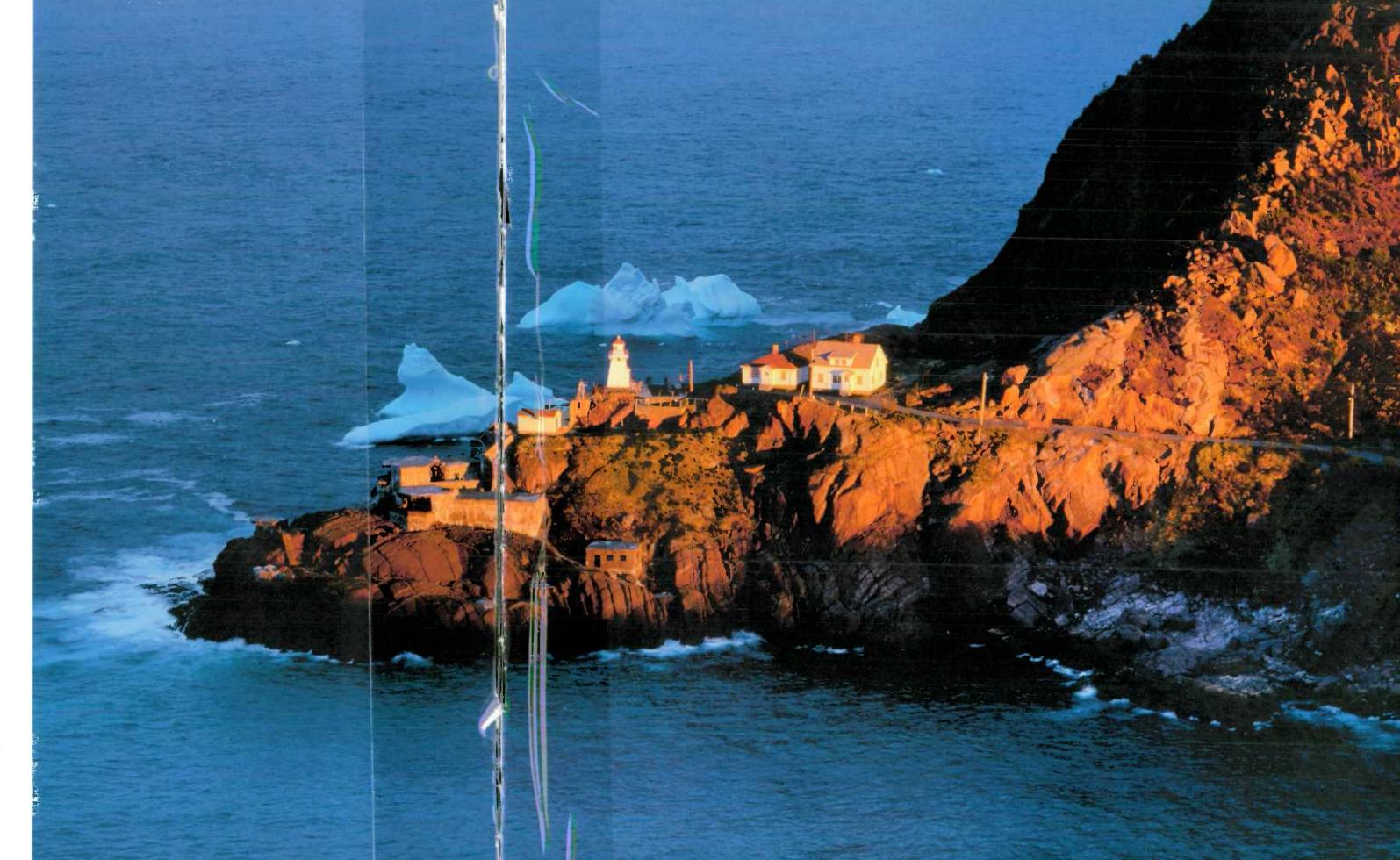
Le Canada a aussi donné son appui aux projets de développement à condition qu'il y ait respect des obligations en matière de droits de la personne, participation à part entière des femmes au développement durable de leurs sociétés et protection de l'environnement.





Datail de Anglore Saries.
1985-1986.

Opraie de Wondo Koop.



Phare du Fost Amherst: Teste Neuve Photo de Norman Privie, Tony Stone.





Le territoire

Statistique Canada:

L'activité humaine et l'environnement, n° 11-509-XPF au catalogue Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne, n° 96-301-XPB au catalogue

Colombo, John Robert. *The 1999 Canadian Global Almanac*, Toronto, Macmillan, 1998.

Warkentin, John. *Canada: A Regional Geography*, Scarborough, Ont., Prentice Hall, 1997.

La population

Statistique Canada:

Tendances sociales canadiennes, n° 11-008-XPF au catalogue Langue, tradition, santé, habitudes de vie et préoccupations sociales, n° 89-533-XPB au catalogue

n° 91-534-XPF au catalogue La famille au long de la vie, n° 91-543-XPF au catalogue

Mariage et vic conjugale au Canada,

Connaissance des langues, n° 93-318-XPB au catalogue

Religions au Canada, n° 93-319-XPB au catalogue

Âge et sexe, nº 94-327-XPB au catalogue

La société

Statistique Canada:

Revue trimestrielle de l'éducation, n° 81-003-XPB au catalogue L'éducation au Canada, n° 81-229-XPB au catalogue

Rapports sur la santé, n° 82-003-XPB au catalogue

Aperçu de l'Enquête nationale sur la santé de la population, 1996-1997, n° 82-567-XPB au catalogue

Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, n° 85F00019-XPF au catalogue

Juristat, n° 85-002-XPF au catalogue

Un profil de la justice pour les jeunes au Canada, n° 85-544-XIF au catalogue

Forum national sur la santé. *La santé au Canada : un héritage à faire fructifier*, Ottawa, 1997.

Les arts et les loisirs

Statistique Canada

Indicateurs des services, n° 63-016-XPB au catalogue

Enregistrement sonore, n° 87F0008-XPF au catalogue

La culture en perspective, n° 87-004-XPB au catalogue

Les arts d'interprétation, n° 87-209-XPB au catalogue

Le Canada, sa culture, son patrimoine et son identité : perspective statistique.

n° 87-211-XPB au catalogue

L'économie

Statistique Canada:

L'Observateur économique canadien. Aperçu statistique, n° 11-010S-XPB au catalogue Répartition du revenu au Canada selon la taille du revenu, n° 13-207-XPB au catalogue Revenus des familles. n° 13-208-XPB au catalogue

Produit intérieur brut par industrie,

n° 15-512-XPB au catalogue
L'indice des prix à la consommation,

n° 62-001-XPB au catalogue
Le point sur la population active,

n° 71-005-XPB au catalogue
L'emploi et le revenu en perspective,

n° 75-011-XPF au catalogue

Le Canada dans le monde

Statistique Canada:

Balance des paiements internationaux du Canada, n° 67-001-XPB au catalogue Bilan des investissements internationaux du Canada, n° 67-202-XPB au catalogue Info-voyages, n° 87-003-XPB au catalogue

Industrie Canada:

L'économie de services au Canada, Ottawa,

Sources communes

Statistique Canada:

Le Quotidien, n° 11-001F au catalogue

Annuaire du Canada 1999, n° 11-402-XPF
au catalogue

Un Portrait du Canada, 55° édition,
n° 11-403-XPF au catalogue

Statistiques historiques du Canada, 2° édition,
n° CS11-516F au catalogue

Un coup d'œil sur le Canada 1999,
n° 12-581-XPF au catalogue

Dictionnaire du recensement de 1996,

Atlas historique du Canada, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1993.

The 1999 Canadian Encyclopedia: World Edition, CD-ROM, Toronto, McClelland & Stewart, 1998.

n° 92-351-XPF au catalogue

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

Statistique Canada, numéro sans frais pour les demandes de renseignements : 1 800 263-1136 Numéro sans frais pour commander :

1 800 267-6677

Numéro sans frais pour commander par télécopieur (Canada et États-Unis) : 1 877 287-4369 Appareils de télécommunication pour les malentendants : 1 800 363-7629

Site Internet : www.statcan.ca

Région de l'Atlantique

Répond aux demandes des résidents de Terre-Neuve, du Labrador, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick.

Services consultatifs 1741, rue Brunswick 2º étage, C. P. 11 Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3X8

Téléphone : (902) 426-5331 Télécopieur : (902) 426-9538

Courrier électronique : atlantic.info@statcan.ca

Région du Québec

Répond aux demandes des résidents du Québec et du Nunavut.

Services consultatifs 200, boul. René-Lévesque Ouest Complexe Guy-Favreau 4° étage, Tour-Est Montréal (Québec) H2Z 1X4

Téléphone : (514) 283-5725 Télécopieur : (514) 283-9350

Région de la capitale nationale

Centre de consultation statistique Immeuble R.-H.-Coats, entrée principale Avenue Holland Ottawa (Ontario)

K1A 0T6

Téléphone : (613) 951-8116 Télécopieur : (613) 951-0581 Courrier électronique :

infostats@statcan.ca

Région de l'Ontario

Services consultatifs
Immeuble Arthur-Meighen, 10e étage
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ontario)
M4T 1M4

Téléphone : (416) 973-6586 Télécopieur : (416) 973-7475

Région des Prairies

Manitoba

Services consultatifs
Immeuble Via Rail, bureau 200
123, rue Main
Winnipeg (Manitoba)
R3C 4V9

Téléphone : (204) 983-4020 Télécopieur : (204) 983-7543 Courrier électronique : statswpg@solutions.net



Saskatchewan

Services consultatifs
Park Plaza, bureau 440
2365, rue Albert
Regina (Saskatchewan)

S4P 4K1

Téléphone: (306) 780-5405

Télécopieur: (306) 780-5403

Courrier électronique : statcan@sk.sympatico.ca

Alberta du sud

Services consultatifs
Discovery Place, bureau 201
3553, 31° rue Nord-Ouest
Calgary (Alberta)
T2L 2K7

Téléphone : (403) 292-6717 Télécopieur : (403) 292-4958

Courrier électronique : degagnej@cadvision.com

Alberta du nord et Territoires du Nord-Ouest

Services consultatifs Park Square, 9e étage 10001, Bellamy Hill Edmonton (Alberta) T5J 3B6

Téléphone : (780) 495-3027 Télécopieur : (780) 495-5318

Courrier électronique : ewieall@statcan.ca

Région du Pacifique

Répond aux demandes des résidents de la Colombie-Britannique et du Yukon.

Services consultatifs
Library Square Office Tower
300, rue Georgia Ouest, bureau 600
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6B 6C7

Téléphone : (604) 666-3691 Télécopieur : (604) 666-4863

Courrier électronique : stevan@statean.ca

| N | E

Veuillez noter que la référence est à la page et que l'italique signifie que l'information est une photographie.

A	langue, 42, 44, 51, 77	Carte de crédit et de débit, 139
Acadiens, 41	maladie infectieuse, 76	Cartier, Jacques, 13
Accident cérébrovasculaire, 85	population, 7, 76	Casino, 117
Accord	prison, 72, 77	Catastrophes naturelles, 25, 27, 130
de Charlottetown, 88	revendications territoriales, 7, 76	Chanson, 98
de libre-échange nord-américain (ALENA),	santé, 76	Charte canadienne des droits et libertés, 71,
129, 143, 158	taux de fécondité, 77	<i>80</i> , 81
du lac Meech, 88	taux de mortalité infantile, 76	Chemin de fer, 9, 10, 23, 37, 126
Administration publique. Voir Gouvernement	taux de suicide. 76	Chenille laineuse de l'Arctique, 20, 21
Aglukark, Susan, 3	Automobile (industrie), 158	Chômage, 126, 130, 133, 135, 143, 144
Agriculture, 10, 12, 13, 24-25, 143	Aviation royale du Canada, 36	jeunes, 67, 144
Aide internationale, 174	В	Chrétien, Jean, 88, 89
Albani, Emma, 98	Baby-boom, 56, 59, 109, 117, 133, 171	Cinéma, 98, 105, 106, 108
Alberta, 6, 10, 28, 36, 42	Baffin (île), 7, 79	Cirque du Soleil, 152, 153
Analphabétisme, 155	Bailey, Donovan, 99, 119	Clendenan, May, 81
Appalaches, 7, 13	Ballet. Voir Danse	Climat
Aquiculture, 10	Banlieue. Voir Population (urbanisation), Ville	Arctique, 7
Architecture, 41, 98	Banque du Canada, 135, 143	Atlantique (région), 13
Arctique, 3, 6, 7	Banting, Frederick, 154, 168, 169	catastrophes naturelles, 25
îles de l'. 7	Bénévolat, 45, 59, 136, 154	changement, 25
population, 42	Berton, Pierre, 33, 105	consommation d'énergie, 24, 25
souveraineté canadienne, 19	Best, Charles, 154, 168	économie, 24
Art corporel, 37	Bethune, Norman, 154	gaz à effet de serre, 25, 171
Arts, 98	Blé, 10, 24, 126, 130, 141, 158	indice de rigueur, 24
Arts visuels, 114	Bloc québécois, 88	mode de vie, 24
Assurance-maladie, 83	Bogue de l'an 2000, 162	réchauffement de la planète, 25
Asthme, 85	Bombardier, Joseph-Armand, 167	saison, 24
Atlantique, 12, 41	Bouclier canadien, 6, 12, 13	vents les plus puissants. 7
Atwood, Margaret, 99	Brevet, 167	Coconnage, 109, 111
Australie, 72	C	Colebourn, Harry, 17
Autochtones, 6, 9, 27, 50	Câblodistribution, 106, 111	Collège, 72, 73
droit de vote, 81	Canadien Pacifique, 9, 10	Colombie-Britannique, 6, 9, 10, 13, 24, 25, 41.
eniploi, 77	Cancer, 85	42, 106
espérance de vie. 76	Canola, 24	Columbia (chaine). 9
famille monoparentale. 77	Carr, Emily, 114	Common law, 71

Compagnie de la Baie d'Hudson, 71	Disque. Voir Musique	traditionnel, 144
Compagnie des chemins de fer nationaux (CN),	Divorce, 45	Empress of Ireland, 52, 53
129	Dollar, 126, 143, 158, 171	Énergie, consommation, 24, 25
Confedération, 9, 66, 126	Douglas, Tommy, 83	Entant
Conseil national de recherches du Canada, 167	Droit civil, 71	Soute, 85
Consommation. Voir Économie	Droit de vote, 81	vivant en famille, 45
Cordillère canadienne, 6, 7, 9	E	Voir cassi Démographie
Corégone d'Acadie, 29	Eau douce, 27, 171	Entreprise
Cormier, Ernest, 98	École, 72, 73	contrôle, 127, 129, 159
Cour criminelle internationale, 174	Économie	restructuration, 135, 144
Cour suprême du Canada, 71, 98	balance des paiements, 157	transnationale, 157
Crayon (fabrication), 112	consommation, 133, 139, 143	Environnement, 25, 29, 171
Criminalité, 69, 70	contrôle, 127, 129, 159	chlorofluorocarbures, 27, 171
D	crise du pétrole, 133	déchets, 171
Danemark, 73	investissements, 129, 143, 159	développement durable, 171
Danse, 98, 99	krach boursier (1929), 130	écotechnologie, 171
Davies, Robertson, 105	libre-échange, 129, 158	pesticides, 29
Défense, 172	mondialisation, 157, 161	pollution de l'air. 27
Déficit, 67, 88, 146	produit intérieur brut (PIB), 126, 131, 135, 143	pollution de l'eau. 27
Demographie	récession, 130, 135, 143	produits chimiques, 27
age de la population, 36, 37	ressources naturelles, 158	recyclage, 29
espérance de vie, 59, 67, 85, 155	revenu et salaire, 126, 133, 135, 145, 154.	Voir aussi Climat
recondité, 37	155	Épargne, 145
mortalité infantile, 155	secteur des services, 158	Erikson, Arthur, 98
mortalité maternelle, 155	transformation, 126, 127	Espèces menacées. Voir faunc. Flore
natalité, 41, 56	travail des femmes, 133	États-Unis, 6, 36, 69, 72, 86, 102, 106, 108.
origine ethnique, 36, 37, 41, 42, 44, 54	Éducation, 72	139, 155, 171, 172
taille des familles, 36, 41	dépenses, 56, 66, 73, 155	contrôle de l'économie canadienne, 127, 129
vieillissement de la population, 37, 59, 69,	femme, 72, 155	investissements directs, 159
85, 117, 145	frais de scolarité, 67, 73	partenaire commercial, 127, 157, 158, 159
Voir aussi Population	prêt étudiant, 75	Etidlooie, Sheojuk, 98
Desrosiers, Robert, 99	raccrocheur, 73	Exercice physique, 117
Dette personnelle, 146	Egoyan, Atom, 105	Exploration pétrolière et gaziere, 7, 10, 15, 36.
Dette publique, 67, 135, 146	Électrification, 37	143, 158
Developpement international. Voir Aide	Elisabeth (reine). 90, 91	Exportation, 127, 130, 143, 157, 158, 159
internationale	Ellesmere (île). 7	F
Dion. Céline, 98	Emploi, 126, 130	Faillite, 139
Diplôme, 67, 73	diplômé, 73, 144	Famille, 41
1bir aussi Scolarité	réduction des effectifs, 135, 144	dépenses, 45, 145
Discrimination, 42, 81	secteur des services, 144	loisirs, 45
The state of the s		

parents qui travaillent, 45	provincial, 66, 88	Investissement. Voir Économie
partage des tâches, 45	question constitutionnelle, 88	Irwin, May, 108, 109
reconstituée, 44, 45	recettes, 67, 146	1
revenu, 126, 135, 145	répartition des pouvoirs, 86	Jardinage, 117
taille, 36, 37, 44	rôle de l'État, 66, 143	Jazz, 99, 154
temps, 45	territorial, 7, 66	Jeune contrevenant. Voir Criminalité (jeunes)
Faucon, 29	Grande poule des Prairies, 29	Journaux. Voir Press
Faune (espèces menacées), 29	Grands Lacs, 6, 12	Jeu de hasard, 117
Femme (indice de développement), 157	Guerre, 130, 172, 173	Jewison, Norman. 98. 156
Voir aussi Démographie, Économie, Éducation	Guichet automatique, 139	Justice, 71
Fife, David, 141	Н	Juna, Claude, 105
Fleming, Sir Sandford, 23	Habitation, 36, 37, 45	K
Fleuve	Harlequin (roman), 102	King, Mackenzie, 130, 146
Fraser, 9, 25	Hart, Evelyn, 98, 100	Klondike (rivière), 9
Mackenzie, 7	Hébert, Anne, 12	Rieisel, Henry 10
Saint-Laurent, 6, 12	Herzberg, Gerhard, 168, 169	L
Flore, 7, 29	Heure normale (système), 23, 154	Labrador, 7, 13, 51
Forêt, 9, 10, 12, 13, 24, 130, 143, 158	Voir aussi Temps	Lait, 12
Franks, Wilbur, 167	Highway, Tomson, 76	Lalonde, Robert, 98
Frye, Northrop, 66	Hiver. Voir Climat	Langue, 41, 44
Fuseau horaire. Voir Heure normale (système)	Hockey, 36, 99, 117	anglaise, 44
G	Hôpital, 67, 86	autochtone, 42, 44, 51, 77
G7 (pays), 159, 161	Howe, C.D., 146	bilinguisme, 161
Galbraith, J.K., 129	Hudson (baie d'), 6	industrie du disque, 107
Gendarmerie royale du Canada, 70, 71	Hurtig, Mel. 129	magazine, 105
Germain, Georges-Hébert, 105	Huston, Nancy, 98	française, 41, 44
Girard, François, 98, 105	Hydroélectricité, 12, 24	non officielle, 44
Glace et glacier, 6	1	Laumann, Silken. 99
Gordon, Walter, 129	Île-du-Prince-Édouard, 7, 13, 154	Laurence, Margaret. 103
Gould, Glenn, 106, 154	Immigration, 6, 36, 37, 42, 44, 54, 55, 126,	Laurier, Wilfrid, 36
Gouvernement	133, <i>137</i>	Leacock, Stephen. 104
budget fédéral, 88, 146	Importation, 157, 159	Lecteur de disque compact. 111
compromis politique, 86	lmpôt, 45, 66, 67, 88, 145, 146	Lecture, 117
dépenses, 66, 71, 88, 99, 102, 114, 133,	Inflation, 126, 133, 135, 143	Lévesque, René. 37
135, 145, 146, 155, 157, 172, 174	Informatique. Voir Bogue de l'an 2000, Guichet	Libre-échange. Voir Economie
dette publique, 67, 135, 146	automatique	Lipsey, Richard, 123
effectif, 66, 67, 144	Insuline, 154, 168	Littérature, 98, 99, 102, 154
fédéral, 66	Internet, 111, 157	Livre (industrie), 102
parti politique, 88	Inuit, 6, 7, 8, 19, 77, 81, 98	Loisirs, 36, 37, 45, 117
privatisation des sociétés d'État, 143	Voir aussi Nunavut	Lowne, 117
programme de sécurité sociale, 66, 67, 133	Invention, 134, 167	

M	du Nord-Ouest, Yukon	Politique constitutionnelle, 88
Macdonald, Sir John A., 126	Nordicité (indice de), 7	Pollution, 27
MacDonnel, Angus, 167	Nouveau-Brunswick, 7, 12, 13, 41	Pomme de terre, 13
MacIsaac, Ashley, 106	Nouveau Parti Démocratique, 88	Pont de la Confédération, 154
Magazine, 102, 105	Nouvelle-Écosse, 7, 13, 41, 42	Population, 126, 133, 144
Magnétoscope, 45, 106, 111	Nunavut, 6, 7, 19, 24, 76, 79	acadienne, 41
Maladie du cœur, 85	armoiries, 77	active, 126, 135
Manitoba, 6, 10, 25, 42	drapeau, 78	Arctique, 19
droit de vote aux femmes, 81	population, 42, 79	asiatique, 42
Mariage, 41, 56	0	autochtone, 7, 42, 76
McCrae, John, 172	Ontario, 6, 10, 12, 24, 41, 71	Colombie-Britannique, 9, 41
McFarlane, Leslie, 154	Opéra, 98, 99	densité, 6, 19
McLuhan, Marshall, 163	Ordinateur personnel, 45, 111	gaélique, 41, 42
Médecin, 86, 154, 172	Organisation de coopération et de	langue, 44
Médicaments, 86	développement économiques (OCDE), 72, 73,	loyaliste, 41, 42
Ménage. Voir Famille	127, 155, 159, 161	migration, 41, 45
Mercure, 27	Organisation internationale, 161	minorité visible, 44
Mercure, Monique, 95	Organisation mondiale du commerce (OMC),	Nunavut, 42, 79
Mexique, 129, 143, 159	102, 161	Ontario, 12, 41
Mine, 9, 12, 13, 130, 143, 158	Orchestre. Voir Musique	Prairies, 10, 42
Mine terrestre (antipersonnel), 174	Ours noir, 17	Québec, 12, 41
Mission de paix, 174	Ours polaire, 8	religion, 44
Mission diplomatique, 161	Owl, Grey, 6	solitude, 59
Mode vestimentaire, 36, 37	P	Terre-Neuve, 13
Morissette, Alanis, 98	Parcs nationaux, 13, 29, 114, 117	urbanisation, 37, 41, 49, 130
Morton, Desmond, 66	Parti libéral du Canada, 88, 127	Voir aussi Démographie, Immigration
Motoneige, 154	Parti progressiste-conservateur du Canada, 88,	Potasse, 10
Munro, Alice, 49, 98	126	Prairies, 6, 10, 141
Musées, 114	Parti québécois, 88	climat, 24, 130
Musique, 98, 99, 154	Parti réformiste du Canada, 88	économie, 10, 126
country, 107	Pauvreté, 67, 85, 155	population, 10, 41, 54
droit d'auteur, 107	Pearson, Lester B., 169, 172	Presse (quotidien), 102
industrie du disque, 107	Pêche, 9, 10, 13, 25	Prison, 67, 72, 77
N	Pédiculaire de Furbish, 29	Prix à la consommation (indice). Voir Inflation
Naissance, 56	Peinture. Voir Arts visuels	Produit intérieur brut (PIB). Voir Économie
Voir aussi Démographie	Pergélisol, 7	Q
Nations Unies (mission de paix), 174	Peterson, Oscar, 99, 151, 154	Québec, 6, 10, 12, 41, 42, 51, 71, 72, 77, 88,
Neige. Voir Climat	Phoque, 15, 18	99, 106
Niveau de vie, 127, 130, 154	Pickford, Mary, 98	R
Nobel (Prix), 169	Pluie. Voir Climat	Radio, 45, 98, 107
Nord. Voir Arctique, Inuit, Nunavut, Territoires	Policier, 67, 71, 72	Radiotélévision, 98

Reeves, Keanu, 102	Sites historiques, 15	V
Recherche scientifique, 154, 157, 167	Société Radio-Canada, 107, 117	Vancouver (ile), 9
Religion, 44, 137	Sport, 24, 36, 99, 117, 154	Vanier, Jean, 154
Résolution (île), 7	Stanfield, Robert, 6	Ville
Revenu. Voir Économie, Famille	Stojko, Elvis, 107	Calgary, 24, 44, 98, 114
Rocheuses (montagnes), 9, 114	Stopkewich, Lynne, 105	Dawson, 9
Rouge (rivière), 25	Sundback, Gideon, 167	Edmonton, 24, 44, 154
Route transcanadienne, 154	Suzuki, David, 63	Goose Bay, 13
Roy, Gabrielle, 42	Syndicat, 133, 145	Halifax, 24, 27, 114
Ruée vers l'or, 9	T	Igaluit, 7, 24, 79
S	Téléphone, 45	minorité visible, 44
Salaire. Voir Économie (revenu)	Télévision, 45, 98, 106, 108, 111	Montréal, 41, 71, 98, 106, 126
Santé, 67, 85	Température. Voir Climat	Ottawa-Hull, 24, 44, 114
assurance-mala <mark>die</mark> , 83	Temps, 37, 45, 165	où il neige le plus, 13
autochtones, 76	Terre-Neuve, 7, 13, 36, 71	population, 36, 37, 49, 126
cause de décès, 85	Territoire, 6, 7	Regina, 24, 77
dépenses, 66, 67, 86, 155	Voir aussi Population	Saskatoon, 24, 77
maladie infectieuse, 85	Territoires du Nord-Ouest, 6, 7, 19	St. John's, 13, 24, 41
pauvreté, 85, 86	Théâtre, 99, 102	Toronto, 12, 27, 41, 44, 71, 98, 106, 126, 154
privatisation, 86	Tourisme, 7, 13, 171	Vancouver, 9, 44, 106, 124, 125, 126
vieillissement de la population, 85	Travail, 45, 144	Victoria, 9, 24, 27, 41
Saskatchewan, 6, 10, 25, 42, 83	Voir aussi Chômage, Emploi	Whitehorse, 24
Scolarité, 67, 72	Tremblay. Michel, 98	Winnipeg, 24, 25, 41, 44, 54, 77, 98
impact sur l'emploi, 144	Tribunal. 71	Yellowknife, 7, 24
impact sur les loisirs. 117	Tupper, Charles, 10	Voisey (baie), 13
niveau, 126	Twain, Shania, 98	Voyage, 37, 117, 158, 171, 172
Voir aussi Éducation	U	W
Scott, Barbara Ann, 36, 116	Union européenne (UE), 159	Whitfield, Agnès, 7
Seagram, 158	Union libre, 41	Wilson, Michael, 135
Shadbolt, Jack, 115	Université, 72, 73, 98	Winnie l'ourson, 16, 17
Shebib, Donald, 41	Urbanisation. Voir Ville	Woodsworth, J.S., 55
		Υ
		Yukon, 6, 9, 19

l cm = 200 km

- Capitale nationale
- * Capitale provinciale ou territor ale
- Autres lieux habités

----- Frontière internationale

Limite provinciale et territoriale

La Transcanadienne



